



**MUNICIPALITÉ
DU CHENIT**

CANTON DE VAUD

Tél. 021 845 17 21

Fax 021 845 17 35

E-mail: municipalite@chenit.ch

Le Sentier, le 13 juillet 2015

**La Municipalité du Chenit
à son Conseil Communal**

PREAVIS N° 11/2015

Objet: Plan Partiel d'Affectation (PPA) « Eoljoux » aux Grands-Plats, transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit « Côte de la Bursine » et autorisation d'octroi de droits distincts et permanents de superficie en faveur de la future société Eoljoux SA.

Table des matières :

Préavis de la Municipalité	p. 2
Annexe 1 : Règlement et plan du PPA	p. 14
Annexe 2 : Plan des emprises du transfert partiel de la route existante au Domaine public	p. 24
Annexe 3 : Enquête publique et oppositions	p. 27
Annexe 4 : Résumé des arguments des opposants et réponses	p. 54
Annexe 5 : Décision finale relative à l'étude d'impact sur l'environnement	p. 66

Préavis de la Municipalité

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1 Préambule

1.1 Introduction

Appartenant à 100% aux communes de la Vallée, la Société électrique de la Vallée de Joux (SEVJ) a de tout temps œuvré pour la qualité du service public tout en respectant et préservant au mieux le paysage et la nature de la Vallée. Les efforts entrepris depuis de nombreuses années pour l'enterrement des lignes électriques, malgré des coûts élevés, en est la démonstration.

Ces investissements lourds, tout comme la modernisation en cours du réseau multimédia avec de la fibre optique, sont également possibles par le fait que les communes ont toujours renoncé à percevoir des dividendes de la société, préférant en cela l'amélioration constante de la qualité des services publics qu'elle fournit.

C'est dans cet état d'esprit qu'en 2005 le Conseil d'administration et la Direction de la SEVJ ont décidé d'étudier toutes les possibilités de produire à la Vallée une électricité renouvelable et propre afin de contribuer aux enjeux importants que constitue l'approvisionnement en énergie pour le futur. Parallèlement à cela, la SEVJ a également lancé un programme d'incitation à l'économie d'électricité appelé SEVJ TERRA.

Le turbinage de l'eau de la Lionne et du Brassus a aussi été étudié sans malheureusement pouvoir concrétiser un projet. La production d'électricité et de chaleur par la biomasse à disposition dans la région a fait l'objet d'études par la commune en parallèle aux investigations liées à la valorisation du gaz produit par le digesteur de la station d'épuration. Cette étude a malheureusement démontré que cette piste n'était économiquement pas réaliste.

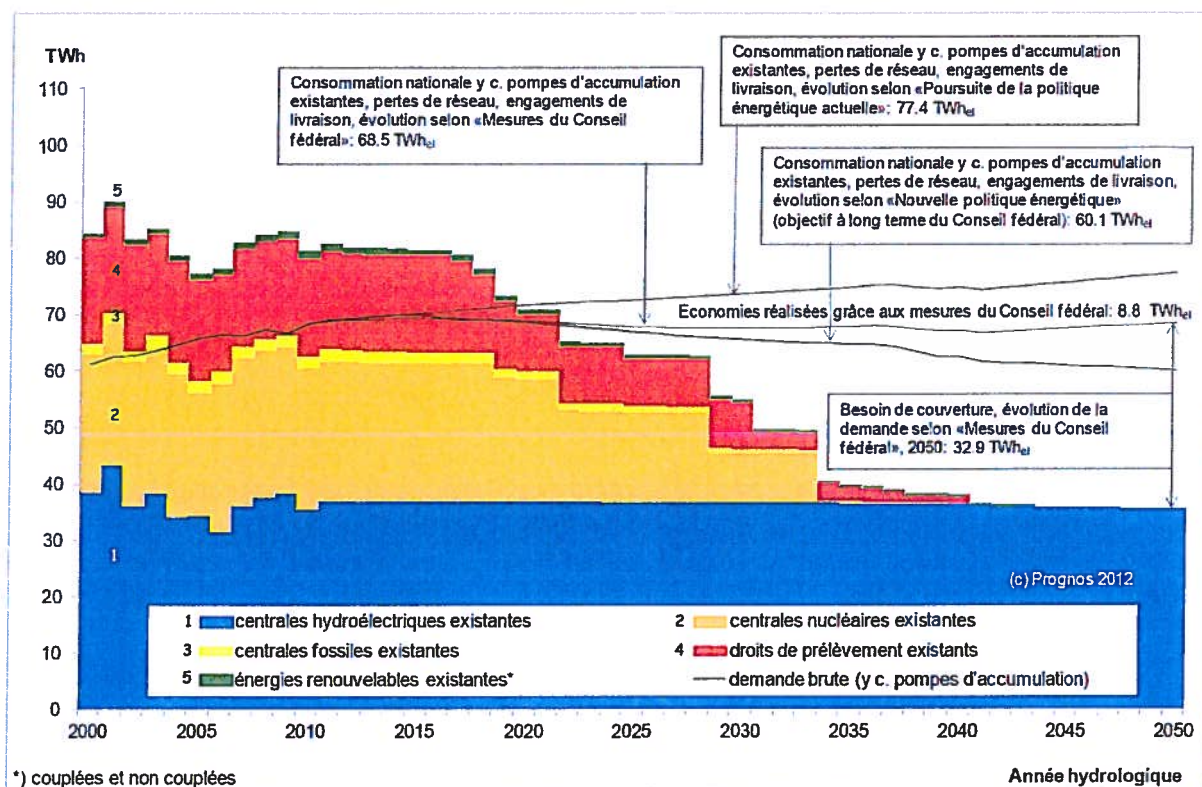
Le soleil et le vent ont rapidement été identifiés comme exploitables dans notre région. Le produit SEVJ-Solar a ainsi été proposé aux habitants de la Vallée avec un certain succès et le projet éolien Eoljoux vous est présenté dans ce préavis.

1.2 Contexte fédéral et cantonal

L'approvisionnement en électricité est, pour de nombreux pays dont la Suisse, un défi pour les prochaines décennies. En effet, si par le passé, la Suisse jouissait d'un confortable excédent de production contribuant à sa force économique, cette marge de manœuvre a diminué d'année en année pour arriver aujourd'hui à un équilibre précaire.

De plus, le parc de centrales nucléaires est relativement vieillissant. Si les plus anciennes sont pratiquement en fin de vie, les plus récentes y arriveront normalement vers 2035.

Par ailleurs, la Suisse bénéficie également de divers droits de prélèvements dans des centrales étrangères qui eux aussi arriveront d'ici deux à trois décennies à échéance. Etant donné que l'ensemble des pays qui nous entourent sont confrontés aux mêmes défis, rien ne permet de garantir que ces contrats pourront être reconduits.



Source : OFEN –Stratégie énergétique 2050 –Etat de la situation

On constate sur le graphique ci-dessus que c'est donc environ 40% de notre approvisionnement soit environ 33 TWh qui vont progressivement manquer, déjà dès la prochaine décennie !

Parallèlement à la problématique de l'arrêt des centrales nucléaires s'ajoute le défi climatique et la volonté mondiale de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les centrales nucléaires ne pourront donc pas être remplacées par des centrales à énergie fossile.

Au niveau fédéral, le Conseil fédéral planche depuis quelques années sur la stratégie énergétique 2050 fixant la volonté d'abandonner le nucléaire, de prendre les mesures possibles pour rationaliser la consommation d'énergie et de développer fortement les sources de production d'énergies renouvelables indigènes.

La Confédération a introduit en mai 2008 la Rétribution à Prix Coûtant (RPC) premier outil visant à promouvoir la construction de centrales de production d'électricité d'origine renouvelable. Cet outil vise le rachat par la Confédération de

l'énergie produite par des sources renouvelables (éolien, photovoltaïque, mini-hydraulique et biomasse) à un tarif garantissant la viabilité économique du projet.

Cette RPC a connu un franc succès au vu du nombre d'annonces déposées comme le montre le tableau ci-dessous représentant la situation au 2 janvier 2015.

Tab. 1: Installations en service					
Technologie	Nombre	Puissance [MW]	Prod. [MWh/a]	Rétribution fonds [TCHF]	Rétribution totale [TCHF]
Biomasse	233	213	936'898	144'692	186'777
Photovoltaïque	8'468	293	280'770	104'492	117'104
E. hydraulique	392	228	914'438	106'628	147'705
Eolien	18	30	56'528	8'881	11'421
Total	9'111	765	2'188'634	364'694	463'007

Tab. 2: Installations ayant reçu un avis positif (pas encore en service)					
Technologie	Nombre	Puissance [MW]	Prod. [MWh/a]	Rétribution fonds [TCHF]	Rétribution totale [TCHF]
Biomasse	94	53	356'970	56'996	73'031
Géothermie	3	5	27'528	9'775	11'011
Photovoltaïque	1'986	103	97'915	19'420	23'818
E. hydraulique	397	373	1'315'609	152'931	212'028
Eolien	607	1'281	2'273'061	353'340	455'446
Total	3'087	1'813	4'071'083	592'461	775'334

Tab. 3: Liste d'attente					
Technologie	Nombre	Puissance [MW]	Prod. [MWh/a]	Rétribution fonds [TCHF]	Rétribution totale [TCHF]
Biomasse	211	172	949'107	183'047	225'681
Géothermie	4	20	164'688	58'477	65'875
Photovoltaïque	34'906	1'914	1'801'493	401'163	482'086
E. hydraulique	453	374	1'659'210	175'712	250'244
Eolien	311	713	1'311'836	203'011	261'939
Total	35'885	3'192	5'886'334	1'021'411	1'285'825

Etat au 02.01.2015 de la situation des projets annoncés à la RPC – Source : Fondation RPC

On constate que si l'éolien représente de loin le potentiel le plus important, sur les 936 éoliennes annoncées à la RPC seules 18 ont été mises en service ! La lenteur due à la très grande complexité des procédures, malgré les volontés politiques très fermement exprimées de la part des autorités fédérales et cantonales pour le développement de l'éolien, expliquent malheureusement ce retard. Les chambres fédérales sont actuellement en discussion pour les modifications législatives nécessaires pour rendre possible l'atteinte des objectifs du concept énergétique 2050 dans les délais nécessaires.

L'élément réjouissant du tableau ci-dessus reste le potentiel de production d'électricité d'origine renouvelable des projets d'ores et déjà annoncés. On arrive déjà à un potentiel d'environ 12 TWh sur les environs 33 à trouver d'ici 2050. On constate donc que l'objectif n'est pas utopique, sachant de plus que le nombre d'annonces mensuelles à la RPC ne fait que d'augmenter.

Au niveau cantonal, le Conseil d'Etat a fixé des objectifs relativement ambitieux en matière de production éolienne, objectifs en adéquation avec le potentiel du canton. Un comité cantonal de pilotage (COPEOL) a été mis en place par le Conseil d'Etat en

2010 pour traiter et coordonner les dossiers éoliens et une planification cantonale a été introduite dans le Plan Directeur Cantonal en 2012.

Sur une cinquantaine de projets annoncés, le Canton en a retenu 19 (dont 10 sous conditions) après une procédure de sélection basée sur la productivité, les impacts sur le paysage, la faune la flore et les habitants. Ces 19 projets éoliens, une fois réalisés, pourraient produire l'équivalent de 27% de la consommation d'électricité du canton (Consommation en 2010).

Le projet Eoljoux fait partie des 9 projets retenus sans condition dans la planification cantonale, avec cependant une réserve liée à une décision du Conseil fédéral au sujet de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP).

Au niveau local, le projet Eoljoux entre dans le cadre de la planification régionale, notamment avec les « Lignes directrices et actions pour 2012-2015 » établies par l'ADAEV, ainsi qu'avec les objectifs et projets de la charte du Parc naturel régional Jura vaudois.

Le projet Eoljoux est donc en parfaite adéquation avec les objectifs fédéraux, cantonaux et locaux en matière de production d'énergie renouvelable.

1.3 Historique du projet Eoljoux

En 2005, une rapide pré-étude montre que le potentiel de vent à la Vallée de Joux semble intéressant. Le Conseil d'administration de la SEVJ décide donc de réaliser une étude de faisabilité d'éoliennes à la Vallée. La même année, l'Office fédéral de l'énergie et le président du Parc jurassien vaudois sont informés de ces intentions.

Les premières mesures de vents commencent en 2006.

En 2007, des contacts sont pris avec les services de l'Etat (Service de l'environnement et Service des forêts, de la faune et de la nature). Le projet fait également l'objet d'une présentation publique à laquelle sont conviées les associations de protection de la nature et la presse.

Les démarches se multiplient en 2008. Un dossier d'annonce d'obstacles à la navigation aérienne est envoyé à l'Office fédéral de l'aviation civile. L'étude d'impact sur l'environnement débute. Le projet est accepté par Swissgrid ; il pourra ainsi bénéficier de la rétribution à prix coûtant (RPC) du courant injecté. Une délégation de la Commission cantonale pour la protection de la nature (CCPN) se rend sur le site. La ville de Lausanne s'associe au projet. En fin d'année, une deuxième information publique a lieu.

En 2009, suite à la publication des critères d'évaluation des projets éoliens de la CCPN (24 février 2009), plusieurs démarches sont initiées pour permettre "l'exception" dictée par les conditions particulières du projet. Après une rencontre avec une délégation cantonale, menée par Mme la Conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro, une lettre du Conseil d'Etat est adressée à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), lui demandant d'adapter le périmètre de l'objet n° 1'022 de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP). A la demande de l'OFEV, la SEVJ a renoncé à l'un des deux secteurs

initialement prévus (celui du "Pré de Bière"), pour concentrer la réalisation du parc éolien uniquement dans le secteur des "Grands Plats".

La 3ème information publique a lieu en janvier 2010. Le 30 mars de cette année, le Conseil d'Etat transmet aux Offices fédéraux une modification de la mesure F51 – « Ressources énergétiques et consommation rationnelle de l'énergie » du Plan directeur cantonal, pour examen préalable. Des concertations importantes et régulières entre les Services cantonaux, la SEVJ et ses mandataires ont lieu, afin notamment d'établir un « dossier IFP » en vue de la modification de l'objet n° 1022 de l'IFP par le Conseil fédéral. En décembre 2010, le PPA est soumis à l'examen des Services de l'Etat.

La 4ème information publique a lieu le 1er février 2011. Durant l'année 2011, l'ensemble des projets de parcs éoliens a été évalué par le Comité de pilotage éolien (COPEOL) réunissant les principaux services cantonaux concernés. En conséquence, l'examen préalable du PPA a largement dépassé le délai usuel et la compilation des préavis des services a été transmise par le SDT, sans pesée d'intérêts, le 7 novembre 2011.

La 5ème information publique a eu lieu en janvier 2012. Basée sur l'évaluation du COPEOL, la détermination du Conseil d'Etat a été annoncée dans un communiqué de presse du 7 mai 2012 : Eoljoux a été intégré à la planification cantonale (sous réserve de la décision du Conseil fédéral concernant l'IFP).

La 6ème information publique a eu lieu le 30 janvier 2013. Le 15 juin de la même année, l'adaptation 2bis du Plan directeur cantonal vient confirmer qu'Eoljoux fait partie des sites retenus au niveau cantonal (toujours sous réserve d'une décision fédérale relative à l'IFP). Sur cette base, le dossier du PPA a été déposé pour examen préalable complémentaire le 15 juillet 2013.

En 2014, ledit dossier a été préparé pour l'enquête publique selon les demandes du rapport d'examen préalable du 21 mars 2014. Le 28 juin 2014, la "fête du vent" organisée aux Grands Plats a été l'occasion d'informer à nouveau la population du projet et de matérialiser, par des étendards, les emplacements prévus pour chaque éolienne.

Entre fin 2010 (dépôt à l'examen préalable) et ce jour, de nouveaux modèles d'éoliennes ont vu le jour. Dans le but d'optimiser la production d'électricité et de minimiser les impacts sur l'environnement, le PPA, l'étude d'impact et le dossier de défrichement tiennent compte de cette évolution.

Le PPA Eoljoux ainsi que l'ensemble du dossier ont été enfin mis à l'enquête publique du 26 novembre 2014 au 26 décembre 2014 inclus.

2 Le projet de parc éolien « Eoljoux »

2.1 Description du projet

Le projet Eoljoux consiste à implanter 7 éoliennes sur les pâturages des Grands-Plats. Si le modèle définitif n'est pas encore fixé, un modèle de référence a été choisi afin de mener à bien les diverses études nécessaires à la constitution du dossier.

Le modèle de référence pris en compte (Enercon E-115) comporte un mât de 149 mètres de haut portant une génératrice de 3MW couplée directement à une hélice à 3 pales de 115,7 mètres de diamètre. La hauteur totale de ce modèle d'éoliennes est de 206,7 mètres.

Réparties sur les alpages des Grands Plats de Bises et des Grands Plats du Vent, les 7 éoliennes ont été disposées de façon à respecter une distance minimale entre chacune d'elles afin de ne pas se perturber et également en tenant compte du terrain, des accès et des études d'impacts réalisées sur la faune, la flore et le bruit notamment.



Photomontage du projet Eoljoux vu depuis les Petits Plats.

2.2 Mesures de vent et productivité

Des mesures anémométriques ont été réalisées du 24 décembre 2006 au 7 mai 2008 sur l'antenne du col du Marchairuz afin de déterminer le potentiel de vent des crêtes de la région et la possibilité de faire une corrélation avec les mesures de la station météorologique de La Dôle. La possibilité de faire cette corrélation permet de déterminer quels auraient été les vents au Marchairuz durant les années passées en se basant sur des facteurs de correction appliqués aux mesures de La Dôle.

Les excellentes mesures réalisées au col du Marchairuz ont confirmé l'idée de réaliser un parc éolien dans la région. Cependant, la volonté était d'éviter les crêtes dans le but de ne pas avoir trop d'impact sur le paysage. Des mesures de vent au SODAR sur deux sites sélectionnés, soit au Pré-de-Bière, à proximité du col du Marchairuz et au pâturage des Grands-Plats ont été réalisées entre les mois de mai et de septembre 2007. Elles ont confirmé que le potentiel de vent est exploitable sur ces deux sites. Ces mesures ont également permis de sélectionner le type d'éolienne approprié et la hauteur optimale du mât.

Une campagne de mesures sur une année a finalement été réalisée aux Grand-Plats. Si ces mesures ont été réalisées sur une année, c'est que les vents sont différents au cours des mois. Il est donc important de valider le potentiel de production pour chaque saison.

Ces mesures ont permis de déterminer que le projet Eoljoux tel que planifié permettra de produire annuellement une quantité d'énergie d'environ 55 millions de kWh soit équivalente voire légèrement supérieure à l'énergie consommée à la Vallée de Joux (chiffre 2015).

2.3 Financement et rentabilité

Il subsiste trop d'inconnues pour publier aujourd'hui un business plan. En effet, au niveau des charges, l'élaboration du dossier peut encore nécessiter des études d'impacts complémentaires voire des mesures de compensations supplémentaires et des charges liées à des recours aux tribunaux sont à craindre. Par ailleurs, le modèle exact d'éoliennes n'est pas encore définitivement choisi ce qui peut également modifier le montant de l'investissement.

Au niveau des recettes, au vu de la lenteur de l'avancement du dossier, des modifications législatives sont possibles au niveau de la rétribution à prix coûtant (RPC) qui définira les recettes d'exploitation.

On peut cependant affirmer qu'au vu de l'excellente productivité estimée du site, les premières projections garantissent la rentabilité économique du projet. On peut imaginer avoir un retour sur investissement après environ 12 à 15 ans d'exploitation.

Estimé à un investissement d'environ 60 millions, ce projet sera réalisé par une nouvelle société anonyme Eoljoux SA dont le capital-actions à définir (avoisinant probablement les 10 millions) sera détenu, selon les projections actuelles, à 60% par les Communes de la Vallée de Joux, 20% à la SEVJ, 10% à la Commune de Lausanne et 10% probablement ouverts aux privés et entreprises de la Vallée.

La participation de la Commune du Chenit au capital-actions de la société Eoljoux SA fera bien entendu l'objet d'un nouveau préavis dans lequel le business plan sera présenté.

3 Etude d'impact sur l'environnement

La révision 2008 de l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1988 relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE) prévoit, dans son annexe au point 21.8, de soumettre les installations d'exploitation de l'énergie éolienne d'une puissance installée supérieure à 5 MW à étude de l'impact sur l'environnement.

La loi vaudoise précise quant à elle que lorsque la réalisation d'une installation soumise à l'étude d'impact sur l'environnement (EIE) est prévue par un plan partiel d'affectation communal, l'étude d'impact est mise en œuvre dès l'élaboration du plan.

Une étude complète d'impact sur l'environnement (EIE) a donc été réalisée en parallèle à l'élaboration du Plan partiel d'affectation. Une deuxième étape de l'EIE sera conduite lors de la procédure de demande de permis de construire, une fois le modèle d'éolienne définitivement connu.

Les thèmes suivants ont été traités dans l'EIE :

Air et climat – bruit – vibrations/bruit solidien propagé – ombres clignotantes – rayonnements non ionisants – protection des eaux – sols – sites contaminés – déchets,

substances dangereuses pour l'environnement – organismes dangereux pour l'environnement – prévention des accidents majeurs – protection contre les catastrophes – forêts – flore, biotopes – avifaune – papillons – chiroptères – paysages et sites – inventaire des voies de communications – sondages archéologiques.

4 Mesures de compensations

Actuellement l'ensemble du secteur concerné par le projet Eoljoux est soumis au régime forestier (massif fermé et pâturage boisé). L'affectation à travers le PPA et le transfert au DP nécessitent dès lors une procédure de défrichement portant sur l'ensemble de la surface. Cette dernière est conséquente (elle inclut notamment la route d'accès), ce qui explique l'ampleur importante des mesures de compensation. En dehors de mesures de revitalisation de zones humides et de régénération d'îlots boisés sur l'alpage, on peut citer notamment :

- Démantèlement de la piste de réception du tremplin de la Chirurgienne
- Création d'un Plan de gestion particulière sur les Bégnines ainsi qu'un fond de financement des mesures
- Extension de la réserve forestière du Mont-Sâla
- Essartage et sylviculture favorables au Grand tétras notamment dans la région du Chalet à Roch Dessous

En plus des compensations liées au défrichement on peut relever également la réalisation d'un concept énergétique communal conformément à l'accord passé avec le WWF.

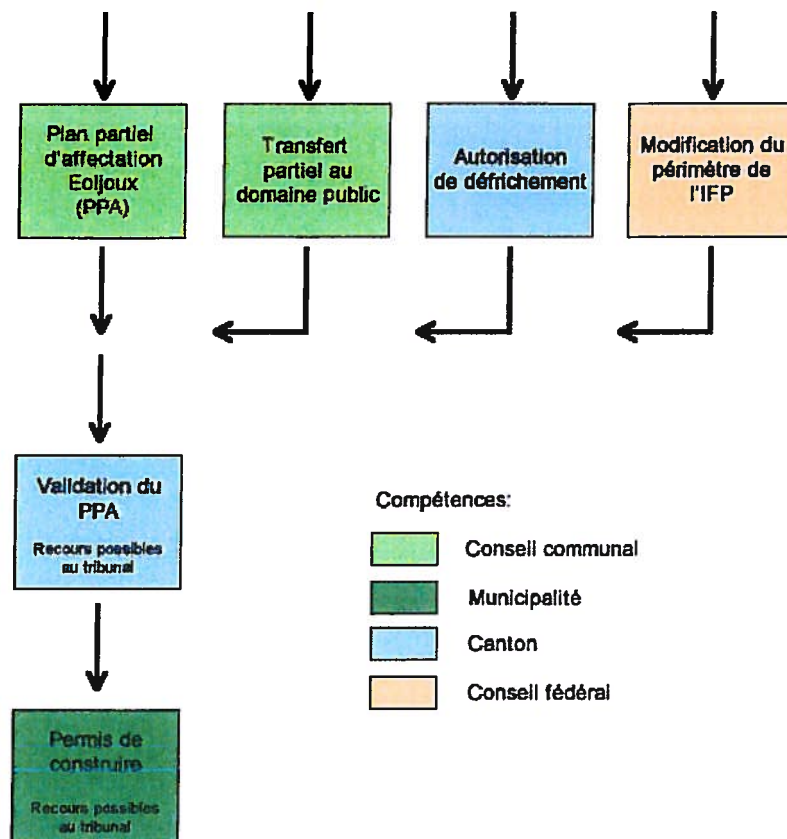
5 Incidences financières pour la commune

A ce stade, le projet Eoljoux et les décisions prises par le Conseil communal n'impliquent aucune incidence financière sur la commune, le projet étant mené et financé par la SEVJ jusqu'à l'obtention des permis de construire. Comme mentionné ci-dessus, une fois les permis de construire délivrés et en force, la participation de la commune à la société Eoljoux SA sera soumise au Conseil communal.

6 Procédures, enquête publique et oppositions

L'affectation du sol en vigueur (zone sylvo-pastorale selon le Plan général d'affectation) n'est pas adapté à la réalisation d'un parc éolien. En conséquence, le Plan partiel d'affectation (PPA) « Eoljoux », objet du présent préavis, vise à modifier l'affectation du sol afin de permettre l'implantation des sept éoliennes projetées. A cet effet, il définit une zone spéciale selon l'article 50a LATC composée d'une aire dévolue à l'accès et de sept aires d'implantation des installations.

Dans notre cas, cette procédure d'élaboration du PPA engendre plusieurs procédures parallèles de compétences différentes. Le procédogramme ci-après permet de mieux comprendre l'implication parallèle et successive des diverses procédures et surtout de définir les organes compétents pour les traiter.



Notons que les quatre procédures liées à la validation du PPA par le Canton doivent être menées en parallèle et indépendamment. La validation finale de ces quatre procédures ne se fera cependant qu'à la condition qu'elles soient toutes acceptées.

a) Le Plan partiel d'affectation (PPA)

Ce PPA permet d'affecter à la construction d'éoliennes les sept aires d'implantation des installations ainsi que les routes d'accès depuis le domaine public.

L'affectation du sol et des zones sur le territoire communal étant une compétence du Conseil communal, il incombe à celui-ci de décider de la levée des oppositions déposées durant l'enquête publique et d'adopter le PPA.

La Municipalité a pour cela préparé un document appelé « Décision finale relative à l'étude d'impact sur l'environnement » que vous trouvez en annexe, qui comprend le projet de réponse à chaque opposant, la proposition de lever les oppositions et la proposition d'adopter le PPA et son règlement.

b) Le transfert partiel de la route du Biblanc au domaine public

Le bas de la route du Biblanc, depuis la route cantonale jusqu'à la lisière de la forêt se trouvant dans le Plan d'affectation cantonal 293, l'administration cantonale a souhaité ne pas affecter ce tronçon dans le PPA, mais de le transférer au domaine public.

Le transfert du bas de la route du Biblanc au domaine public et la levée des oppositions y relatives étant de la compétence du Conseil communal, ceci fait l'objet des conclusions trois et quatre de ce préavis. Vous trouvez le plan des emprises de ce transfert en annexe 2.

c) L'autorisation de défrichement

Les deux procédures ci-dessus impliquent de soustraire une portion de terrain à la zone sylvo-pastorale. Ceci nécessite donc une procédure dite « de défrichement ». Celle-ci, de compétence cantonale, est traitée par la Direction générale de l'environnement après consultation de l'Office fédéral de l'environnement. Ce défrichement a été mis à l'enquête publique en même temps que le PPA et le transfert de la route au domaine public. Les oppositions sont traitées par la Direction générale de l'environnement, section forêt.

d) La modification de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP)

Bien que l'implantation d'éoliennes ne soit pas par principe prohibée à l'intérieur d'une zone inscrite à l'IFP, les autorités cantonale et fédérale ont préféré effectuer un découpage afin d'extraire de l'IFP la zone concernée par l'implantation des éoliennes.

Cette modification se fait par voie d'ordonnance fédérale et est donc de la compétence du Conseil fédéral.

Une fois les quatre procédures décrites ci-dessus validées, le Canton pourra approuver le PPA et notifier la levée des oppositions. C'est à ce moment-là, s'ils le désirent, que les opposants pourront faire recours contre la levée de leur opposition.

La dernière conclusion du préavis ne concerne plus la Commune en tant qu'autorité, mais la Commune en tant que propriétaire du terrain concerné ! Nous vous demandons ici de bien vouloir accepter que des éoliennes soient implantées sur un terrain appartenant à la commune en accordant des droits de superficie à la future société d'exploitation des éoliennes.

7 Conclusions

Débuté avec une pré-étude sommaire et des premiers contacts avec la Confédération et le Canton en 2005, c'est fin 2014 que nous avons enfin reçu le feu vert du Canton pour la mise à l'enquête du PPA. Il aura donc fallu 10 ans pour réaliser le dossier, puis le modifier de nombreuses fois suivant les évolutions des exigences et consignes de l'administration cantonale non préparée à gérer ce type de projet.

Notons également que suite à l'arrêt du 2 mars 2015 de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal concernant le projet de parc éolien de Sainte-Croix, une analyse de notre dossier a été menée afin de s'assurer de la conformité de notre projet avec la jurisprudence établie par ce jugement. Seuls deux points ont nécessité de petites adaptations des documents, mais ne mettent en aucun cas le projet en doute.

Au vu de ce qui précède, nous vous recommandons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir délibérer et vous prononcer sur les conclusions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DU CHENIT

Vu le préavis n° 11/2015,
ouï le rapport de la Commission d'étude,
considérant que cet objet est porté à l'ordre du jour,
décide :

1. D'amender le règlement du plan partiel d'affectation « Eoljoux » en supprimant « et les coupes y relatives (éch.1:250) » à l'article 4.
2. D'amender le règlement du plan partiel d'affectation « Eoljoux » en ajoutant un article supplémentaire 23bis rédigé comme suit :
*« Mesure d'accompagnement spéciale
La Commune du Chenit s'engage à mettre en place un « Concept énergétique communal » au sens de l'article 15 de la loi vaudoise sur l'énergie, dans un délai de 3 ans après l'obtention du permis de construire des éoliennes. »*
3. De lever les oppositions formulées à l'encontre du plan partiel d'affectation (PPA) « Eoljoux » soumis à l'enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014 inclus et d'adopter les projets de réponses aux oppositions figurant dans le projet de décision finale relative à l'étude d'impact dudit PPA faisant l'objet de l'annexe 5 au présent préavis municipal.
4. D'adopter le projet de décision finale relative à l'étude d'impact sur l'environnement selon l'art.17 de l'OEIE établi en rapport avec le plan partiel d'affectation (PPA) « Eoljoux » soumis à l'enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014 inclus.
5. De lever les oppositions formulées à l'encontre du projet de transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit « Côte de la Bursine » soumis à l'enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014 inclus et d'adopter les projets de réponses aux oppositions figurant dans le projet de décision finale relative à l'étude d'impact du plan partiel d'affectation (PPA) « Eoljoux » faisant l'objet de l'annexe 5 au présent préavis municipal.
6. D'adopter le projet de transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit « Côte de la Bursine » établi en rapport avec le plan partiel d'affectation (PPA) « Eoljoux » et tel que soumis à l'enquête publique.

7. D'autoriser la Municipalité à créer et signer les droits distincts et permanents de superficie d'une surface de 7 fois maximum 3400 m² pour un total de maximum 23800 m² pour une durée de 50 ans sur la parcelle communale numéro 2877 de la Commune du Chenit en faveur de la future société d'exploitation Eoljoux SA à créer.

Au nom de la Municipalité
Le Syndic Le Secrétaire



Jeannine RAINAUD Marc-André BURDET

Délégués municipaux : - Municipalité in corpore

Autres délégués par la Municipalité :

- M. Alain Bourqui, Directeur général de la SEVJ
- Me. Alain Thévenaz, avocat
- M. Hervé Nusbaumer du bureau KohleNusbaumer
- M. Frédéric Grimaître du bureau GEA

Annexe 1 : Règlement et plan du PPA

COMMUNE DU CHENIT PLAN PARTIEL D'AFFECTATION "EOLJOUX" Règlement

ABRÉVIATIONS

Art.	Article
DGE	Direction générale de l'environnement
DS	Degré de sensibilité au bruit
LATC	Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions du 4 décembre 1985, RSV 700.11
LEaux	Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux, RS 814.20
LPEP	Loi sur la protection des eaux contre la pollution du 17 septembre 1974, RSV 814.31
OEaux	Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux, RS 814.201
OSIA	Ordonnance fédérale sur l'infrastructure aéronautique du 23 novembre 1994, RS 748.131.1
PGA	Plan général d'affectation
PPA	Plan partiel d'affectation
RIE	Rapport d'impact sur l'environnement
RLATC	Règlement d'application de la LATC du 19 septembre 1986, RSV 700.11
RS	Recueil systématique du droit fédéral
RSV	Recueil systématique de la législation vaudoise

SOMMAIRE

TITRE 1 DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

- Article 1 Périmètre du PPA
- Article 2 Affectation du PPA
- Article 3 Buts du PPA
- Article 4 Composantes du dossier

TITRE 2 ZONE SPÉCIALE SELON L'ARTICLE 50A LATC DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT D'ÉNERGIE ÉOLIENNE

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 5 Destination
- Article 6 Composition

- Article 7 Clôtures
- Article 8 Réseau électrique
- Article 9 Obstacles à la navigation aérienne
- Article 10 Degré de sensibilité au bruit
- Article 11 Zone de protection des eaux souterraines S3
- Article 12 Esthétique et intégration des constructions

CHAPITRE II – AIRE D'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

- Article 13 Destination
- Article 14 Plates-formes (places de grutage)
- Article 15 Hauteur des installations

CHAPITRE III – AIRE D'ACCES

- Article 16 Destination
- Article 17 Réalisation de la desserte
- Article 18 Murs en pierres sèches
- Article 19 Circulation motorisée

TITRE 3 DISPOSITIONS FINALES

- Article 20 Dossier d'enquête publique du permis de construire
- Article 21 Cessation d'exploitation
- Article 22 Dérogations
- Article 23 Dispositions complémentaires
- Article 24 Abrogation
- Article 25 Entrée en vigueur

REGLEMENT

TITRE 1 DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Article 1 Périmètre du PPA

Le périmètre du plan partiel d'affectation (PPA) "Eoljoux" est délimité en noir sur le plan d'affectation.

Article 2 Affectation du PPA

Le PPA "Eoljoux" est affecté à la zone spéciale selon l'article 50a LATC de production et de transport d'énergie éolienne.

Article 3 Buts du PPA

Le présent PPA a pour but de :

- réaliser et exploiter un parc éolien ;
- assurer l'insertion des installations dans le paysage ;
- assurer le respect des contraintes environnementales liées au site ;
- assurer, en cas de cessation de l'exploitation du parc éolien, la remise en état du site.

Article 4 Composantes du dossier

Le dossier du PPA "Eoljoux" est composé des documents suivants :

- le plan d'affectation (éch. 1:5'000), le plan de détail (éch.1:2'000) et les coupes y relatives (éch.1:250) ;
- le règlement du PPA.

TITRE 2 ZONE SPÉCIALE SELON L'ARTICLE 50a LATC DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT D'ÉNERGIE ÉOLIENNE

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 Destination

Le PPA "Eoljoux" est destiné à l'aménagement coordonné des accès et des installations nécessaires à la concrétisation des buts définis à l'article 3 du présent règlement.

Article 6 Composition

La zone spéciale selon 50a LATC de production et de transport d'énergie éolienne, prévue par le présent PPA, se compose des aires suivantes :

- aire d'implantation des installations ;
- aire d'accès.

Article 7 Clôtures

Seules les clôtures liées à l'exploitation sylvo-pastorale ou à la préservation de valeurs naturelles sont autorisées.

Article 8 Réseau électrique

¹ Le raccordement électrique entre les éoliennes du parc est réalisé en souterrain exclusivement.

² Les conduites nécessaires à ce raccordement prennent place sous les accès et les plates-formes (art. 14).

Article 9 Obstacles à la navigation aérienne

¹ Les éoliennes constituent des obstacles à la navigation aérienne au sens de l'OSIA.

² Le propriétaire du parc éolien est tenu d'annoncer les nouveaux obstacles au Service cantonal et à l'Office fédéral compétents, afin de mettre à jour le cadastre y relatif et de prendre les mesures de balisage exigées par l'OSIA. Ces mesures prennent en compte, autant que possible, les contraintes de protection de la faune, de la nature et du paysage.

Article 10 Degré de sensibilité au bruit

Conformément à l'article 43 alinéa 1 lettre c OPB, le degré de sensibilité au bruit III (DS III) est attribué à l'ensemble du périmètre du PPA "Eoljoux".

Article 11 Zone de protection des eaux souterraines S3

¹ Conformément aux cartes des secteurs de protection des eaux souterraines, approuvées par le Conseil d'Etat, en vertu des articles 19 LEaux, 29 OEaux et 62 LPEP, le périmètre du PPA se situe en zone S3 de protection des eaux de la "source du Brassus".

² Les dispositions fédérales et cantonales relatives à la protection des eaux sont applicables.

Article 12 Esthétique et intégration des constructions

¹ Lors de la réalisation des accès et des plates-formes (art. 14), un soin particulier est apporté à leur intégration dans le contexte paysager.

² Les éoliennes ne doivent pas servir de support à des marques ou des publicités.

³ La/Les couleur(s) des éoliennes est/sont choisie(s) afin d'assurer la meilleure intégration paysagère possible, sous réserve des teintes disponibles.

⁴ Le remodelage des planies et des banquettes sera effectué avec soin afin de respecter la topographie du terrain et de limiter l'atteinte au paysage.

CHAPITRE II – AIRE D'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

Article 13 Destination

Les 7 aires d'implantation des installations sont destinées à :

- la construction, l'entretien et l'exploitation des éoliennes, à raison d'une éolienne par aire ;
- les autres constructions, infrastructures et aménagements nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du parc éolien, notamment les plates-formes (places de grutage) nécessaires au montage des éoliennes et les surfaces nécessaires au pré-montage.

Article 14 Plates-formes (places de grutage)

¹ Les plates-formes sont limitées au minimum techniquement nécessaire pour le montage des éoliennes.

² Après travaux, les fondations des plates-formes sont d'abord recouvertes avec un géotextile, puis avec de la terre végétale, ensemencée (fleur de foin ou écotypes indigènes), de manière à obtenir une topographie proche du terrain naturel initial et le retour d'une végétation maigre naturelle.

Article 15 Hauteur des installations

¹ La hauteur maximale des éoliennes est de 210 mètres hors tout. La hauteur minimale entre le sol et le bas des pales est de 70 mètres.

² Ces hauteurs se mesurent depuis le niveau du terrain aménagé.

CHAPITRE III – AIRE D'ACCES

Article 16 Destination

L'aire d'accès est destinée à permettre la réalisation et l'exploitation du parc éolien. Y sont autorisés, les chemins, aménagements et infrastructures nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du parc éolien.

Article 17 Réalisation de la desserte

¹ Pour la desserte, l'élargissement des tronçons existants et la création des tronçons manquants sont limités à une largeur de 4 mètres, excepté dans les courbes où une largeur supérieure est admise.

² Une fois les travaux et transports terminés, l'assiette de la desserte est réduite à l'emprise fixée par le plan de détail, en recouvrant la surlargeur de terre végétale.

Article 18 Murs en pierres sèches

Les murs en pierres sèches, démolis pour l'élargissement des dessertes, doivent être reconstruits une fois les travaux et transports terminés, sous réserve du maintien d'un passage pour les véhicules agricoles et les véhicules de service pour l'exploitation du parc éolien.

Article 19 Circulation motorisée

¹ A l'exception de la circulation motorisée liée à la construction, à l'entretien et à l'exploitation du parc éolien, le plan sectoriel forestier "Circulation motorisée sur les routes forestières du secteur Givrine-Marchairuz" s'applique par analogie.

² La route ne peut être déneigée qu'à titre exceptionnel, en cas de problème technique important. Dans la mesure du possible, l'emploi de véhicules à chenilles est privilégié.

TITRE 3 DISPOSITIONS FINALES

Article 20 Dossier d'enquête publique du permis de construire

Le dossier de demande de permis de construire comprend, outre les pièces énumérées aux articles 108 et 120 LATC et 69 RLATC :

- un complément au rapport d'impact sur l'environnement (RIE, 2ème étape) ;
- un règlement d'exploitation du parc éolien (précisant, notamment, les mesures prises en faveur de la préservation des chauves-souris).

Article 21 Cessation d'exploitation

¹ En cas de cessation de l'exploitation de la présente zone spéciale selon l'article 50a LATC de production et de transport d'énergie éolienne, les éoliennes et les plates-formes (places de grutage) doivent être intégralement démontées et le site remis dans son état initial.

² A l'issue de la remise en état du site, les surfaces affectées en zone spéciale selon l'article 50a LATC de production et de transport d'énergie éolienne reviennent à leur nature d'origine figurant dans le plan général d'affectation (PGA) avant la légalisation du PPA "Eoljoux", soit la zone sylvo-pastorale.

Article 22 Dérogations

La Municipalité peut accorder des dérogations aux présents plan et règlement, dans les limites des art. 85 et 85a LATC.

Article 23 Dispositions complémentaires

Les dispositions communales, cantonales et fédérales en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement s'appliquent à titre supplétif.

Article 24 Abrogation

Les présents plan et règlement abrogent, jusqu'à la cessation de l'exploitation (art. 21), les dispositions antérieures à l'intérieur du périmètre concerné.

Article 25 Entrée en vigueur

En vertu des articles 61 et 61a LATC, les présents plan et règlement sont approuvés préalablement, puis mis en vigueur par le Département compétent.

Note 1 :

Conformément à l'accord passé avec le WWF, (cf « Décision finale relative à l'étude d'impact sur l'environnement » en annexe 5 du présent préavis) le règlement du plan partiel d'affectation « Eoljoux » est amendé en ajoutant un article supplémentaire 23bis rédigé comme suit :

« Mesure d'accompagnement spéciale

La Commune du Chenit s'engage à mettre en place un « Concept énergétique communal » au sens de l'article 15 de la loi vaudoise sur l'énergie, dans un délai de 3 ans après l'obtention du permis de construire des éoliennes. »

Note 2 :

Au cours des années d'élaboration du dossier, de nombreuses modifications ont été apportées aux divers documents. Ainsi, les coupes figurant sur le plan du PPA ont été enlevées de celui-ci puisque non requise sur un PPA.

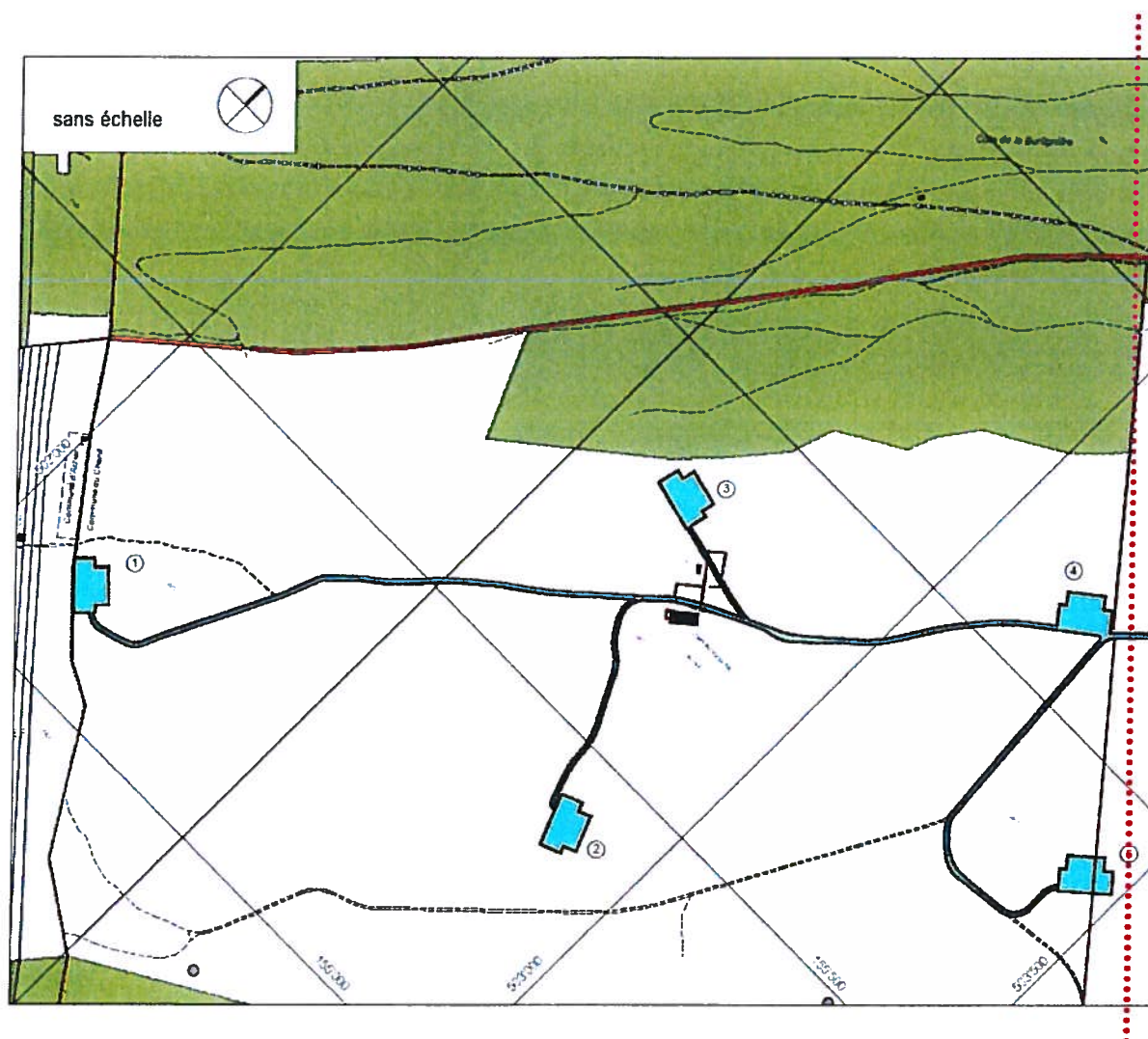
L'adaptation du règlement y relatif a été oubliée lors de cette modification, raison de l'amendement proposé ci-dessous. Notons que ces coupes figuraient dans le dossier géométrique également disponible lors de l'enquête publique.

Nous vous proposons donc d'amender le règlement du plan partiel d'affectation « Eoljoux » en supprimant « et les coupes y relatives (éch.1:250) » à l'article 4.

COMMUNE DU CHENIT

plan partiel d'affectation ■ "Eoljoux"

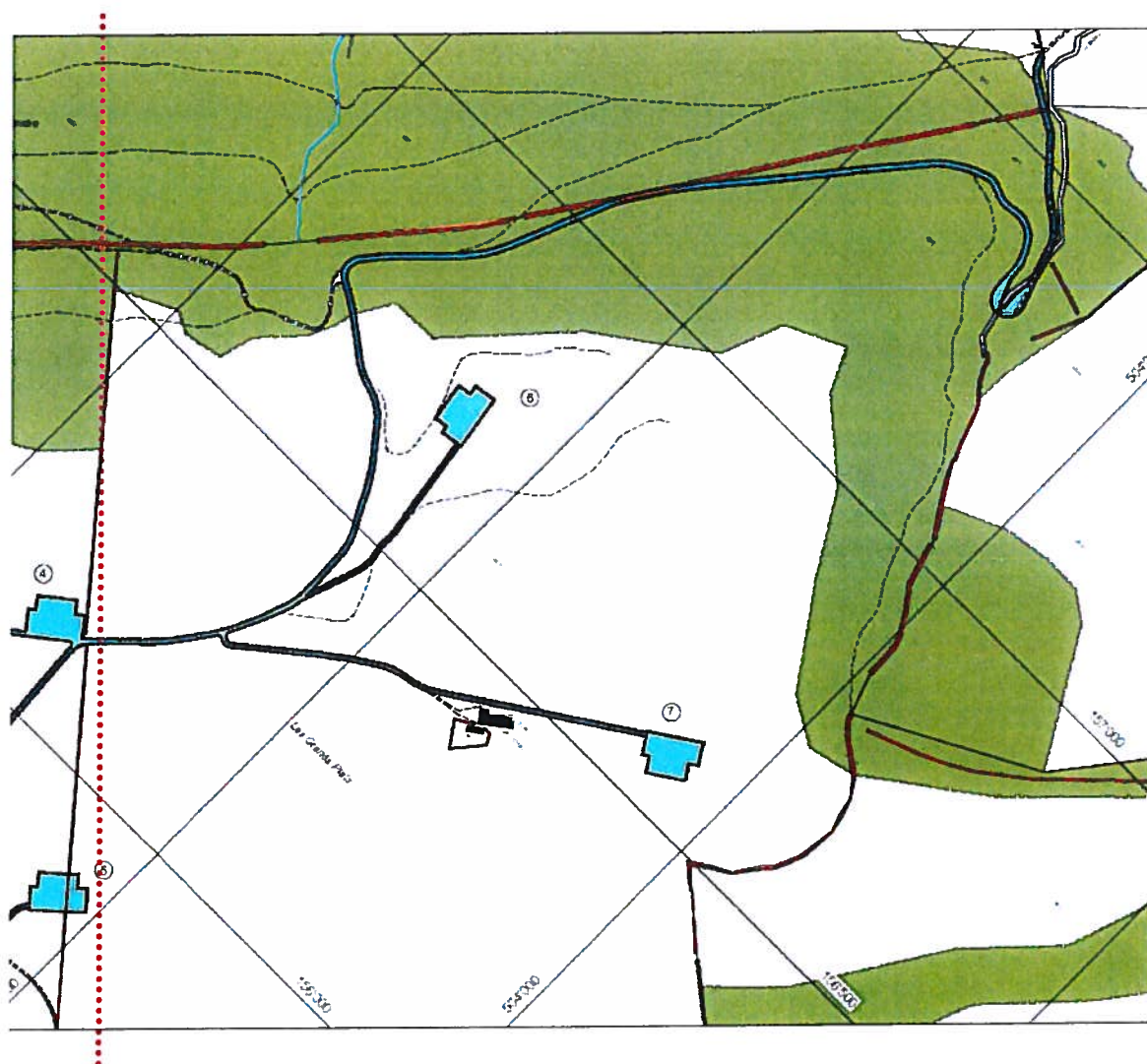
RÉDUCTION DU PLAN D'AFFECTATION



GEA valloire et chanard SA architectes - urbanistes FSU
rue de la gare 22 1201 Lausanne tél 021 310 01 20 info@gea.ch

Lausanne, 22 mai 2015

	limite de territoire communal	à titre indicatif			
	périmètre du plan partiel d'affectation		bâtiment existant		mur existant
	zone spéciale selon l'article 50a LATC de production et de transport d'énergie éolienne		numérotation des éoliennes		forêt selon cadastre



COMMUNE DU CHENIT

plan partiel d'affectation ■ "Eoljoux"

EXTRAIT DU PLAN DE DÉTAIL N° 1

LEGENDE

-  limite de territoire communal
-  périmètre du plan partiel d'affectation
-  aire d'accès
-  aire d'implantation des installations

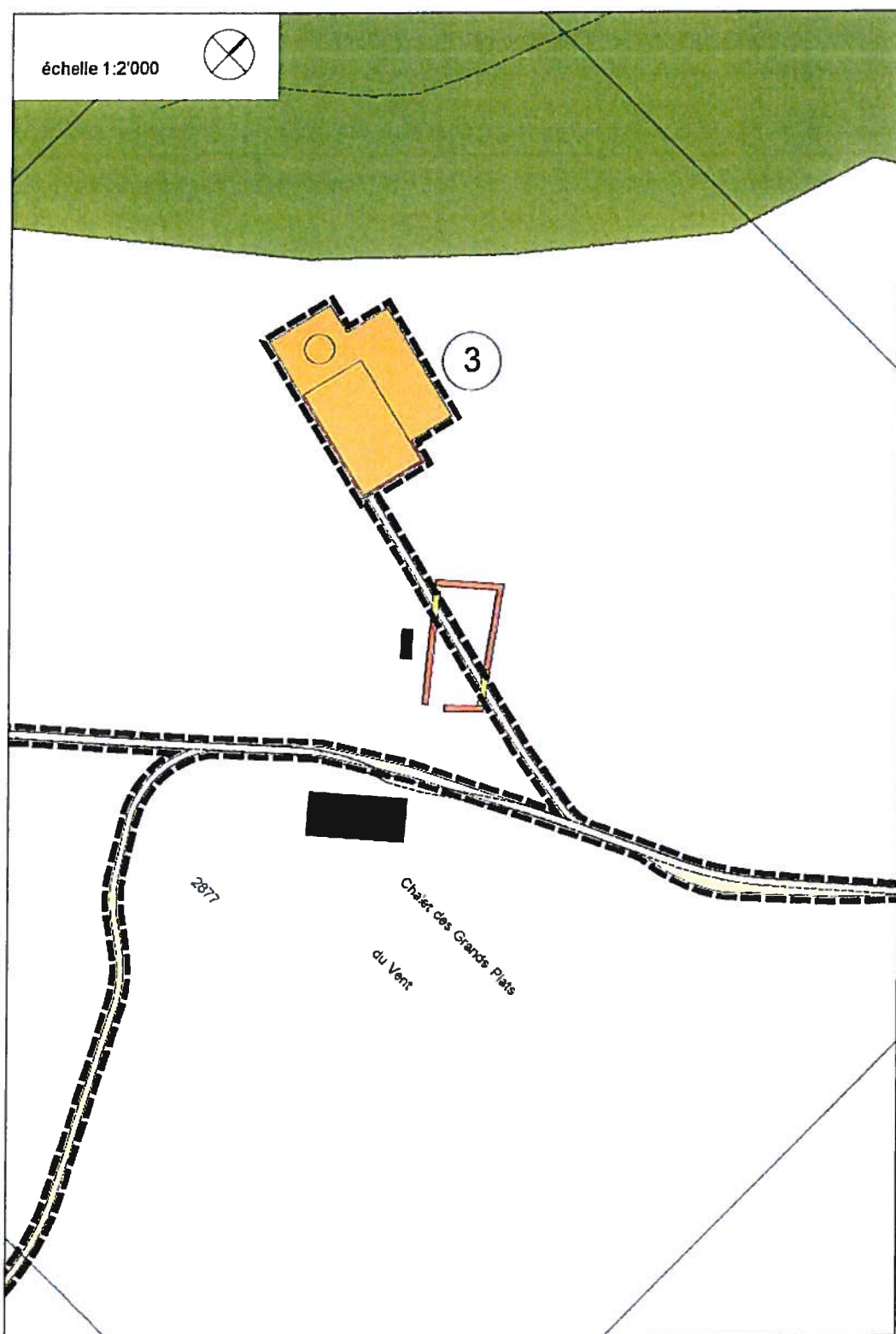
A titre indicatif:

-  éolienne et plate-forme de grutage
-  forêt selon cadastre
-  tronçon de mur
-  tronçon de mur à démolir
-  bâtiment existant

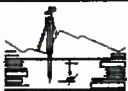


valotton et chanard SA architectes + urbanistes FSU
rue de Bourg 25 - 1010 Lausanne - tél 021 310 0140 - info@gea.ch

Lausanne, 22 mai 2015



Annexe 2 : Plan des emprises du transfert partiel de la route existante au domaine public

CANTON DE VAUD	DISTRICT DU JURA - NORD VAUDOIS																														
COMMUNE DU CHENIT  LE CHENIT LE BRASSUS " Côte de la Bursine " TRANSFERT PARTIEL DE LA ROUTE EXISTANTE AU DOMAINE PUBLIC PLAN DES EMPRISES																															
THORENS & ASSOCIES SA <i>Daniel BELOTTI Ing. EPFL, géomètre off.</i> Coordonnées CNS 1221 moy.: Y = 503'800 X = 157'800 Zone du PAC n°293 et zone sylvo-pastorale Secteurs de protection des eaux Au et QB	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th colspan="3">PLAN DES EMPRISES</th> </tr> <tr> <th>Date</th> <th>N°</th> <th>Auteur</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>04.10.2010</td> <td>A</td> <td>ar</td> </tr> <tr> <td>12.11.2014</td> <td>B</td> <td>ar</td> </tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </tbody> </table> Dossier technique : CH.08.3897 LE CHENIT (VD) - Entretien/Transfert de la route au DP/Plan Plan des emprises.pdf	PLAN DES EMPRISES			Date	N°	Auteur	04.10.2010	A	ar	12.11.2014	B	ar																		
PLAN DES EMPRISES																															
Date	N°	Auteur																													
04.10.2010	A	ar																													
12.11.2014	B	ar																													
 Bureau d'études techniques THORENS & ASSOCIES SA Ingénieur-géomètre officiel Route du Risoud 1, 1348 Le Brassus / tél. 021 845 63 43 fax 021 845 65 63 e-mail: thorens.geometre@bluewin.ch																															

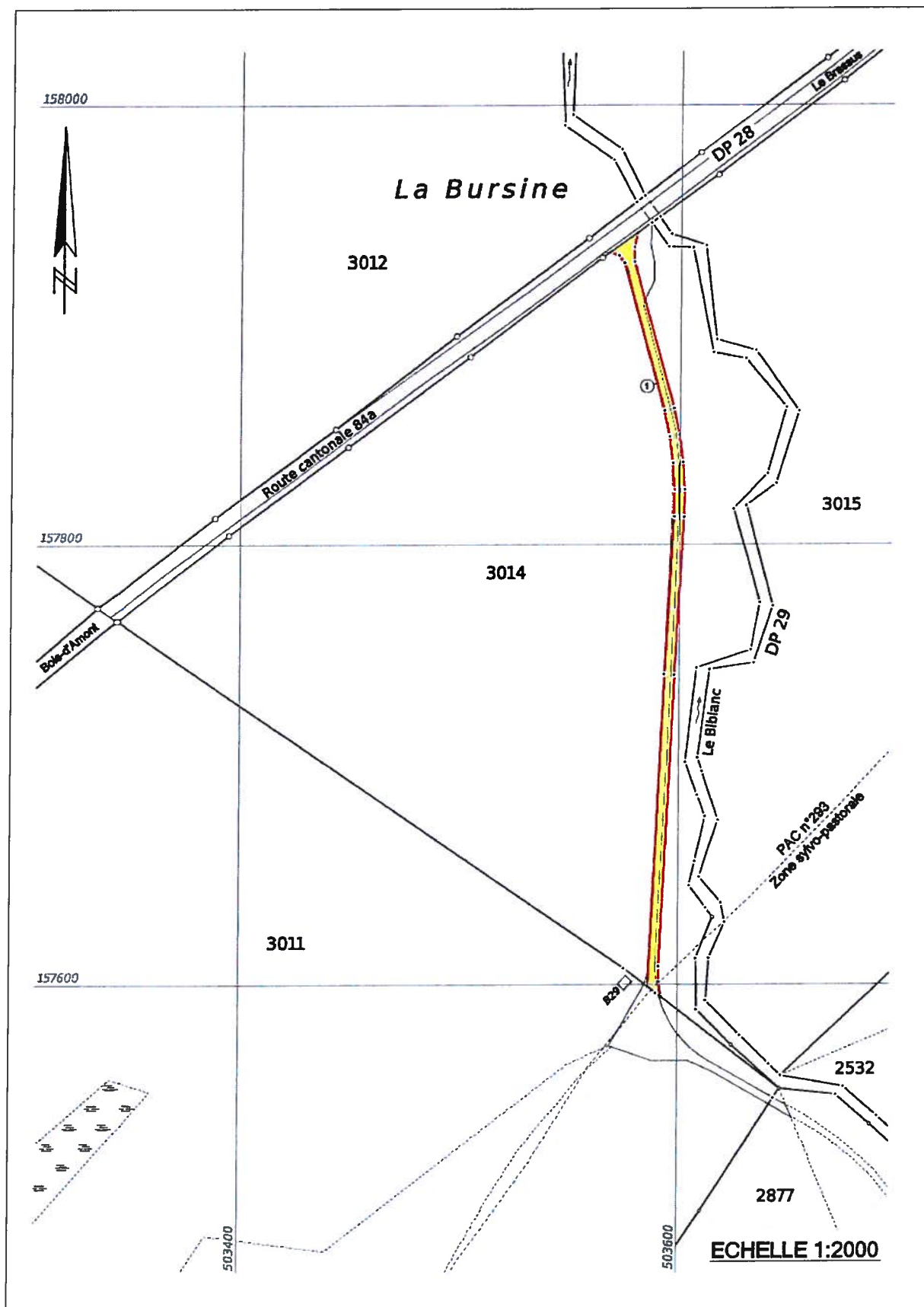


TABLEAU DES IMMEUBLES TOUCHES PAR L'EXPROPRIATION

PROPRIETAIRES	N° PARCELLE	NATURES	SURFACES
Commune de BURSINS	3014	Route, chemin Pâturage boisé ouvert	1'321 m² 52'432 m² <u>53'753 m²</u>
SURFACE A TRANSFERER AU DOMAINE PUBLIC		①	1'590 m²

EPURATION DES SERVITUDES

N° 39'874	PASSAGE A PIED, CHAR ET BETAIL Fond servant : 3014 Fond dominant : 2877 A radier
N° 39'984	PASSAGE A PIED ET A CHAR Fond servant : 3014 Fond dominant : 3011 A radier
N° 40'129	PASSAGE A PIED ET A CHAR Fonds servants : 3011 et 3014 Fond dominant : 2878 A libérer sur la surface cédée au domaine public A libérer sur la parcelle n°3014

Annexe 3 : Enquête publique et oppositions

Enquête publique :

Conformément aux dispositions de la Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC) du 4 décembre 1985, la Municipalité du Chenit a soumis à l'enquête publique, du 26 novembre 2014 au 26 décembre 2014 inclus,

- le plan partiel d'affectation "Eoljoux" (plan et règlement)
- la demande de défrichement y relative

Conformément aux dispositions de la Loi cantonale sur les routes (LRou) du 10 décembre 1991 et de la Loi sur l'expropriation du 25 novembre 1974, la Municipalité du Chenit a soumis à l'enquête publique, du 26 novembre 2014 au 26 décembre 2014 inclus,

- le transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit « Côte de la Bursine »
- la demande de défrichement y relative

Elle a mis en consultation durant le même délai :

- le rapport justificatif selon l'article 47 OAT,
- le rapport d'impact sur l'environnement.

Une délégation de la Municipalité a par ailleurs été à disposition des intéressés pour toute information relative aux objets soumis à l'enquête publique le 18 décembre de 16 h à 19 h, à la salle du Conseil communal à l'Hôtel de Ville.

Oppositions :

La Municipalité a reçu les courriers suivants :

- 1) Madame et Monsieur Yvette et Erwin Lämmli
OPPOSITION datée du 9.12.2014 reçue le 10.12.2014
- 2) Madame et Monsieur Lysiane et Paul-Marius Simond
OPPOSITION datée du 10.12.2014 reçue le 12.12.2014
- 3) Fondation Suisse pour la protection et l'aménagement du paysage / Helvetia Nostra / ASPO Bird Life
OPPOSITION datée du 22.12.2014 reçue le 23.12.2014
- 4) SOS JURA Vaud-Sud
OPPOSITION datée du 22.12.2014 reçue le 23.12.2014
- 5) WWF Vaud
OPPOSITION datée du 22.12.2014 reçue le 23.12.2014

- 6) PRO NATURA VAUD
OPPOSITION datée du 23.12.2014 reçue le 24.12.2014
- 7) PAYSAGE-LIBRE Vaud
OPPOSITION datée du 22.12.2014 reçue le 24.12.2014
- 8) FEDERATION DES SECTIONS VAUDOISES DE LA DIANA
OBSERVATIONS datées du 23.12.2014 reçues le 29.12.2014
Le timbre-poste est daté du 28 décembre, **hors du délai d'enquête.**
- 9) Monsieur Jean-Jacques Meylan
OPPOSITION datée du 26.12.2014 reçue le 29.12.2014
Lettre mise dans la boîte de l'Hôtel de Ville le 26 décembre
- 10) Madame Danièle Meylan
OPPOSITION datée du 26.12.2014 reçue le 29.12.2014
Lettre mise dans la boîte de l'Hôtel de Ville le 26 décembre
- 11) Madame Christiane Gros
OPPOSITION datée du 23.12.2014 reçue le 5.01.2015
Lettre postée en France le 26 décembre 2014. En Suisse **hors du délai d'enquête.**

Oppositions très tardives reçues avant la finalisation du préavis :

- 12) SCI ROMEE-LUSIVES
OPPOSITION datée du 23.04.2015 reçue le 24.04.2015
Hors du délai d'enquête.
- 13) Copropriété du chalet No 115 des Petits Plats – Monsieur Pierre Cretin
OPPOSITION datée du 11.06.2015 reçue le 18.06.2015
Hors du délai d'enquête.
- 14) SOS Vent d'Amont
OPPOSITION datée du 12.06.2015 reçue le 18.06.2015
Hors du délai d'enquête.
- 15) Madame Emilienne Lacroix
OPPOSITION datée du 17.06.2015 reçue le 19.06.2015
Hors du délai d'enquête.

Droit d'être entendu :

A l'exception des quatre dernières oppositions dont les courriers sont arrivés très tardivement, la Municipalité a reçu l'ensemble des opposants successivement le lundi 9 mars 2015 en présence de représentants du projet.

Ces séances n'ont pas apporté d'éléments nouveaux d'oppositions ni permis le retrait d'oppositions. Les procès-verbaux de ces séances ainsi que l'ensemble des oppositions ou observations reçues sont à disposition des Conseillers communaux au secrétariat municipal.

Les courriers des opposants, à l'exception des oppositions très tardives, sont disponibles ci-après.

1) Madame et Monsieur Yvette et Erwin Lämmli

10 DEC 2014

Nous discutons sur l'opposition au transport
marchés de la route existante du lieu dit "Fôto de la
Boursine" au domaine public ainsi qu'un
déplacement y relatif un motif d'attente
irréversible d'un lieu protégé

Yvette Lämmli Auguste Lämmli
Erwin Lämmli Auguste Lämmli

R 10 DEC 2014
Répondre le

2) Madame et Monsieur Lysiane et Paul-Marius Simond

3) Fondation Suisse pour la protection et l'aménagement du paysage / Helvetia Nostra / ASPO Bird Life

2

Motifs:

Généralités

1. Dans le cadre de la mise à l'enquête publique du projet cité en titre jusqu'au 26 décembre 2014, les organisations signataires tiennent primièrement à souligner qu'elles déplorent fortement les entraves mises en place concernant l'accès aux documents.

Malgré des démarches effectuées auprès de la Commune du Chenit et de la SEVJ, les requêtes de mise à disposition du dossier sous forme digitale ont été vaines. La demande de photocopier les documents déposés au greffe municipal a également été refusée, ce qui a nécessité de photographier chaque page du volumineux dossier.

En conséquence, les organisations signataires estiment que ces méthodes sont contraires à la Loi fédérale sur la transparence (RS 152.3) :

Section 2 : Droit d'accès aux documents officiels

Art. 6 Principe de la transparence

1 Toute personne a le droit de consulter des documents officiels et d'obtenir des renseignements sur leur contenu de la part des autorités.

2 Elle peut consulter les documents officiels sur place ou en demander une copie. La législation sur le droit d'auteur est réservée.

2. Le rapport justificatif mentionne « qu'en 2010, un Comité cantonal de pilotage éolien (COPEOL) a été mis en place par le Conseil d'Etat, pour évaluer les nombreux projets éoliens en cours, permettant ainsi, sur la base d'une analyse multicritères et d'une posture d'intérêts, de retenir (en 2012) les meilleurs projets (dont Eoljoux) ».

Or, aucun document déposé dans le cadre de la mise à l'enquête ou document disponible auprès des autorités vaudoises ne mentionne les critères sur lesquels le site « Eoljoux » a été retenu, la pondération choisie pour chaque critère et les résultats chiffrés de cette analyse ayant abouti à l'intégration de ce site dans le PDCn.

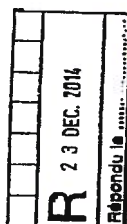
En l'état, les organisations signataires ne peuvent accepter l'implantation de ce parc éolien sans avoir connaissance de ces éléments fondamentaux par rapport à l'impact des différents parcs éoliens projetés dans le canton de Vaud et nécessaires pour réaliser une pesée d'intérêts entre ces projets en toute connaissance de cause.

3. Les organisations signataires tiennent à rappeler que des études concernant l'impact de l'ensemble des projets éoliens vaudois et de l'ouest neuchâtelois sur l'avifaune et les chauves-souris n'ont pas été réalisées. Dans l'attente des résultats de ces études demandées par les organisations environnementales et acceptées par les autorités vaudoises concernées, les organisations signataires ne peuvent accepter un RIE qui analyse uniquement les impacts d'un parc de sept éoliennes, sans tenir compte des autres parcs éoliens en projet.



RECOMMANDÉE

Commune du Chenit
Hôtel de Ville
Case Postale 120
1347 Le Sentier



Berno, Montroux et Cudrefin, le 22 décembre 2014

Concerne : Plan partiel d'affectation «Eoljoux» (plan et règlement) ; la demande de défrichement y relative ; le transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit «Côte de la Bursine» ; la demande de défrichement y relative.

Mesdames, Messieurs,

La Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP), Helvetia Nostra et l'ASPO/BirdLife (ci-dessous « les organisations signataires ») forment

opposition

au projet mentionné en exergue, mis à l'enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014 inclus. Les associations sont légitimées à intervenir au sens des art. 12 LPN, 55 LPE et 46 Lio.

Requête: Rejet du plan partiel d'affectation «Eoljoux» (plan et règlement) ; de la demande de défrichement y relative ; du transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit «Côte de la Bursine» ; de la demande de défrichement y relative.

Les organisations signataires déplorent que plusieurs préavis ou avis émis par des autorités officielles ne soient pas annexés aux documents mis à l'enquête, bien que certains soient évoqués. En conséquence, le dossier mis à l'enquête est lacunaire en l'état actuel et nécessite d'être complété par les préavis suivants :

- Préavis de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
- Préavis de la Commission cantonale pour la protection de la nature
- Préavis de la Commission de coordination interdépartementale sur la protection de l'environnement
- Préavis des autorités françaises suite aux informations transmises sur ce projet

Prise en compte des aspects paysagers

1. Les organisations signataires sont favorables au recours aux énergies renouvelables, et souhaitent qu'une information objective soit pratiquée sur les techniques de mises en oeuvre et les impacts occasionnés sur le paysage et la biodiversité. L'énergie éolienne est et restera une source très marginale d'énergie électrique. Même en multipliant les implantations sur les crêtes jurassiennes, ce qui serait catastrophique pour le paysage, la ressource énergétique éolienne demeurerait cantonnée entre quelques dix à trois pour cent des autres formes de production. Le caractère éphémère et imprévisible du vent rend en outre les consommateurs tributaires d'autres sources d'énergie qui doivent suppléer à l'éolien quand le vent ne souffle pas assez ou trop fortement.

2. Dès 1996, la FP en particulier a participé aux travaux visant à définir la forme et les lieux d'une éventuelle exploitation de la force éolienne en Suisse. Le premier rapport traitant de la problématique du paysage (Olen 1996) précisait : « Pour des raisons de protection du paysage, des éoliennes de 1 à 1,5 MW (c'est-à-dire outrepassant les 60 m de hauteur totale des turbines alors projetées au Mont-Crosin) ne seront pas construites en Suisse et ne sont par conséquent pas prises en considération dans la présente étude ». Or, les projets concrets présentés au cours des dernières années ont pris une courbe ascendante vertigineuse, dépassant les 100 m et atteignant actuellement plus de 200 m de hauteur totale.

Le plan partiel d'affectation « Eoljoux » prévoit sept turbines de plus de 200 m chacune. Il y a donc une contradiction de taille entre les considérations émises par la Confédération et la réalité. Les associations maintiennent fermement leur position selon laquelle des installations de la taille de celles prévues par Eoljoux sont disproportionnées par rapport aux dimensions du paysage des crêtes, combes et plateaux jurassiens tel que celui de la Vallée de Joux, et qu'elles lui portent atteinte de manière hors norme.

3. Il convient aussi de rappeler que les éoliennes sont non seulement de très grandes installations, mais que leur impact visuel est augmenté par le fait que ce sont des installations en mouvement. Le mouvement attire particulièrement le regard, beaucoup plus qu'un objet pratiquement immobile, tel que nous les connaissons (émetteur, ligne à haute tension, etc.). Cet aspect n'est pas traité dans le dossier des requérants.

4. Pour des questions de sécurité aérienne, les machines doivent obligatoirement être dotées de feux de signalisation. L'impact visuel se poursuit ainsi durant la nuit ou lors de visibilité réduite. Cet aspect spécifique de l'impact paysager et visuel n'est pas traité dans le dossier des requérants.

5. Tant au niveau de l'étude d'impact paysager que dans le rapport justificatif selon l'article 47 OAT, et le rapport d'impact sur l'environnement, la thématique du paysage est sous-estimée du point de vue technique et mise en touche par une approche d'acceptation préalable des attentes jugées comme incontournables. Cette façon de faire réduit les attentes au paysage à des détails insignifiants, ou alors donne l'illusion qu'il est possible de les minimiser, ou

même de les compenser par des mesures ailleurs. Nous estimons que la procédure déterminante est celle d'affectation du sol, et que les aspects paysagers doivent y être traités de manière exhaustive. Avec des installations et turbines dont la hauteur dépasse 200 m, l'échelle et les dimensions du paysage sont largement outrepassées. Aucune atteinte préexistante ne constitue un précédent à de telles installations industrielles. Les efforts de sauvegarde du paysage de l'IFP 1022 Vallée de Joux et Haut-Jura valdois par le maintien de grands volumes paysagers d'un seul tenant, ou aucune installation industrielle ne capte le regard et la vision, seraient anéantis par l'implantation de turbines industrielles visibles de très loin.

6. Un projet de parc éolien n'est pas une intervention anodine, qui ne troublerait que la « perception subjective » du paysage. C'est un projet d'infrastructure majeur, comportant la création de routes d'accès (5,3 km de chemins et routes existantes élargies et renforcées, 1,5 km de routes nouvelles), de plate-formes de montage, etc. Le projet nécessite par exemple l'évacuation de près de 30'000 m³ de déblais, l'apport de près de 20'000 m³ de gravé, et des mouvements de matériaux extraits et réutilisés dans le projet de plus de 15'000 m³, soit au total un volume de plus de 6'000 camions. S'y ajoutent plusieurs milliers de tonnes de béton pour les fondations ainsi que les éoliennes elle-même.

Les organisations signataires sont convaincues qu'une telle intervention crée un préjudice irréversible à un site aujourd'hui très faiblement aménagé et proche de l'état naturel.

Zones classées affectées

1. De manière générale, l'implantation d'éoliennes sur un site classé dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP), ainsi que la visibilité d'éoliennes depuis des points de vue classés dans cet inventaire, menacent gravement les fondements mêmes de l'établissement de l'IFP et, de ce fait, contreviennent à la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN : RS 451). En conséquence, le projet « Eoljoux » constitue une exception inacceptable à la protection de sites d'importance nationale. A ce titre, le rapport justificatif indique très clairement que ce projet est contraire au Concept d'énergie éolienne pour la Suisse.

Ainsi, les éoliennes projetées seront clairement visibles depuis des points de vue classés dans l'IFP, ainsi que dans l'inventaire des monuments naturels et des sites (MNS). En particulier, ces éoliennes auront indéniablement un impact visuel considérablement néfaste sur différents points de vue emblématiques (Mont Pelé, Dent de Vaulion, Mont Tendre, etc.), ce qui implique une atteinte intolérable à des paysages quasi intacts comme le confirment les conclusions du RIE : « ...leur faible degré d'artificialisation, leur isolement, leur accès limité, leur tranquillité confèrent au site des qualités paysagères moyennes à élevées à l'échelle du canton ». De ce fait, ce projet de parc éolien, dont l'impact visuel est néfaste pour le panorama de sites IFP et MNS, contrevient à la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) et à la Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS).

Le projet est situé à l'intérieur du périmètre IFP 1022 « Vallée de Joux et Haut-Jura valdois ». On est en présence d'un paysage dont la valeur élevée est reconnue, et qui présente des caractéristiques uniques, comme des surfaces forestières très étendues d'un seul tenant, les lacs de Joux et des Brenets, des pâturages boisés étendus, des replats ouverts alternés de pentes boisées et d'échappées paysagères saisissantes. La Vallée de Joux constitue une région et une entité paysagère chères aux Valdois, qu'ils soient Comblains ou non, et à de nombreux visiteurs venant de Suisse et d'ailleurs. La vocation touristique de la région, avec une volonté de développement du tourisme doux, renforce encore la nécessité de préserver ses caractéristiques typiques et uniques.

2. Il est à constater d'emblée que la requête d'affectation spéciale contestée est irréaliste. En effet, les bases légales réglant les IFP (Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, LPN, Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels, OIFP), les recommandations de niveau fédéral et cantonal relatives à la planification éolienne, divers éléments de jurisprudence ainsi que la pratique de planification des autres cantons indiquent que l'implantation d'éoliennes industrielles à l'intérieur des périmètres IFP doit être écartée.

Les pratiques de planification des autres cantons en la matière sont éclairantes : L'ensemble des cantons suisses considèrent tous les IFP comme périmètres d'exclusion (avec ou sans zone tampon supplémentaire). L'évitement de ces derniers constitue ainsi un consensus très large en Suisse.

3. Etant donné les difficultés de procédure quant à l'implantation d'un parc éolien dans un IFP, l'intention du requérant est de réduire le périmètre de l'IFP, afin que le parc éolien soit situé à l'extérieur de celui-ci. Cette manière de faire est – assez scandaleusement – soutenue par l'Etat de Vaud, qui a présenté à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) une demande de réduction de périmètre, en date du 19 novembre 2014, soit 7 jours avant la mise à l'enquête du PAA contesté ! Il est entendu qu'aucune décision fédérale n'a pu être rendue avant la procédure d'affectation qu'elle et que celle-ci ne peut donc être valablement soumise à l'enquête publique tant et aussi longtemps que la Confédération n'a pas statué sur la suite à donner.

4. La modification du périmètre demandée est une simple réduction, sans compensation par une surface équivalente. En effet, les communes concernées n'ont pas souhaité étendre l'IFP ailleurs en guise de compensation. L'Etat de Vaud, dans sa requête à l'OFEV, envisage une compensation « qualitative », sans qu'on en sache davantage sur les modalités de cette compensation. Cette non-synchronisation des procédures rend impossible l'appréciation fondée de la pesée des intérêts, et il n'est pas acceptable d'entrer en matière sur une requête d'affectation sans que tous les tenants et aboutissants ne soient clarifiés.

Comme indiqué à plusieurs reprises dans le rapport justificatif et le rapport d'impact sur l'environnement (RIE), ce projet nécessite des décisions d'importance capitale au niveau fédéral en relation avec l'insertion de ce projet au cœur même d'un IFP et d'un District franc fédéral (DFF). Ainsi, il est important de relever qu'on ne peut partir du principe que le parc n'est plus inclus dans ces deux objets, contrairement aux affirmations du RIE.

5. Par ailleurs, la modification du périmètre IFP n'ayant toujours pas été faite, le site d'Eoljoux, sur la fiche F51 du plan directeur vaudois, reste en "coordination en cours", ce qui n'est pas une base suffisante pour lancer le plan partiel d'affectation. La planification au niveau communal ne pourra commencer qu'une fois la question de l'IFP réglée.

6. De toute manière et quelle que soit l'issue de la discussion quant à une éventuelle compensation quantitative ou « qualitative », l'artifice du redécoupage est contestable, l'IFP étant un périmètre de protection basé sur des critères paysagers définis.

Ce fait trouve une traduction concrète dans la jurisprudence du Tribunal fédéral (ATF du 18 janvier 1989, ligne à haute tension Pradella – Marina), qui a prescrit une zone tampon paysagère autour de l'IFP. On relèvera ici l'un des critères de planification appliqués par le canton de Neuchâtel, qui s'appuie sur la jurisprudence mentionnée ci-dessus, et qui prévoit une distance tampon de 5 km entre les zones d'IFP et tout parc éolien. A l'aune de cette approche, le projet Eoljoux n'est pas recevable, que ce soit dans ou à proximité immédiate de l'IFP.

7. Dans ce contexte, on lit par ailleurs avec intérêt la directive éolienne vaudoise qui dit « Définition d'éventuelles zones tampons : Lors de l'analyse d'un paysage protégé, il est

important de considérer la taille de celle-ci et l'impact que peut avoir le parc éolien si celui-ci est placé en limite immédiate. La qualité ou la particularité d'une zone paysagère protégée s'étend parfois plus loin que le périmètre protégé et forme un ensemble cohérent avec les alentours. L'implantation d'une éolienne à proximité du site protégé peut donc avoir autant d'impact que si elle était implantée à l'intérieur du périmètre. ».

8. L'IFP 1022 dans le cadre de la planification éolienne vaudoise

Une autre dimension à considérer est la valeur particulière qu'acquiert le périmètre IFP 1022 dans le contexte de l'ensemble des projets éoliens vaudois. En effet, cette partie Sud du Jura vaudois (de la Dôle jusqu'au Mollendruz) serait, sans Eoljoux, la seule préservée avec une certaine continuité territoriale des impacts paysagers des éoliennes. Le reste du Jura vaudois (depuis le Mollendruz jusqu'au Creux-du-Vent) est, selon la planification cantonale, parcellé de manière ininterrompue de projet éolien (7 parcs avec 74 machines), en forte co-visibilité.

L'implantation de ce seul projet supplémentaire au milieu de cette zone par ailleurs préservée impacterait un grand territoire supplémentaire. Il est rappelé ici que la visibilité de ce projet n'est pas simplement « locale » : il sera visible depuis divers points de vue d'exception (Dent de Vaulion, Le Mont Tendre, etc), et depuis toute la Vallée de Joux, allant ainsi les qualités paysagères de l'objet IFP sur une large portion de son territoire.

Au vu des nombreux autres projets prévus dans l'arc jurassien vaudois et de l'altération paysagère majeure qu'ils pourraient générer, il est impératif de préserver au moins une portion continue d'une certaine taille de ce paysage caractéristique du Jura vaudois, en respectant l'exigence de préservation de l'IFP 1022 et en renonçant à implanter là aussi des éoliennes.

En conséquence, les organisations signataires estiment que ce projet doit être suspendu jusqu'à publication officielle de ces décisions fédérales.

Biodiversité - généralités

1. Les organisations signataires tiennent à rappeler que l'état actuel de la biodiversité en Suisse est alarmante au regard des objectifs fixés en matière de proportion du territoire qui devrait être dédiée à la biodiversité d'ici à 2020 (Stratégie Biodiversité Suisse). Alors que la Suisse est clairement et gravement en retard dans ce domaine, il est contradictoire d'élaborer de tels projets situés au sein d'un inventaire des biotopes (Commune de Chentil, objet 5) et qui augmentent les impacts sur des espèces inscrites sur la liste rouge des espèces menacées (voir pl. 3 ci-dessous).

2. Le RIE et le rapport justificatif mentionnent à plusieurs reprises avec un certain enthousiasme la possibilité qu'offre ce projet d'attirer davantage de touristes, ce qui impliquerait inévitablement des dérangements accrus de la faune. En outre, il est fortement à craindre que la création d'un nouvel itinéraire pour raquettes à neige augmente l'attractivité du secteur (également hors itinéraire) pendant la saison où la faune est la plus vulnérable. Il est également important de relever qu'un projet de sensibilisation aux énergies renouvelables en cas de forte affluence ne ferait qu'augmenter l'attractivité du site. Ainsi, il serait nettement plus judicieux d'élaborer un projet visant à sensibiliser le public à la protection de la nature, en particulier aux dangers que représentent les dérangements liés à la présence humaine pour la faune.

En conséquence, les organisations signataires estiment que la réalisation du projet impliquerait une augmentation des nuisances humaines pour la faune d'un site encore largement bien préservé de telles atteintes et craignent que ce secteur se transforme en véritable « parc d'attraction ».

1. Le site est à proximité d'une des places de parade les plus importantes du Grand tétras, espèce de la liste rouge (catégorie UICN « en danger »). La région entre le Marchairuz et le Mollendruz a une importance nationale dans la conservation de l'espèce (plan d'action Grand Tétras, OFEV, 2008). Le rapport d'impact sur l'environnement (RIE) mentionne, au sujet du Grand tétras, qu'« il n'est pas exclu que l'implantation des éoliennes puisse provoquer une gêne auprès de cet oiseau sensible au dérangement. » Pour rappel, la Station ornithologique suisse avait précédemment négativement le projet du point de vue de la présence avérée du Grand Tétras dans le périmètre proche, et ce en 2008 déjà.

Ce propos met en évidence la menace que représente ce projet pour le Grand tétras, espèce inscrite sur la liste rouge suisse en tant qu'espèce en danger. Les menaces sont surtout liées aux dérangement induits, à l'impact des ombres des pales (assimilées par les oiseaux à des rapaces comme l'autour, prédateurs de l'espèce, constatées dans des parcs en Allemagne). De plus, il est à déplorer que les dispositions prévues pour « pallier à ces gênes » relèvent de mesures compensatoires ex situ (dont l'efficacité reste à démontrer), plutôt que de préserver la population actuellement présente dans ce secteur d'éléments préjudiciables au Grand tétras, telles que les éoliennes.

2. Concernant la Bécasse des bois, le RIE relève que « comme cette espèce est plutôt sensible au dérangement des éoliennes, elle ne viendra pas s'installer proche des futures machines ». Cependant, il est important de souligner que les alentours qui bordent le site du projet sont reconnus pour être favorables à cette espèce et qu'une aire de croule a été identifiée proche du site d'implantation des éoliennes.

Ainsi, ce projet représente indéniablement une menace pour la Bécasse des bois, espèce inscrite comme vulnérable sur la liste rouge suisse. De manière similaire à la problématique du Grand tétras, on ne peut que déplorer l'intégration de mesures de compensation, dont l'efficacité reste à démontrer, alors qu'il est actuellement nécessaire de préserver les populations déjà présentes dans ce secteur.

3. Le RIE relève que seules 7 demi-journées d'observation ont été consacrées à l'observation des oiseaux nicheurs et migrateurs sur le site des Grands Prés. Ces relevés représentent un échantillonnage trop faible pour permettre une estimation adéquate de la fréquentation du site par les oiseaux nicheurs et migrateurs.

De plus, le RIE relève que le mode des balisages peut avoir une influence sur l'avifaune et que le risque de collision est considéré comme moyen pour au moins 4 espèces, dont certaines sont menacées.

En conséquence, le projet en l'état actuel ne permet pas de mesurer l'impact réel du parc éolien sur l'avifaune. Cette menace est d'autant plus sérieuse que le risque de collision avec les pales est élevé, en particulier sur les crêtes jurassiennes qui constituent un axe de migration, surtout en automne.

« Le danger principal réside dans le risque de collision et la modification de l'habitat. Le risque de collision concerne surtout les oiseaux migrateurs et les grands oiseaux, notamment les adeptes du vol à voile, comme les rapaces et les cigognes. Les oiseaux peuvent entrer en collision avec les rotors et les mâts des éoliennes, être aspirés en passant ou projetés au sol par le tourbillon des rotors. C'est pourquoi les lieux où les oiseaux passent en forte concentration du fait des conditions topographiques ou thermiques (ex: cols alpins ou jurassiens, crêtes, rives lacustres) ne conviennent pas au développement de l'énergie éolienne. » (Horch, Petra et Keller Verena, Windkraftanlagen und Vogel - ein Konflikt? - Eine Literaturrecherche, 2005, Résultats: www.vogelwarte.ch).

4. Le site est compris dans un Important Birds and Biodiversity Areas (IBA). L'objectif principal des IBAs est la mise en place d'un réseau mondial d'habitats protégés, permettant d'assurer la conservation à long terme des espèces d'oiseaux menacées. Ces sites comprennent de manière générale une diversité biologique élevée. Ce projet de protection repose sur la Directive de l'Union européenne (UE) sur la conservation des oiseaux.

L'IBA 001 Mont-Tendre, tel que défini par ASPO/BirdLife Suisse et la Station ornithologique suisse, est situé dans le périmètre de l'IFP 1022 Vallée-de-Joux. Le projet de parc éolien est situé à l'intérieur du périmètre de l'IBA Mont-Tendre. Pour le Grand tétras, cette IBA est l'une des régions les plus importantes de Suisse (voir pt. 1 ci-dessus), raison pour laquelle le Département de la sécurité et de l'environnement vaudois a mis en œuvre un programme de protection pour cette espèce.

Biodiversité - Chiroptères

1. La préexpertise des experts du Centre de coordination Ouest pour l'étude et la protection des chauves-souris CCO était négative. La zone considérée est l'un des deux seuls sites suisses qui a fait l'objet d'une telle conclusion « no go ». Cela signifie en d'autres termes que la réalisation du parc aurait des impacts très élevés sur les chiroptères et compromettrait la survie d'une population substantielle de ces animaux. Rappelons que les chauves-souris sont très vulnérables aux éoliennes en raison des impacts par collision ou barotraumatisme ainsi que du fait de leur faible taux de reproduction. Le préavis est fondé sur la découverte d'un site de « swarming », à savoir une concentration de chauves-souris particulière à la fin d'été. Ces sites jouent un rôle très important dans les échanges entre individus et au sein de populations de plusieurs espèces.

Ainsi, l'implantation d'éoliennes représente une menace réelle pour les populations de chauves-souris qui fréquentent les Grands-prés, notamment les Nyctaloid, les séroïnes bicolor et les pipistrelles de Nathusius. Ceci est d'autant plus déploratif que le RIE relève qu'une mortalité même faible d'adultes peut avoir des conséquences importantes sur les populations.

Dans ces conditions, il n'est pas acceptable que le projet de parc EolJoux ait été maintenu dans la planification éolienne du canton, car les conséquences néfastes des éoliennes pourraient porter atteinte à une population importante en Suisse dans un secteur considéré comme un haut-lieu de rassemblement pour les chiroptères, pouvant même être jugé comme site d'importance nationale (RIE).

2. D'autre part, et nonobstant le point ci-dessus, les organisations signalaires tiennent à souligner que le RIE en l'état actuel est lacunaire, étant donné que des investigations supplémentaires sont encore nécessaires pour préciser l'utilisation de l'espace défini par le périmètre d'implantation des machines par les chiroptères.

Pour rappel, c'est en raison de la richesse de l'avifaune nicheuse et de la valeur des biotopes du Haut-jura que le district franc fédéral du Noirmont a été créé. Cette mesure avait pour but spécifique de renforcer encore plus les objectifs de protection, tant au niveau fédéral que cantonal. Quand on songe à tous les efforts qui ont été engagés à ce jour par l'OFEV, la station ornithologique de Sempach, les autorités vaudoises et plus particulièrement par les gardes-faunes vaudois pour sauver les espèces rares présentes en ces lieux, on ne peut être que scandalisé.

Conclusions

En conclusion, le projet d'implanter sept éoliennes sur ce site est préjudiciable au paysage et à des éléments précieux de notre biodiversité. La balance des intérêts entre les bénéfices d'un tel projet et les impacts occasionnés est clairement négative.

L'implantation de ce parc éolien est, de ce fait, contraire aux responsabilités des autorités vaudoises envers le paysage et la biodiversité.

En conséquence, les organisations signataires requièrent le rejet du plan partiel d'affectation «Eoloux» (plan et règlement) ; de la demande de défrichement y relative ; du transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit «Côte de la Bursine» ; de la demande de défrichement y relative.

Nous recommandons notre opposition à votre attention et vous adressons, Mesdames, Messieurs, nos salutations les meilleures.

FONDATION SUISSE POUR LA PROTECTION ET L'AMENAGEMENT DU PAYSAGE (FP)

Le Directeur suppléant :


Roman Hapka

Le Directeur :


Rainund Rodewald

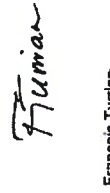
HELVETIA NOSTRA

La Présidente :


Vera Weber

ASPO/BirdLife Suisse

Le Vice-directeur :


François Turlian

(Il n'y a pas de page 9 !)

4) SOS JURA Vaud-Sud



Rue Louis-Ruchonnet 32 - 1337 Vallorbe

RECOMMANDEE
Commune du Chent
Hôtel de Ville
Case Postale 128
1347 Le Sentier

R 23 DEC 2014
Répondre le

Vallorbe, le 22 décembre 2014.

OPPOSITION – Plan partiel d'affectation communal « EolJoux », commune du Chent (« la Requirante »).

Madame, Monsieur,

Par la présente, notre Association SOS JURA Vaud Sud forme une opposition au plan partiel d'affectation « EolJoux » (ci-après PPA EolJoux) et son règlement qui ont été mis à l'enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014 dans la commune du Chent ainsi que sur les autres points également soumis à enquête publique en lien avec ce projet, tels qu'énoncés plus bas.

SOS JURA Vaud Sud, dont le siège est à Vallorbe, est légitimée à faire opposition au sens des articles 75 al. 1 lib. B LPNMS-VD. En effet, SOS JURA Vaud Sud est une association au sens des articles 80 ss du Code civil suisse, donc les statuts précisent:

Art. 2 L'Association a pour but de :

- Informer et prévenir les riverains et alentours de l'ampleur du parc éolien prévu dans la Région Vallorbe-Ballaigues/Nozon/Vallée de Joux.
- Défendre et préserver le paysage régional.
- Empêcher la dégradation du site local, et ses attraits touristiques et sportifs.
- Obtenir l'abandon du projet « Sur Grati », « Mollendruz », « Bel Côtiers » et « EolJoux ».

Le délai de mise à l'enquête publique arrivant à échéance le 26 décembre 2014, la présente opposition, déposée ce jour, est recevable quant à la forme.

La présente opposition porte sur les procédures suivantes :

- le plan partiel d'affectation « EolJoux » (plan et règlement) ;
- la demande de défrichement y relative ;
- le transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit « Côte de la Burisina » ;
- la demande de défrichement y relative .

La présente opposition est adressée à la commune requérante, soit Le Chent (la « Requirante » pour le PPA)

-1-

ARGUMENTS DE L'OPPOSITION

Planification

Dans la Planification cantonale (PDC) le parc de « EolJoux », avec 7 machines, est inscrit « sous réserve », car se trouvant à l'intérieur d'un périmètre d'inventaire fédéral du paysage (IFP). Or cette réserve n'a pas été levée au moment de la mise en l'enquête du PPA. De plus, le Canton de Vaud mène des études complémentaires concernant l'effet cumulatif des 19 parcs éoliens comptant 168 machines. Ces études ne sont pas terminées.

Une mise à l'enquête alors que ces 2 points ne sont pas encore réglés est sans fondement.

Impact paysager

La pose de 7 machines de 210 m de hauteur environ aura un très fort impact sur le paysage. Ces machines sont non seulement très hautes, mais elles sont en mouvement, et seront munies de feux de signalisation. La Vallée de Joux a su conserver un ensemble harmonieux réunissant une nature particulièrement belle et une activité humaine remarquable. Cette nature exemplaire a jusqu'ici pu se passer de hautes tours d'habitation et de grands moulins à vent, et c'est probablement grâce à elle qu'on élabora ici les plus belles montres du monde, car il y a sans doute un rapport entre la créativité et le génie humain et la beauté de son environnement.

Impact sur la faune

Les études réalisées dans la zone des Grands-Plats minimisent l'impact sur l'avifaune, tant pour les oiseaux nicheurs que pour les oiseaux migrateurs. Elles traitent la question des collisions mais n'abordent pas celle de la disparition d'une avifaune qui devrait cohabiter avec des machines bouillantes et en mouvement. Quant au Grand-Tétras, espèce emblématique et particulièrement protégée, il est mentionné qu'un auri sera organisé ... une fois que les éoliennes auront été posées! Or, la région des Grands-Plats est en plein cœur d'un sanctuaire de faune exceptionnelle, une place de chant des Grands-Tétras, probablement la meilleure du Jura, voire de Suisse. L'ordonnance concernant les districts francs fédéraux (ODF) prévoit à son article 5 toute une liste d'activités prosaïques, comme par exemple le camping, le ski, la circulation routière, les tir militaires, mais on devrait pouvoir y implanter 7 éoliennes de 207 m de haut ?

Lourds travaux d'aménagement

La transformation d'une région protégée de pâturages et de forêts en zone industrielle ne se fera pas sans dommages importants: Création de routes d'accès (6.3 km de chemins et routes existants élargis et renforcés, 1.5 km de routes nouvelles), de plates-formes de montage, etc. Selon le dossier, le projet nécessite l'évacuation de 28'450 m3 de déchets, l'apport de 19'400 m3 de gravier, et des mouvements de matériaux extraits et réutilisés dans le projet de 15'078 m3, soit au total un volume de plus de 67'000 camions. S'y ajoutent plusieurs milliers de tonnes de béton pour les fondations, l'immense grue d'installation ainsi que les éoliennes elles-mêmes.

De plus, d'importants travaux de défrichement définitif (43'574 m2) sont prévus.

Une telle intervention crée un préjudice irréversible à un site aujourd'hui très faiblement aménagé et proche de l'état naturel.

-2-

Aménagement du territoire

La loi sur la protection de la nature ou la loi sur l'aménagement du territoire fixent des exigences élevées en matière de protection des paysages, en particulier dans un inventaire fédéral. Il ne peut y être dérogé que si des intérêts d'importance nationale supérieure ou au moins égale l'exigent. L'importance "nationale" du projet EolJoux est douteuse, car il s'agit d'un projet purement local, comme le précise bien le dossier, dont un des arguments principaux est de compenser les besoins en électricité de la Vallée de Joux.

Il faut aussi signaler que le Concept d'énergie éolienne pour la Suisse de 2004, élaboré en commun par les Offices fédéraux de l'énergie, du développement territorial et de l'environnement, recommande aux cantons de désigner les sites IFF comme zones d'exclusion dans leur plan directeur. Cette appréciation est ainsi connue de longue date – en particulier dès les débuts du projet EolJoux – et est restée constante au cours de 10 dernières années, et il est osé de planifier un projet de parc éolien et de la mettre à l'enquête tout en connaissant ces dispositions.

Les promoteurs du parc EolJoux proposent de redécouper le périmètre du site IFF, pour situer le parc éolien en dehors. Cette manière de faire (au dernier moment puisque la demande date du 19.11.2014), est particulièrement cavalière, sachant qu'aucune décision fédérale ne tombera avant la fin de la mise à l'enquête. Pour cette raison également, le PPA doit être rejeté. Les propositions de compensation "quantitatives" ou "qualitatives", floues, non définies et non expliquées ne permettent en aucun cas l'acceptation du PPA.

Mais de toutes façons, même avec un redécoupage de la zone à IFF, avec ou sans zone tampon, l'impact visuel sera le même, les éoliennes seront visibles depuis pratiquement tous les points de la Vallée de Joux, mais aussi des sites touristiques reconnus comme le Dent-de-Vaulion ou le Mont Tendre.

Si la production locale d'électricité était un impératif démontré, ce qui est loin d'être le cas, il conviendrait alors d'étudier toutes les alternatives ce qui n'a pas été fait.

Les projets de parcs éoliens forment une suite continue du Mollendruz jusqu'au Creux-du-Van, le parc EolJoux ajouterait une nouvelle zone de grande taille et de grande importance. Sachant que la même problématique existe dans les cantons voisins, de Neuchâtel jusqu'à Bâle-Campagne, c'est tout l'arc jurassien qui serait condamné par cette destruction massive des paysages.

La production électrique

Les études de vent retenues sont tout à fait discutables et ont été remises en cause par une deuxième étude qui critique l'emploi des mesures SODAR et des extrapolations approximatives. Les études de vent retenues dans le dossier du PPA annoncent une production nette de 5500MWh par an, ce qui représente 27619 heures annuelles d'équivalent pleine charge pour chaque machine. Ces chiffres nous paraissent largement surévalués, car on possède les résultats précis de champs éoliens existants en Suisse dans un environnement similaire: St-Brais: 1465 heures équivalent pleine charge; Mont Crosat: 1401 heures; Peuchepatte: 1859 heures. Comment les promoteurs arrivent-ils à une production 78% plus élevée qu'à St-Brais et 37% supérieure à Peuchepatte relève du mystère absolu!

Les données fournies dans le dossier laissent présager de très mauvaises surprises en ce qui concerne le rendement énergétique et financier du parc éolien EolJoux.

La consommation électrique

La production de courant éolien est aléatoire et intermittente, elle doit être "doublée" par des sites de production "en continu". C'est ce qu'on remarque en Allemagne où 28 centrales à charbonnigelle hautement polluantes ont dû ou devront être mises en service pour accompagner la production de courant éolien. C'est ce qu'on remarque en France où les éoliennes déjà posées représentent une puissance égale à 8 fois Gégagen sans qu'une seule centrale nucléaire n'ait été abandonnée. Des alternatives existent par des

-3-

économies d'énergie, d'autres sources renouvelables qui n'ont pas été prises en compte (photovoltaïque, biomasse, géothermie, etc), dans le domaine de l'hydroélectricité, mais nos propres centrales alpines sont en danger: le surproduction engendrée par le développement de courant éolien hyper-subsventonné a provoqué une chute de prix dramatique. La centrale de Chandoine est fermée depuis juillet 2013 !

Or il n'y a aucune urgence, la Suisse a un bilan électrique positif. On peut se donner le temps de réfléchir à une solution qui n'hypothèque pas l'avenir de nos paysages.

POUR L'ENSEMBLE DE CES RAISONS, NOUS DEMANDONS L'ABANDON DU PROJET DE PARC ÉOLIEN EOLJOUX ET LE RETIEN DU PPA ANSI QUE DES PROCÉDURES QUI LUI SONT LIÉES.

Nous nous réservons la possibilité de développer et compléter ces arguments ultérieurement et demandons à être entendus dans le cadre de la procédure de conciliation.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Pour l'association SOS JURA Vaud Sud:


François Leresche

Isabelle Otz


Pierre Sauvain

Christel Bruand

+

5) WWF Vaud



WWF Vaud
Avenue Dickens 8
1008 Lausanne
Tél: +41 21 968 73 00
Fax: +41 21 968 73 74
lucie.dupertuis@wwf.ch
www.wwf-vaud.ch
Dons: CP 10-1100-3

R 23 DEC. 2014

Répondre le

Lausanne, le 22 décembre 2014.

Recommandé
Commune du Chentil
Secrétariat municipal
Hôtel de Ville
1347 Le Sentier

Mise à l'enquête publique du plan partiel d'affectation «Ecoloux» (plan et règlement) parue le mardi 25 novembre dans l'édition 94 de la Feuille des avis officiels

Madame la syndic,
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Nous avons pris connaissance du plan partiel d'affectation « Ecoloux » et de son règlement. Le WWF Vaud forme opposition¹ à ce projet car le règlement ne respecte pas l'accord signé entre le WWF, les promoteurs d'Ecoloux et la commune du Chentil le 9 décembre 2011 et ne contient pas l'article cité ci-dessous.

Selon cet accord, à l'article 6, le règlement du PPA « Ecoloux » doit comprendre dans le chapitre « Dispositions finales » un article rédigé comme suit :

Mesure d'accompagnement spéciale
Conformément au protocole d'accord du 20 septembre 2011 résultant de la médiation entre le WWF et les promoteurs d'Ecoloux et à la décision prise par la Municipalité du Chentil dans sa séance du 2 mars 2011, la commune du Chentil s'engage à mettre en place un « Concept énergétique communal », au sens de l'article 15 de la Loi vaudoise sur l'énergie, dans un délai de 3 ans après l'obtention du permis de construire des éolennes.

Nous ne faisons pas opposition sur le fond. Mais il est important pour nous que les articles 4 – 8 de l'accord du 9 décembre 2011 soient respectés et que nous en ayons une garantie écrite.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à la présente et vous prions de croire, Madame la Syndic, Mesdames et Messieurs les conseillers, à nos cordiales salutations.

Lucie Dupertuis,
Secrétaire régionale du WWF Vaud

L. Dupertuis

Danien Hoffmann,
Président du WWF Vaud

D. Hoffmann

¹ l'oppose également au nom du WWF Suisse



WWF Vaud
Avenue Dickens 8
1008 Lausanne
Tél: +41 21 968 73 00
Fax: +41 21 968 73 74
lucie.dupertuis@wwf.ch
www.wwf-vaud.ch
Dons: CP 10-1100-3

R - 5 MAI 2015

Dossier(s) :

Lausanne, le 1^{er} mai 2015

Commune du Chentil
Secrétariat municipal
Hôtel de Ville
1347 Le Sentier

Engagement en vue de retrait d'opposition - plan partiel d'affectation «Ecoloux» (plan et règlement)

Madame la Syndic,
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

Conformément à nos discussions du 9 mars dernier, le WWF s'engage à retirer son opposition dès que la proposition d'amendement sera approuvée par le conseil communal et l'article ci-dessous intégré au PPA :

La commune du Chentil s'engage à mettre en place un « Concept énergétique communal », au sens de l'article 15 de la Loi vaudoise sur l'énergie, dans un délai de 3 ans après l'obtention du permis de construire des éolennes.

Nous vous prions de croire, Madame la Syndic, Mesdames et Messieurs les conseillers, à nos cordiales salutations.

Lucie Dupertuis,
Secrétaire régionale du WWF Vaud

L. Dupertuis

Danien Hoffmann,
Président du WWF Vaud

D. Hoffmann

6) PRO NATURA VAUD



que les résultats chiffrés de l'analyse qui a abouti à l'intégration de ce site dans le PDCn.

En l'état, Pro Natura Vaud ne peut pas accepter l'implantation de ce parc éolien sans avoir connaissance de ces éléments fondamentaux par rapport à l'impact des différents parcs éoliens projetés dans le canton de Vaud.

- Pro Natura Vaud rappelle que des études sont en cours de réalisation pour évaluer l'impact cumulé de l'ensemble des projets éoliens vaudois et de l'ouest neuchâtelois sur l'avifaune, les chauves-souris et les habitats naturels d'une part, et le paysage d'autre part. Dans l'attente des résultats de ces études demandées par les organisations environnementales et acceptées par les autorités vaudaises concernées, on ne saurait accepter un RIE analysant uniquement les impacts des sept éoliennes d'Ecloux, sans tenir compte des autres parcs projetés ou en procédure de demande d'autorisation.

Pro Natura Vaud déplore que plusieurs préavis ou avis émis par des autorités officielles ne soient pas annexés aux documents mis à l'enquête, bien que certains y sont évoqués. En conséquence, le dossier d'enquête est lacunaire en l'état actuel et nécessite d'être complété par les documents suivants :

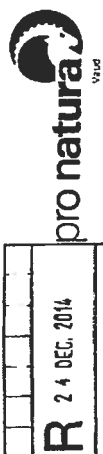
- Préavis de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
- Préavis de la Commission cantonale pour la protection de la nature
- Préavis de la Commission de coordination interdépartementale sur la protection de l'environnement
- Préavis des autorités françaises suite aux informations transmises sur ce projet

Prise en compte des aspects paysagers

- Pro Natura Vaud est favorable au développement des énergies renouvelables, et souhaite qu'une information objective soit pratiquée sur les techniques de mises en œuvre et les impacts occasionnés sur le paysage et la biodiversité. L'énergie éolienne restera une source très marginale d'énergie électrique. Même en multipliant les implantations sur les crêtes jurassiennes, ce qui serait catastrophique pour la population, le paysage et la faune, la ressource énergétique éolienne demeurerait limitée à deux à trois pour cent de la production électrique nationale. Le caractère éphémère et imprévisible du vent rend en outre les consommateurs tributaires d'autres sources d'énergie qui doivent suppléer à l'éolien quand le vent ne souffle pas assez, ou, au contraire, trop fortement.

- Dès 1998, l'Administration fédérale a élaboré des documents destinés à définir la forme et les lieux d'une éventuelle exploitation de la force éolienne en Suisse. Le premier rapport traitant de la problématique du paysage (OFEN 1998) précisait : « Pour des raisons de protection du paysage, des éoliennes de 1 à 1,5 MW (c'est-à-dire dépassant les 60 m de hauteur totale des turbines alors projetées au Mont-Crosin) ne seront pas construites en Suisse et ne sont par conséquent pas prises en considération dans la présente étude ». Or, les projets concrets présentés au cours des dernières années proposent des machines qui atteignent actuellement plus de 200 m de hauteur totale.

2/10



Municipalité du Chénit
Hôtel de Ville
Case postale 128
1347 Le Sentier

RECOMMANDÉE
Lausanne, le 23 décembre 2014
JM/SF/GP/MB

Plan partiel d'affectation «Ecloux» (plan et règlement); la demande de défrichement y relative; le transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit «Côte de la Bursine»; la demande de défrichement y relative. Enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014

OPPOSITION

Madame le Syndic, Messieurs,

Pro Natura Vaud a pris connaissance du dossier d'enquête et vous expose les motifs de son opposition.

Motifs.

Généralités

- Dans le cadre de la mise à l'enquête publique du projet cité en titre Pro Natura Vaud tient premierement à souligner qu'elle déplore fortement que les documents n'aient pas été disponibles sous forme électronique, ce qui a rendu son travail d'analyse particulièrement difficile, puisqu'il a fallu photographier chaque page du volumineux dossier. Cette absence de transparence est contraire à la Loi fédérale sur la transparence (RS 152.3).

- Le rapport justificatif mentionne « qu'en 2010, un Comité cantonal de pilotage éolien (COPEOL) a été mis en place par le Conseil d'Etat, pour évaluer les nombreux projets éoliens en cours, permettant ainsi, sur la base d'une analyse multicritères et d'une pondération d'intérêts, de retenir (en 2012) les meilleurs projets (dont Ecloux) ».

Or, aucun document déposé dans le cadre de la mise à l'enquête, ou document disponible auprès des autorités vaudaises, ne mentionne les critères sur lesquels le site « Ecloux » a été retenu, ni la pondération choisie pour chaque critère, pas plus

Pro Natura Vaud
1002 Lausanne
CCP 10-15607.3

pro.natura.vd@pro.natura.ch
www.pro.natura-vaud.ch

Tel: 021 963 19 55
Fax: 021 963 19 56

1/10

Le plan partiel d'affectation « Eoljoux » prévoit sept turbines hautes de plus de 200 m chacune. Il y a donc une contradiction de taille entre les considérations émises par la Confédération et la réalité. Les associations maintiennent fermement leur position selon laquelle des installations de la taille de celles prévues par Eoljoux sont disproportionnées par rapport aux dimensions du paysage des crêtes, combes et plateaux jurassiens tel que celui de la Vallée de Joux, et qu'elles lui portent atteinte de manière hors norme.

- 3 Il convient aussi de rappeler que les éoliennes sont non seulement de très grandes installations, mais que leur impact visuel est augmenté par le fait que ce sont des installations en mouvement. Elles attirent particulièrement le regard, beaucoup plus que les objets proéminents immobiliers que nous connaissons (émetteur, ligne à haute tension, etc.). Cet aspect n'est pas traité dans le dossier des requérants.
- 4 Pour des questions de sécurité aérienne, les machines doivent obligatoirement être dotées de feux de signalisation. L'impact visuel se poursuit ainsi durant la nuit ou le jour, et la visibilité est réduite. Cet aspect spécifique de l'impact paysager et visuel n'est pas traité dans le dossier des requérants.
- 5 Tant au niveau de l'étude d'impact paysager que dans le rapport justificatif selon l'article 47 OAT, et le rapport d'impact sur l'environnement, la thématique du paysage est sous-estimée du point de vue technique et mise en touche par une approche d'acceptation préalable des atteintes jugées comme inévitables. Cette façon de faire réduit les atteintes au paysage à des détails insignifiants, ou alors donne l'illusion qu'il est possible de les minimiser, ou même de les compenser par des mesures qui seront appliquées ailleurs. Nous estimons que la procédure déterminante est celle d'affectation du sol, et que les aspects paysagers doivent y être traités de manière exhaustive. Avec des installations dont la hauteur dépasse 200 m, l'échelle et les dimensions du paysage sont largement outrepassées. Aucune atteinte préexistante ne constitue un précédent à de telles installations industrielles. Les objectifs de sauvegarde du paysage de l'IFP 1022 Vallée de Joux et Haut Jura vaudrois, par le maintien de grands volumes paysagers d'un seul tenant, ou aucune installation industrielle ne capte le regard, seraient anéantis par l'implantation de telles turbines industrielles visibles de très loin.
- 6 Un projet de parc éolien n'est pas une intervention anodine, qui ne troublerait que la « perception subjective » du paysage. Il s'agit au contraire d'une infrastructure majeure, impliquant la création de routes d'accès (5,3 km de chemins et routes existants élargis et renforcés, 1,5 km de nouvelles routes), de plateformes de montage, etc. Le projet nécessite par exemple l'évacuation de près de 30'000 m³ de déblais, l'apport de près de 20'000 m³ de grave, et des mouvements de matériaux extraits et réutilisés dans le projet de plus de 15'000 m³, soit au total un volume de plus de 6'000 camions. S'y ajoutent plusieurs milliers de tonnes de béton pour les fondations ainsi que les éoliennes elle-même.

Pro Natura Vaud est convaincue qu'une telle intervention crée un préjudice irréversible à un site aujourd'hui très faiblement aménagé et proche de l'état naturel.

Zones classées affectées

340

De manière générale, l'implantation d'éoliennes sur un site classé dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP), ainsi que la visibilité d'éoliennes depuis des points de vue classés dans cet inventaire, menacent gravement les fondements mêmes de l'établissement de l'IFP et, de ce fait, contreviennent à la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN ; RS 451). En conséquence, le projet « Eoljoux » constitue une exception inacceptable à la protection de sites d'importance nationale. Le rapport justificatif indique d'ailleurs très clairement que ce projet est contraire au Concept d'énergie éolienne pour la Suisse.

Les éoliennes projetées seront clairement visibles depuis des points de vue classés dans l'IFP, ainsi que dans l'inventaire cantonal des monuments naturels et des sites (IMNS). En particulier, ces éoliennes auront indéniablement un impact visuel considérablement néfaste sur différents points de vue emblématiques (Mont Pele, Dent de Vaulion, Mont Tendre, etc.), ce qui implique une atteinte intolérable à des paysages quasi intacts, comme le confirment les conclusions du RIE : « leur faible degré d'artificialisation, leur isolement, leur accès limité, leur tranquillité confèrent au site des qualités paysagères moyennes à élevées à l'échelle du canton ». De ce fait, ce projet de parc éolien, dont l'impact visuel est néfaste pour le panorama de sites IFP et IMNS, contrevient à la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) et à la Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS).

Le projet est situé à l'intérieur du périmètre IFP 1022 « Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois ». On est en présence d'un paysage dont la valeur élevée est reconnue, et qui présente des caractéristiques uniques, comme des surfaces forestières très étendues d'un seul tenant, les lacs de Joux et des Brenets, des pâturages boisés étendus, des replats ouverts alternés de pentes boisées et d'échappées paysagères saisissantes. La Vallée de Joux constitue une région et une entité paysagère chères aux Vaudois, qu'ils soient Combers ou non, et à de nombreux visiteurs venant de Suisse et d'ailleurs. La vocation touristique de la région, avec une volonté de développement du tourisme doux, renforce encore la nécessité de préserver ses caractéristiques typiques et uniques.

- 1 Il est à constater d'emblée que la requête d'affectation spéciale contestée est irréaliste. En effet, les bases légales régissant les IFP (Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, LPN ; Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels, OJFP), les recommandations de niveau fédéral et cantonal relatives à la planification éolienne, divers éléments de jurisprudence ainsi que la pratique de planification des autres cantons indiquent que l'implantation d'éoliennes industrielles à l'intérieur des périmètres IFP doit être écartée. A cet égard, il est particulièrement choquant que les requérants aient engagé des études pour un projet s'avérant à priori contraire à la réglementation des IFP, et que les Autorités cantonales impliquées s'en soient rendues complices au lieu d'y mettre le holà.

D'ailleurs, les pratiques de planification des autres cantons en la matière sont éclairantes : ils considèrent tous les IFP comme périmètres d'exclusion (avec ou sans zone tampon supplémentaire). Le consensus à ce sujet est très large en Suisse et on regretterait que le canton de Vaud laisse ces paysages être dégradés par une industrialisation sans précédent.

410

- 2 Etant donné les difficultés de procédure quant à l'implantation d'un parc éolien dans un IFP, l'intention du requérant est de réduire le périmètre de ce dernier, afin que le parc éolien soit situé à l'extérieur de celui-ci. Cette manière de faire est – étonnamment – soutenue par l'Etat de Vaud, qui a présenté à l'Office fédéral de l'Environnement (OFEV) une demande de réduction de périmètre du site de la Vallée de Joux, en date du 19 novembre 2014, soit 7 jours avant la mise à l'enquête du PAA EolJoux ! Il est entendu qu'aucune décision fédérale n'a pu être rendue avant la procédure d'affectation qu'elle et que celle-ci ne peut donc pas justifier une enquête publique tant et aussi longtemps que la Confédération n'a pas statué sur la suite à donner.

- 3 La modification du périmètre demandée est une simple réduction, sans compensation par une surface équivalente. En effet, les communes concernées n'ont pas souhaité étendre l'IFP ailleurs en guise de compensation. L'Etat de Vaud, dans sa requête à l'OFEV, envisage une compensation « qualitative », sans qu'on en sache davantage sur les modalités de cette compensation. Cette non-synchronisation des procédures rend impossible l'appréciation fondée de la pesée des intérêts, et il est donc pas acceptable d'entrer en matière sur une requête d'affectation sans que tous les tenants et aboutissants ne soient clarifiés.

Comme indiqué à plusieurs reprises dans le rapport justificatif et le rapport d'impact sur l'environnement (RIE), le projet EolJoux nécessite des décisions d'importance capitale au niveau fédéral en relation avec l'insertion de ce projet au cœur même d'un IFP et d'un District franc fédéral (DFF). Ainsi, il est important de relever qu'on ne peut partir du principe que le parc n'est plus inclus dans ces deux objets, contrairement aux affirmations du RIE.

- 4 Par ailleurs, la modification du périmètre IFP n'ayant toujours pas été faite, le site d'EolJoux, sur la fiche F51 du plan directeur vaudois, reste en "coordination en cours", ce qui n'est pas une base suffisante pour lancer le plan partiel d'affectation. La planification au niveau communal ne pourra commencer qu'une fois la question de l'IFP réglée.

- 5 De toute manière et quelle que soit l'issue de la discussion quant à une éventuelle compensation quantitative ou « qualitative », l'artifice du redécoupage est contestable, l'IFP étant un périmètre de protection basé sur des critères paysagers définis.

Ce fait trouve une traduction concrète dans la jurisprudence du Tribunal fédéral (ATF du 18 janvier 1989, ligne à haute tension Pradelles – Martina), qui a prescrit une zone tampon paysagère autour de l'IFP. On relèvera ici l'un des critères de planification appliqués par le canton de Neuchâtel, qui s'appuie sur la jurisprudence mentionnée ci-dessus, et qui prévoit une distance tampon de 5 km entre les zones d'IFP et tout parc éolien. A l'aune de cette approche, le projet EolJoux n'est pas recevable, que ce soit dans ou à proximité immédiate de l'IFP.

- 6 Dans ce contexte, on lit par ailleurs avec intérêt la directive éolienne vaudoise qui dit : « Définition d'éventuelles zones tampons : Lors de l'analyse d'un paysage protégé, il est important de considérer la taille de celle-ci et l'impact que peut avoir le parc

51/2

éolien si celui-ci est placé en limite immédiate. La qualité ou la particularité d'une zone paysagère protégée s'étend parfois plus loin que le périmètre protégé et forme un ensemble cohérent avec les alentours. L'implantation d'une éolienne à proximité du site protégé peut donc avoir autant d'impact que si elle était implantée à l'intérieur du périmètre ».

7. L'IFP 1022 dans le cadre de la planification éolienne vaudoise
Une autre dimension à considérer est la valeur particulière qu'acquiert le périmètre IFP 1022 dans le contexte de l'ensemble des projets éoliens vaudois. En effet, cette partie Sud du Jura vaudois (de la Dôle jusqu'au Mollendruz) serait, sans EolJoux, la seule préservée avec une certaine continuité territoriale des impacts paysagers des éoliennes. Le reste du Jura vaudois (depuis le Mollendruz jusqu'au Creux-du-Van) est, selon la planification cantonale, parsemé de manière ininterrompue de projet éoliens (7 parcs avec 74 machines), en forte co-visibilité.

L'implantation de ce seul projet supplémentaire au milieu d'une zone par ailleurs préservée impacterait un grand territoire supplémentaire. Il est rappelé ici que la visibilité de ce projet n'est pas simplement « locale » : il sera visible depuis divers points de vue d'exception (Dent de Vaulion, Le Mont Tendre, etc), et depuis toute la Vallée de Joux, alléant ainsi les qualités paysagères de l'objet IFP sur une large portion de son territoire.

Au vu des nombreux autres projets éoliens prévus dans l'arc jurassien vaudois et de l'altération paysagère majeure qu'ils pourraient générer, il est impératif de préserver au moins une portion continue d'une certaine taille de ce paysage caractéristique du Jura vaudois, en respectant l'exigence de préservation de l'IFP 1022 et en renonçant à implanter là aussi des éoliennes.

En conséquence, Pro Natura Vaud estime que ce projet doit être suspendu jusqu'à publication officielle de ces décisions fédérales.

Biodiversité - généralités

- 1 Pro Natura Vaud tient à rappeler que l'état actuel de la biodiversité en Suisse est alarmante au regard des objectifs fixés en matière de proportion du territoire qui devrait être dédiée à la biodiversité d'ici à 2020 (Stratégie Biodiversité Suisse). Alors que la Suisse est clairement et gravement en retard dans ce domaine, il est contradictoire d'élaborer de tels projets situés au sein d'un inventaire des biotopes (Commune de Chenit, objet 5) et qui augmentent les impacts sur des espèces inscrites sur la liste rouge des espèces menacées (voir pt. 3 ci-dessous).
- 2 Le RIE et le rapport justificatif mentionnent à plusieurs reprises, et avec un certain enthousiasme, la possibilité qu'offre ce projet d'attirer davantage de touristes, ce qui impliquerait un accroissement de la circulation motorisée et, inévitablement, des dérangements accusés de la faune. En outre, il est fortement à craindre que la création d'un nouvel itinéraire pour raquettes à neige augmente l'attractivité du secteur (légalement hors itinéraire) pendant la saison où la faune est la plus vulnérable. Il est également important de relever qu'un projet de sensibilisation aux énergies renouvelables en cas de forte affluence ne ferait qu'augmenter l'attractivité du site. Ainsi, il serait nettement plus judicieux d'élaborer un projet visant à

51/0

sensibiliser le public à la protection de la nature, en particulier aux dangers que représentent les dérangements liés à la présence humaine pour la faune.

En conséquence, nous estimons que la réalisation du projet impliquerait une augmentation des nuisances humaines pour la faune d'un site encore largement bien préservé de telles atteintes et réductions que ce secteur se transforme en véritable « parc d'attraction ».

Biodiversité - Avifaune

1. Le site est à proximité d'une des places de parade les plus importantes du grand tétras, espèce de la liste rouge (catégorie UICN « en danger »). La région entre le Marchairuz et le Molendruz a une importance nationale dans la conservation de l'espèce (plan d'action Grand Tétras, OFEV, 2008). Le rapport d'impact sur l'environnement (RIE) mentionne, au sujet du Grand tétras, qu'« il n'est pas exclu que l'implantation des éoliennes puisse provoquer une gêne auprès de cet oiseau sensible au dérangement ». Pour rappel, la Station ornithologique suisse avait préavisé négativement le projet du point de vue de la présence avérée du Grand Tétras dans la périmètre proche, et ce en 2008 déjà.

Ce propos met en évidence la menace que représente ce projet pour le grand tétras, espèce inscrite sur la liste rouge suisse en tant qu'espèce en danger. Les menaces sont surtout liées aux dérangements induits, à l'impact des ombres des pales (assimilées par les oiseaux à des rapaces comme l'autour, prédateurs de l'espèce, constatée dans des parcs en Allemagne). De plus, il est à déplorer que les dispositions prévues pour « pallier à ces gênes » relèvent de mesures compensatoires ex situ (dont l'efficacité reste à démontrer), plutôt que de préserver la population actuellement présente dans ce secteur d'éléments préjudiciables au Grand tétras, telles que les éoliennes.

2. Concernant la Bécasse des bois, le RIE relève que « comme cette espèce est plutôt sensible au dérangement des éoliennes, elle ne vendra pas s'installer proche des futures machines ». Cependant, il est important de souligner que les alentours qui bordent le site du projet sont reconnus pour être favorables à cette espèce et qu'une aire de croule a été identifiée au voisinage du site d'implantation des éoliennes.

Ainsi, ce projet représente indéniablement une menace pour la bécasse des bois, espèce inscrite comme vulnérable sur la liste rouge suisse. De manière similaire à la problématique du grand tétras, on ne peut que déplorer l'intégration de mesures de compensation, dont l'efficacité reste à démontrer, alors qu'il est actuellement nécessaire de préserver les populations déjà présentes dans ce secteur.

3. Le RIE relève que seules 7 demi-journées d'observation ont été consacrées à l'observation des oiseaux nicheurs et migrateurs sur le site des Grands-Plats. Ces relevés représentent un échantillonnage trop faible pour permettre une estimation adéquate de la fréquentation du site par les oiseaux nicheurs et migrateurs.

De plus, le RIE relève que le mode des balisages peut avoir une influence sur l'avifaune et que le risque de collision est considéré comme moyen pour au moins 4

espèces, dont certaines sont menacées.

En conséquence, le projet en l'état actuel ne permet pas de mesurer l'impact réel du parc éolien sur l'avifaune. Cette menace est d'autant plus sérieuse que le risque de collision avec les pales est élevé, en particulier sur les crêtes jurassiennes qui constituent un axe de migration, surtout en automne.

« Le danger principal réside dans le risque de collision et la modification de l'habitat. Le risque de collision concerne surtout les oiseaux migrateurs et les grands oiseaux, notamment les adeptes du vol à voile, comme les rapaces et les cigognes. Les oiseaux peuvent entrer en collision avec les rotors et les mâts des éoliennes, être aspirés en passant ou projetés au sol par le tourbillon des rotors. C'est pourquoi les lieux où les oiseaux passent en forte concentration du fait des conditions topographiques ou climatiques (ex: cols alpins ou jurassiens, crêtes, rives lacustres) ne conviennent pas au développement de l'énergie éolienne. » (Horch, Petra et Keller-Varrena, Windkraftanlagen und Vogel - ein Konflikt? - Eine Literaturrecherche, 2005; Résultats: www.vogelwaite.ch).

4. Le site est compris dans un Important Birds and Biodiversity Areas (IBA). L'objectif principal des IBAs est la mise en place d'un réseau mondial d'habitats protégés, permettant d'assurer la conservation à long terme des espèces d'oiseaux menacées. Ces sites comprennent de manière générale une diversité biologique élevée. Ce projet de protection repose sur la Directive de l'Union européenne (UE) sur la conservation des oiseaux.

5. Pro Natura Vaud a constitué dans le secteur un dispositif de protection de milieux naturels favorables au grand tétras. Plusieurs de nos réserves naturelles sont situées à proximité de l'emplacement du parc éolien. Nos efforts, soutenus par le Canton et la Confédération, auraient été vains si l'habitat de cette espèce était altéré.

L'IBA 001 Mont-Tendre, tel que défini par ASPO/BirdLife Suisse et la Station ornithologique suisse, est situé dans le périmètre de l'IFP 1022 Vallée-de-Joux. Le projet de parc éolien est situé à l'intérieur du périmètre de l'IBA Mont-Tendre. Pour le grand tétras, cette IBA est l'une des régions les plus importantes de Suisse (voir pl. 1 ci-dessus), raison pour laquelle le Département de la sécurité et de l'environnement vaudois a mis en œuvre un programme de protection pour cette espèce.

Biodiversité - Chiroptères

1. La pré expertise des experts du Centre de coordination Ouest pour l'étude et la protection des chauves-souris CCO était négative. La zone considérée est l'un des deux seuls sites suisses qui a fait l'objet d'une telle conclusion « no go ». Cela signifie en d'autres termes que la réalisation du parc aurait des impacts très élevés sur les chiroptères et compromettrait la survie d'une population substantielle de ces animaux. Rappelons que les chauves-souris sont très vulnérables aux éoliennes en raison des impacts par collision ou barotraumatisme ainsi que du fait de leur faible taux de reproduction. Le préavis est fondé sur la présence d'un site de « swarming », à savoir une concentration de chauves-souris particulière à la fin d'été. Ces sites

jouent un rôle très important dans les échanges entre individus et au sein de populations de plusieurs espèces.

Ainsi, l'implantation d'éoliennes représente une menace réelle pour les populations de chauves-souris qui fréquentent les Grands-plats, notamment les Nyctaloid, les séroloides bicolor et les pipistrelles de Nathusius. Ceci est d'autant plus déplorable que le RIE relève qu'une mortalité même faible d'adultes peut avoir des conséquences importantes sur les populations.

Dans ces conditions, il n'est pas acceptable que le projet de parc EolJoux ait été maintenu dans la planification éolienne du canton, car les conséquences néfastes des éoliennes pourraient porter atteinte à une population importante en Suisse dans un secteur considéré comme un haut-lieu de rassemblement pour les chiroptères, pouvant même être jugé comme site d'importance nationale (RIE).

2. D'autre part, et nonobstant le point ci-dessus, Pro Natura Vaud tient à souligner que le RIE en l'état actuel est lacunaire, étant donné que des investigations supplémentaires sont encore nécessaires pour préciser l'utilisation de l'espace défini par le périmètre d'implantation des machines par les chiroptères.

Pour rappel, c'est en raison de la richesse de l'avifaune nicheuse et de la valeur des biotopes du Haut-Jura que le district franc fédéral du Noirmont a été créé. Cette mesure avait pour but spécifique de renforcer encore plus les objectifs de protection, tant au niveau fédéral que cantonal. Quand on songe à tous les efforts qui ont été engagés à ce jour par l'OFEV, la station ornithologique de Sempach, les autorités vaudoises et plus particulièrement par les gardes-faunes vaudoises pour sauver les espèces rares présentes en ces lieux, on ne peut être que scandalisé.

Mesures de compensation

L'implantation du parc éolien doit prévoir des compensations en termes de déconstruction visibles, par exemple en mettant sous terre des lignes électriques à moyenne ou haute tension, en assainissant des pylônes problématiques pour les rapaces (électrocution), en supprimant des antennes ou des équipements (p. ex. accès routiers) superflus. Les compensations ne peuvent se limiter à des mesures en relation avec des aspects naturels.

Pro Natura Vaud tient également à relever que le RIE mentionne que « le propriétaire s'engage à réaliser les mesures qui seront définies dans le plan de gestion, dans la mesure de ses possibilités financières... ».

En conséquence, le projet en l'état actuel n'offre clairement pas les garanties indispensables en matière de financement de ces mesures.

Etude de vent et mise en perspective des annonces de production

Plusieurs éléments et comparaisons tendent à indiquer que les promoteurs ont exploité les mesures disponibles de manière optimiste, et que la productivité pourrait être en réalité plus faible. On constate que le parc éolien EolJoux annonce plus de 2'600 heures équivalent pleine charge. En comparaison avec des installations off-shore, bien plus

9/10

ventées que des sites continentaux, et les parcs éoliens existants dans l'Arc jurassien, cette prévision semble extrêmement élevée.

Une deuxième étude de vent, basée sur les mêmes mesures, a été confiée par le requérant à un expert allemand. Plusieurs passages de cette étude montrent que les mesures et modifications de vent effectuées par l'étude de base présentent des lacunes et des incohérences. Certaines-ci sont en partie dues à l'absence de mesure anémométrique sur mât de mesure ; les mesures indirectes (telles que le SODAR) ne pouvant être utilisées qu'en tant que mesures complémentaires.

Pour ces motifs, Pro Natura Vaud se pose la question de l'opportunité de la constitution du parc éolien EolJoux. Il en va de même de celle de sa proportionnalité par rapport aux attentes qu'il occasionne, notamment au paysage et à la faune.

Conclusion

En conclusion, Pro Natura Vaud, représentant également Pro Natura – Ligue suisse pour la protection de la nature, forme opposition au projet tel que figurant dans le dossier d'enquête. Cette opposition est fondée sur les lois, ordonnances et règlements protégeant la forêt, la faune, la nature et le paysage (LFO, OFO, LVLFO, RLVLFo, LPN, LPNMS).

Requête : rejet du plan partiel d'affectation «EolJoux» (plan et règlement), de la demande de défrichement y relative, du transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit «Côte de la Bursine» et de la demande de défrichement y relative.

Veuillez agréer, Madame le Syndic, Messieurs, nos salutations distinguées.

Pro Natura Vaud


Serge Fischer
Vice-président


Michel Bongard
Secrétaire exécutif

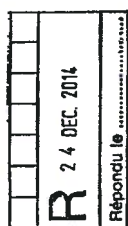
Copies à : Service du développement territorial
DGE-BIODIV
INSE-FORETS
OFEV-Division biotopes et paysages

10/10

7) PAYSAGE-LIBRE Vaud

Paysage-Libre Vaud
Fédération vaudoise pour un politique raisonnable de l'énergie et de l'aménagement du territoire

Paysage-Libre Vaud
Chemin de Mandou 149
1041 Bottens
Tél. 021 881 37 53



RECOMMANDEE
Commune du Chenit
Hôtel de Ville
Case Postale 128
1347 Le Sentier

Bottens, le 22 décembre 2014

OPPOSITION
Plan partiel d'affectation communal « Ecloloux », commune du Chenit (« la Requérante »).

Madame, Monsieur,

Par la présente, notre Association **Paysage-Libre Vaud** forme une **opposition** au plan partiel d'affectation « Ecloloux » (ci-après PPA Ecloloux) et son règlement qui ont été mis à l'enquête publique du 26 novembre au 26 décembre 2014 dans la commune du Chenit ainsi que sur les autres points également soumis à enquête publique en lien avec ce projet, tels qu'énoncés plus bas. Les motifs de l'opposition sont développés dans ce qui suit.

Paysage-Libre Vaud est légitimée à faire opposition au sens des articles 75 al. 1 lib. 8 LPA-VD et 90 LPNM-VD. En effet, Paysage-Libre Vaud est une association au sens des articles 60 ss du Code civil suisse. Elle regroupe quelque 2'000 membres individuels et fédérés, dans le canton Vaud. Ses buts statutaires sont : « ...de réunir, dans le canton de Vaud, les groupements et les personnes qui s'engagent pour la préservation des zones du pays menacées par les atteintes aux humains, à la nature, en particulier à la faune et à la flore ainsi qu'au paysage, dues à l'industrialisation, de coordonner leurs activités et de mener des actions au niveau cantonal. (article 2 des Statuts) »

Le délai de mise à l'enquête publique arrivant à échéance le 26 décembre 2014, la présente opposition, déposée ce jour, est recevable quant à la forme.

La présente opposition porte globalement et cumulativement sur les procédures suivantes :

- le plan partiel d'affectation « Ecloloux » (plan et règlement) ;
- la demande de défrichement y relative ;
- le transfert partiel de la route existante au domaine public au lieu-dit « Côte de la Bursine » ;
- la demande de défrichement y relative ;

La présente opposition est adressée à la Commune requérante, soit Le Chenit (la « Requérante » pour la PPA).

Page 1

PLVD - Opposition « Ecloloux » / 22 décembre 2014

1. Planification éolienne Cantonale

La planification cantonale vaudoise en matière d'énergie éolienne, présentée sous forme de fiche (FS) Ressources énergétiques et consommation rationnelle de l'énergie) du plan directeur cantonal (PDC), a suscité de nombreuses observations critiques de divers ONG et association de protection des paysages et de la nature lors de la mise en consultation de sa première version en juillet 2012.

Dans la version du PDC actuellement en vigueur, figurent 19 parcs éoliens comptant au total 156 machines. Cette planification présente un certain nombre de faiblesses, principalement le fait qu'aucune pesée des intérêts globale n'a été menée, chaque projet étant considéré pour lui-même et « retenu » s'il atteint un score de points suffisant¹. Il en résulte un important mitage du territoire vaudois, et des co-visibilités considérables² sur une large part du territoire cantonal et au-delà. Ce constat a conduit l'Etat de Vaud à lancer une étude des impacts cumulés des projets situés dans le Jura vaudois. Cette étude est encore en cours, les résultats sont attendus pour le printemps 2015.

Le parc de « Ecloloux », avec 7 machines, est inscrit dans la planification susmentionnée « sous réserve ». La réserve est liée à l'implantation du projet à l'intérieur d'un périmètre d'inventaire fédéral du paysage (IFP).

Le fait que cette réserve n'ait pas été levée au moment de la mise en l'enquête du PPA est une lacune importante de la requête et contrevient de ce fait aux promesses faites aux administrés par l'Autorité politique lors du processus de planification de sa politique territoriale et énergétique.

L'Etat de Vaud, en lançant des études complémentaires relatives à l'impact cumulé des parcs éoliens, a admis que la planification d'installations présentant une incidence territoriale et paysagère aussi importante devait prendre en considération les effets conjoints et cumulés des différents parcs, ce qui n'avait pas été fait jusqu'ici dans la planification cantonale. L'Etat de Vaud répond ainsi aux exigences de coordination matérielle, au sens notamment des art. 3 LAT, 3 OAT, 8 LPE, 26 LATC-VD, ainsi que 2 et 3 RLATC-VD. Or, ces études sont en cours au moment de la requête d'affectation contestée, et les conclusions n'en sont pas connues. En l'absence de cette analyse et d'une nouvelle appréciation globale à l'échelle cantonale, la procédure de PPA qu'elle ne peut être valablement menée. S'ajoute à ces considérations le fait que le projet contesté se situe dans un inventaire fédéral du paysage, qui rend absolument indispensable une pesée des intérêts à l'échelle de planification directrice cantonale plutôt qu'à celle locale ou régionale. Cet aspect sera discuté plus loin.

Une nouvelle appréciation au niveau de la planification directrice cantonale, tenant compte des études d'impacts cumulés en cours, est nécessaire avant toute procédure d'affectation spécifique à un projet. En en faisant fi, les Autorités violent le principe de légalité. Il n'y a en outre aucune urgence objective justifiant qu'une telle manière de procéder s'impose notamment au vu de préserver des intérêts publics prépondérants. Enfin, en choisissant de donner suite à un projet dans un lieu prévu initialement sous réserve, alors que ce dernier se trouve à l'intérieur d'un périmètre protégé par l'inventaire fédéral du paysage et que l'absence d'alternatives n'est pas démontrée, les Autorités violent le principe de la proportionnalité.

¹ A noter que la production éolienne y est pondérée fortement, à hauteur de 50%, ce qui permet de « faire passer » des projets même si leur impact, paysager notamment, est très important.
² Etude Meteoros - Sichtbarkeit von Windenergieanlagen - Schwerpunkt Kanton VD - 7.10.2013

Page 2

PLVD - Opposition « Ecloloux » / 22 décembre 2014

2. Impact paysager et visuel de l'aménagement projeté

Il y a d'emblée lieu de constater que l'impact paysager du projet est extrêmement important.

Le projet prévoit l'implantation de 7 machines d'une hauteur totale de maximum 210 mètres (selon règlement du PPA, article 15). La machine prévue d'après les différents documents mis à l'enquête serait une Enercon E115, avec une hauteur de nacelle de 149 m, et un rotor de 115 m, de diamètre, ce qui porte la hauteur totale de l'installation à quelque 207 m.

Il faut constater que le canton de Vaud ne connaît à l'heure actuelle aucune autre installation de cette taille, qui plus est en un lieu sensible du point de vue paysager. Il est donc absolument incontestable qu'il s'agit de plusieurs très grandes installations, de forte visibilité et en mouvement, constituant un impact visuel et paysager sans précédent non seulement dans le Canton de Vaud mais également en Suisse.

Il convient aussi de rappeler que les éoliennes sont non seulement de très grandes installations, mais que leur impact visuel est augmenté par le fait que sont des installations en mouvement. Le mouvement attire particulièrement le regard, beaucoup plus qu'un objet predominant immobile, tel que nous les connaissons (émetteur, ligne à haute tension, etc.). Cet aspect n'est pas traité dans le dossier des Requirantes.

Pour des questions de sécurité aérienne, les machines doivent obligatoirement être dotées de feux de signalisation. L'impact visuel se poursuit ainsi durant la nuit ou lors de visibilité réduite. Cet aspect spécifique de l'impact paysager et visuel n'est pas traité dans le dossier des Requirantes.

3. Une infrastructure lourde, dans un site non-équipé et proche de l'état naturel

Il faut encore mentionner qu'un projet de parc éolien n'est pas une intervention anodine, qui ne troublerait que la « perception subjective » du paysage. C'est un projet d'infrastructure majeur, comportant la création de routes d'accès (5.3 km de chemins et routes existants élargis et renforcés, 1.5 km de routes nouvelles), de plateformes de montage, etc. Le projet nécessite par exemple l'évacuation de 28'450 m³ de déblais, l'apport de 19'400 m³ de grave, et des mouvements de matériaux extraits et réutilisés dans le projet de 15'079 m³, soit au total un volume de plus de 6'000 camions. S'y ajoutent plusieurs milliers de tonnes de béton pour les fondations ainsi que les éoliennes elles-mêmes. Une telle intervention crée un préjudice irréversible à un site aujourd'hui très faiblement aménagé et proche de l'état naturel.

4. Principes d'aménagement du territoire

Le PPA est une procédure d'affectation demandant un soin particulier, s'agissant d'une affectation spéciale, effectuée au moyen d'une procédure se déroulant en dehors de la planification générale d'affectation. Dans le cas d'espèce, le changement d'affectation requis a une portée considérable, puisqu'il s'agit de passer d'une zone syvo-pastorale, isolée et non équipée, à une zone spéciale accueillant des installations de très grande taille, générant des nuisances de divers types et nécessitant des accès conséquents. Pour cette raison, un examen particulièrement strict du respect des principes d'aménagement est justifié et nécessaire.

La protection du paysage est une notion fondamentale dans l'aménagement du territoire (art. 3 LAT al. 2). Ce principe est également ancré dans la Constitution (art 78 Cst.)

¹ Voir « Décompte de remblais et déblais » 12 décembre 2012.

Les articles 3 et 17 LAT posent clairement l'objectif de protection du paysage comme fondement. Des atteintes au paysage doivent donc être dûment justifiées. De même, toute construction nouvelle hors de la zone à bâtir, ou par extension tout changement d'affectation doit répondre à l'exigence cumulative de l'art 24 LAT, à savoir :

« (...) des autorisations peuvent être délivrées pour de nouvelles constructions ou installations ou pour tout changement d'affectation si :

a. l'implantation de ces constructions ou installations hors de la zone à bâtir est imposée par leur destination;

b. aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose »

Sur ces deux points fondamentaux (al. a et b de l'art 24 LAT), il convient de relever ce qui suit :

L'implantation d'éoliennes ne peut se faire à trop grande proximité des localités et elles doivent être situées là où les conditions de vent sont favorables. Leur implantation est donc dans une certaine mesure imposée par leur destination. Toutefois, la production d'électricité ne doit techniquement pas se faire à proximité immédiate du lieu de consommation, et son transport, relativement facile (en comparaison avec d'autres médias tels que l'eau ou la chaleur), permet d'installer les infrastructures de production là où elles sont le plus efficaces et génèrent le moins d'impacts sur l'environnement et le paysage.

Il existe de plus plusieurs intérêts prépondérants qui s'opposent à l'affectation prévue, et notamment la préservation des paysages, au sens de l'article 3 LAT. Ces intérêts sont discutés plus loin, dans les différents chapitres de la présente opposition. La Requirante, en ne traitant pas ou de manière partielle les intérêts s'opposant à l'affectation prévue, ne parvient pas à faire la démonstration qu'aucun intérêt prépondérant ne s'oppose au projet prévu.

L'absence d'alternatives, obligeant – sans autre choix possible – la Requirante à installer des éoliennes sur ce site particulier, qui plus est inscrit à l'inventaire fédéral des paysages, n'est pas démontrée. Aucun examen d'alternatives pour la production d'électricité n'est documenté. Il n'est pas non plus établi qu'il y a une quelconque urgence à réaliser ce projet, l'approvisionnement électrique n'étant pas menacé, ni sur le plan local ni sur le plan national.

Le PPA Eolijoux ne répond pas aux critères fondamentaux requis par l'article 24 LAT (et de manière similaire à l'article 54 LATC) pour un changement d'affectation et viole de ce fait les principes de légalité ainsi que de proportionnalité.

5. Projet à l'intérieur d'un périmètre I-P

Au moment de la mise à l'enquête du PPA, le projet est situé à l'intérieur du périmètre I-P 1022 « Vallée de Joux et Haut-Jura vaudois ». On est en présence d'un paysage dont la valeur élevée est reconnue, et qui présente des caractéristiques uniques, comme des surfaces forestières très étendues d'un seul tenant, les lacs de Joux (le plus grand plan d'eau du massif jurassien) et des Brenets, des pâturages boisés étendus, des replats ouverts alternés de pentes boisées, et d'échappées paysagères saisissantes. La Vallée de Joux constitue une région et une entité paysagère chère aux Vaudois, qu'ils soient Combiers ou non. La vocation touristique de la région, avec une volonté de développement du tourisme doux, renforce encore la nécessité de préserver ses caractéristiques typiques et uniques.

Il est nécessaire de constater d'emblée que la requête d'affectation spéciale contestée est téméraire. En effet, les bases légales régissant les I-P (Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, LPN ; Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels, OI-P),

les recommandations de niveau fédéral et cantonal relatives à la planification éolienne, divers éléments de jurisprudence ainsi que la pratique de planification des autres cantons indiquent que l'implantation d'éoliennes de grande taille à l'intérieur des périmètres d'IFP doit être écartée. Ces éléments sont développés plus avant dans ce qui suit.

Bases légales

Les exigences légales découlant de l'art. 6 LPN (Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage) sont claires :

« 1 L'inscription d'un objet d'importance nationale dans un inventaire fédéral indique que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible, y compris au moyen de mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates.

2 Lorsqu'il s'agit de l'accroissement d'une tâche de la Confédération, la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact dans les conditions fixées par l'inventaire ne souffre d'exception, que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à cette conservation. »

Les actuels travaux parlementaires relatifs à la Loi sur l'énergie (LEne) vont probablement conférer un intérêt national à la production d'énergie renouvelable (art. 14 LEne), rendant ainsi éventuellement possible l'implantation d'un projet éolien à l'intérieur d'un IFP, au sens de l'art. 6 al. 2 LPN, ceci pour autant que soit faite la démonstration que l'intérêt de la production électrique l'emporte sur l'intérêt de conservation. Cette discussion est poursuivie plus loin.

Recommandations et directives fédérales en matière de planification éolienne

Le Concept d'énergie éolienne pour la Suisse de 2004, élaboré en commun par les Offices fédéraux de l'énergie, du développement territorial et de l'environnement, recommande aux cantons de désigner les sites IFP comme zones d'exclusion dans leur plan directeur. Cette appréciation est ainsi connue de longue date – en particulier dès les débuts du projet Eolbour – et est restée constante au cours de 10 dernières années.

Une recommandation fédérale⁴, qui a rang d'aide à la mise en œuvre de la législation en matière d'aménagement du territoire et de protection de paysages et de la nature, indique qu'une implantation d'éoliennes dans un périmètre IFP ne doit pas absolument être écartée d'emblée, mais peut faire l'objet d'une pesée des intérêts au stade de la planification directrice cantonale :

« Les territoires figurant dans les inventaires fédéraux [...] sont, au sens des présentes recommandations, également des territoires à exclure. Les cantons les considéreront comme inappropriés à l'implantation d'éoliennes. [...] Pour les projets qui touchent des inventaires fédéraux au sens des art. 5 ss LPN (IFP, ISOS, IVS), une pesée des intérêts en présence n'est envisageable que lorsque l'intérêt susceptible de provoquer une atteinte aux objectifs de protection est d'importance nationale. La pesée des intérêts devra montrer que cet intérêt est équivalent ou supérieur aux objectifs de protection d'importance nationale et que son impact est admissible. Il s'agira en outre de mettre en place des mesures de reconstitution et de remplacement destinées à compenser les atteintes paysagères résultant du projet. Ces considérations seront présentées et motivées – sur la base d'une stratégie cantonale d'exploitation de l'énergie éolienne et compte tenu d'une appréciation globale des principaux critères – dans le cadre de la planification directrice cantonale. »

⁴ Délibérations du Conseil des Etats à venir au printemps 2015

⁵ « Recommandations pour la planification d'installations éoliennes - Utilisation des instruments de l'aménagement du territoire et critères de sélection des sites », mars 2010

Une telle approche de niveau cantonal fait en l'occurrence défaut. La procédure de PPA n'est pas le niveau de planification adéquat, puisque cette procédure est par nature locale, et n'est pas en mesure d'intégrer une appréciation à l'échelle du territoire cantonal. Les développements parlementaires actuels de la LEne (article 14) ne modifient en rien ces considérations.

Directive cantonale vaudoise

La directive cantonale vaudoise⁶ à son chapitre 4.3.1 prévoit l'exclusion des périmètres des objets d'inventaire de portée nationale, dont l'IFP fait partie. Le projet Eolbour contrevient ainsi aux exigences que le canton de Vaud s'est lui-même fixé.

Pratiques des autres cantons

Les pratiques de planification des autres cantons en la matière sont également éclairantes : Les cantons du Jura⁷, de Berne⁸, Fribourg⁹ et de Neuchâtel¹⁰ – notamment, considèrent tous les IFP comme périmètres d'exclusion (avec ou sans zone tampon supplémentaire). Par ailleurs, il n'existe à l'heure actuelle aucun autre canton ayant planifié des éoliennes dans un périmètre IFP. L'évitement de ces derniers constitue ainsi un consensus très large en Suisse.

Rédécoupage du périmètre de l'IFP ?

Au vu des prévisibles difficultés de procédure liées à la discussion ci-dessus, l'intention de la Requête est de réduire le périmètre de l'IFP, afin que le parc éolien soit situé à l'extérieur de celui-ci. Cette manière de faire est – étonnamment – soutenue par l'Etat de Vaud, qui a présenté à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) une demande de réduction de périmètre, en date du 19 novembre 2014, soit 7 jours avant la mise à l'enquête du PPA contesté ! Il est entendu qu'aucune décision fédérale n'a pu être rendue avant la procédure d'affectation querrelée et que celle-ci ne peut donc être valablement soumise à l'enquête publique tant et aussi longtemps que la Confédération n'a pas statué sur la suite à donner.

La modification du périmètre demandée est une simple réduction, sans compensation par une surface équivalente. Il semble que les communes concernées n'aient pas souhaité étendre l'IFP ailleurs en guise de compensation. L'Etat de Vaud, dans sa requête à l'OFEV, envisage une compensation « qualitative », sans qu'on en sache davantage sur les modalités de cette compensation. Cette non-synchronisation des procédures rend impossible l'appréciation fondée de la pesée des intérêts, et il est n'est pas acceptable d'entrer en matière sur une requête d'affectation sans que tous les tenants et aboutissants ne soient clarifiés.

De toute manière et quelle que soit l'issue de la discussion quant à une éventuelle compensation quantitative ou « qualitative », l'artifice du redécoupage est contestable. L'IFP étant un périmètre de protection paysagère plutôt que de protection physique d'un objet naturel ou d'un biotope (par exemple une zone humide). Ce qui compte, c'est l'impact visuel global du projet sur le paysage, peu importe qu'il se situe à l'intérieur ou juste à l'extérieur des limites « administratives » de l'inventaire. Ce fait trouve une traduction concrète dans la jurisprudence du Tribunal fédéral (ATF 115 Ib 224 du 18 janvier 1989 : ligne à haute tension Pradelles – Martina), qui a prescrit une zone tampon paysagère autour de l'IFP. On relèvera ici l'un des critères de planification appliqués par le canton de Neuchâtel, qui s'appuie sur la jurisprudence mentionnée ci-dessus, et qui prévoit une distance tampon de 5 km

⁶ Directives cantonales pour l'installation d'éoliennes de hauteur totale supérieure à 30 mètres, v.3.3, juillet 2013

⁷ Plan directeur cantonal, fiche 5.05

⁸ Richtplan des Kantons Bern, Massnahmen C.21

⁹ Concept éolien du canton de Fribourg - Rapport final, août 2008

¹⁰ Concept éolien du Canton de Neuchâtel

entre les zones d'IFP et tout parc éolien. A l'aune de cette approche, le projet Eoloux n'est pas recevable, que ce soit dans ou à proximité immédiate de l'IFP.

Dans ce contexte, on lit par ailleurs avec intérêt le chapitre 4.3.6 de la directive éolienne vaudoise citée plus haut qui dit « Définition d'éventuelles zones tampons : Lors de l'analyse d'un paysage protégé, il est important de considérer la taille de celle-ci et l'impact que peut avoir le parc éolien si celui-ci est placé en limite immédiate. La qualité ou la particularité d'une zone paysagère protégée s'étend parfois plus loin que le périmètre protégé et forme un ensemble cohérent avec les alentours. L'implantation d'une éolienne à proximité du site protégé peut donc avoir autant d'impact que si elle était implantée à l'intérieur du périmètre ». Cette directive confirme pleinement ce qui est développé plus haut.

Préservation de l'IFP 1022 dans le contexte global de la planification éolienne vaudoise

Une autre dimension à considérer est la valeur particulière qu'acquiert le périmètre IFP 1022 dans le contexte de l'ensemble des projets éoliens vaudois. En effet, cette partie Sud du Jura vaudois (de la Dôle jusqu'au Mollendruz) serait, sans Eoloux, la seule préservée avec une certaine continuité territoriale¹⁾ des impacts paysagers des éoliennes. Le reste du Jura vaudois (depuis le Mollendruz jusqu'au Creux-du-Van) est, selon la planification cantonale, parsemé de manière ininterrompue de projet éoliens (7 parcs avec 74 machines), en forte co-visibilité.

L'implantation de ce seul projet supplémentaire au milieu de cette zone par ailleurs préservée impacterait un grand territoire supplémentaire. Il est rappelé ici que la visibilité de ce projet n'est pas simplement « locale » : il sera visible depuis divers points de vue d'exception (Dent de Vaulion, Le Mont Tendre,...), et depuis toute la Vallée de Joux, altérant ainsi les qualités paysagères de l'objet IFP sur une large portion de son territoire.

Au vu des nombreux autres projets éoliens prévus dans l'arc jurassien vaudois et de l'altération paysagère majeure qu'ils pourraient générer, il est impératif de préserver au moins une portion continue d'une certaine taille de ce paysage caractéristique du Jura vaudois, en respectant l'exigence de préservation de l'IFP 1022 et en renonçant à implanter là aussi des éoliennes.

¹⁾ hors vallées alpines

Planification éolienne au 23 mai 2013



L'implantation d'un parc éolien à l'intérieur ou hypothétiquement à proximité immédiate d'un périmètre d'IFP est contraire au droit et aux principes d'application en vigueur et doit donc être rejeté. Une pesée des intérêts globale à l'échelle du canton de Vaud - non encore effectuée à ce stade - devrait également conduire au rejet de ce projet.

6. Etude de vent et mise en perspective des annonces de production

Qualité et fiabilité des données de base et de la prévision de production

Il n'est pas possible dans le temps imparti pour la mise à l'enquête de procéder à un examen approfondi de l'étude de vents, et Paysage-Libre se réserve tout complément ultérieur. Il y a toutefois lieu de signaler, sans prétention d'exhaustivité, plusieurs points faibles et sources de doutes dans les études de vent, élément pourtant central pour l'appréciation de l'opportunité du projet, et donc au final de son intérêt public.

Les études de vent sont décrites dans le rapport « Eoloux - Mesures de vent et prévision énergétique pour le parc éolien, rapport final mis à jour », novembre 2012, KohleNusbaumer SA. L'étude se base sur deux mesures SODAR (SODAR 1 et SODAR 2) qui se sont succédées sur quasiment le même emplacement et qui sont considérées comme une seule série de mesure, d'une durée totale de 398 jours utiles (du 27 mai 2009 au 29 juin 2010). Les séries de longue durée sont ensuite générées par corrélation avec la station météorologique de la Dôle. Il n'y a pas eu de mesure directe anémométrique sur le site du projet.

Ces campagnes de mesures, bien que respectant les exigences (minimales) cantonales¹⁾, sont à la limite de la conformité pour pouvoir en tirer des conclusions exploitables et pertinentes. Sachant en

¹⁾ Selon Directives cantonales pour l'installation d'éoliennes de hauteur totale supérieure à 30 mètres, Etat de Vaud, version 3.3, juillet 2013

autre que les exigences cantonales sont moins exigeantes que les standards internationaux¹¹, qui demandent notamment des mesures anémométriques et n'admettent les mesures SODAR/LIDAR qu'en complément, le projet mis à l'enquête doit être considéré avec circonspection et prudence.

L'étude annonce une production nette de 55'000 MWh, ce qui correspond à 2619 heures équivalent pleine charge¹² pour le parc dans son ensemble, avec une puissance installée de 21 MW (7 x 3 MW). Si l'on considère des machines de type E115 de 2.5 MW¹³, soit une puissance installée de 17.5 MW, l'obtient 3'143 heures équivalent pleine charge, un chiffre hautement invraisemblable.

Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 7'500 habitants¹⁴.

Une deuxième étude de vent, basée sur les mêmes mesures, a été confiée à un expert allemand (« Windpark Eoloux, Kanton Waadt, Schweiz, Ertragsberechnung »; Wind und Regen, Büro für technische Meteorologie; 26 novembre 2010). Plusieurs passages de cette étude montrent que les mesures et modélisations de vent effectuées par KohleNusbaumer présentent des lacunes et des incertitudes, en particulier :

→ Absence de mesure anémométrique, les mesures indirectes (telles que le SODAR) ne peuvent être utilisées qu'en tant que mesures complémentaires (page 10) :

„Eine Messung mittels Messmast wurde am Standort nicht durchgeführt. [...] Fernsondierungsverfahren, wie die hier durchgeführten Sodarmessungen, gelten als ergänzende Windmessungen.“

→ Incohérences dans l'exploitation des données SODAR (recours à des données dont les fréquences sont filtrées ou non) (page 14) :

„Der Vergleich (entre donnée filtrée sur une fréquence et donnée avec le spectre complet) zeigt, dass das aus dem monophonen Datensatz erzeugte Windprofil einen deutlich grösseren Gradienten aufweist, als das Profil des polyphonen Datensatzes. Zudem errechnet sich aus ersterem eine mittlere Windgeschwindigkeit in 100 m.ü. Grund die um mehr als 1 m/s grösser ist als die des polyphonen Datensatzes. Auch konnten zu gewissen Zeiten Geschwindigkeitsunterschiede von mehr als 6 m/s zu identischen Zeitpunkt und gleicher Messhöhe festgestellt werden. Eine zum SODAR parallel betriebenen Messmessung hätte hier für Klarheit sorgen können, welcher Datensatz als zuverlässig erachtet werden kann.“

→ Incohérence entre le profil de vent modélisé et celui mesuré (page 26) :

„Keines der beiden getesteten Modelle trifft das gemessene Profil“

→ Doute sur la représentativité des données monofréquentes pour le calcul du régime de vent de longue durée (page 38) :

„Auf die schlechte Datenverfügbarkeit war bereits in Abschnitt 4.2 eingegangen worden: während der polyphone Datensatz der zweiten Messung SDR 2 in 100 m. Höhe eine Datenverfügbarkeit von 83.4% aufweist, kommt der monophone Datensatz nur auf 24%. Die parallelen Werte der ersten Messung SDR 1 betragen 84.5 und 43.4%. Daher ist es fraglich, wie repräsentativ die aus den beiden

¹¹ EVALUATION OF SITE-SPECIFIC WIND CONDITIONS, MEASNET, 2009

¹² Les heures équivalent pleine charge s'obtiennent en divisant la production électrique annuelle [Wh] par la puissance installée [W]. Elle traduit la durée annuelle équivalente (heures par an) durant laquelle l'éolienne tournerait à plein régime. Exprimé en %, cette grandeur s'appelle « facteur de charge ».

¹³ Cette puissance, indiquée dans l'étude de vent, ne correspond pas aux indications du fournisseur. Selon « ENECICON Produktübersicht », mars 2014, le modèle E115 dispose d'une puissance de 3 MW.

¹⁴ Consommation électrique moyenne par habitant en Suisse: 7374 kWh/an (OFEN, 2012)

monophonen Datensätzen abgeleitete Windstatistik für ein langjährigen Mittel des Windregimes am Standort ist.“

→ Différences sur les vitesses de vent : KohleNusbaumer annonce une vitesse moyenne de 7 m/sec à 135 m. de hauteur (page 5, tableau 5). Wind & Regen arrive à 6.3 m/sec à 140 m. (page 41, annexe 3), avec les mêmes données de base ! Cette différence est considérable, sachant, que la puissance injectée de l'éolienne varie avec le cube de la vitesse du vent.

Globalement, on constate que les données disponibles sont de qualité médiocre, et ont été exploitées de manière vraisemblablement optimiste par les auteurs de l'étude.

Mise en perspective des amoniteurs de production

Les facteurs de charge de l'ensemble du parc éolien allemand sont les suivants¹⁵ :

- Off-shore: 2'400 heures équivalent pleine charge
- On-shore: 1'500 heures équivalent pleine charge

On constate que le parc éolien de Eoloux annonce plus de 2'600 heures équivalent pleine charge. En comparaison avec des installations off-shore, bien plus ventées que des sites continentaux, cette prévision semble extrêmement élevée.

En Suisse, les facteurs de charge suivants d'installations existantes sont à mentionner :

Site	Description	Production 2013 [MWh]	Puissance [MW]	Heures équiv. [heures/an]
Saint Bräis	Jura	5 858	4	1 465
Mont Crosin	Jura	40 899	29.2	1 401
Preuchaparte Jura		13 100	6.9	1 899
Gülsch	Alain	5 027	3.3	1 523
Gries	Albin	2 000	2.3	870
Charraz	Vallée alpine	6 871	3	2 390
Martigny	Vallée alpine	5 244	2.05	2 558
Collonges	Vallée alpine	4 650	2	2 325
Total		83 649	52.75	1 586

Production 2013 des principaux sites éoliens suisses

Là encore, la prévision d'Eoloux paraît élevée en comparaison avec les sites suisses existants. En particulier, la comparaison avec les parcs valaisans, situés dans une vallée alpine avec un régime de vent de vallée soutenu et très régulier, et considérés comme étant les meilleurs sites éoliens en Suisse, indique que la prévision est optimiste.

Deux projets vaudois peuvent à titre d'exemple être comparés à celui d'Eoloux :

- Mollendruz : proche et d'exposition au vent plus marquée qu'Eoloux (situation sur la crête), il a fait l'objet d'une campagne de mesure de vent anémométrique avec 2 mâts de 80 m. sur plus d'une année. Le projet du Mollendruz fait deux prévisions de production, l'une élevée, l'autre basse. Le projet annonce ainsi entre 2'083 et 2'500 heures équivalent pleine charge, pour des machines comparables (E101, de 199 mètres de haut) à celles de Eoloux

¹⁵ Données 2012, selon « Entwicklung der Vollleistungsstunden von Kraftwerken in Deutschland, Agentur für erneuerbare Energien, Juni 2013 »

- Grandsonnaz : annonce 2'000 heures équivalent pleine charge. Un export britannique, mandaté par les SIG suite aux difficultés rencontrées avec la société Ennova, a estimé que ce projet surestimait la production de quelque 14%¹⁵. Le facteur de charge serait ainsi ramené à environ 1'900 heures équivalent pleine charge.

On constate encore une fois que le projet Eoloux annonce une valeur très élevée, même parmi les projets de crête validés, de contexte similaire voire plus favorable (exposition de crête).

Plusieurs éléments et comparaisons tendent à indiquer que ces promoteurs ont exploité les mesures disponibles de manière optimiste, et que le productible pourrait être en réalité bien plus faible.

Pour ces motifs, la question de l'opportunité de la constitution d'un tel parc se pose. Il en va de même de celle de sa proportionnalité par rapport aux atteintes qu'il occasionne, notamment au paysage et à la faune.

7. Le rôle et l'intérêt public de l'éolien dans l'approvisionnement électrique

Après la discussion sur la quantité d'électricité attendue, la qualité ou la valeur de celle-ci doit également être discutée. En effet, l'utilité et l'intérêt public de produire de l'électricité éolienne doivent être examinés à la lumière des éléments techniques suivants :

- Contrairement aux modes de production nucléaire, thermique, géothermique ou hydraulique au fil de l'eau, l'éolien n'est pas en mesure de couvrir la charge de base et d'assurer la sécurité de l'approvisionnement, vu son caractère aléatoire et intermittent. La puissance instantanée injectée par une installation éolienne peut être nulle ou très faible, sur des périodes de plusieurs jours d'affilée. Si l'on veut un approvisionnement de fiabilité comparable à une production en ruban, toute installation éolienne nécessite une puissance installée identique « à côté », pour couvrir les périodes sans vent ou de vent faible ;
- Contrairement à l'hydraulique à accumulation et dans une moindre mesure le thermique, l'éolien n'est pas pilotable et donc sans utilité comme production de réglage ;
- L'éolien est par nature aléatoire et intermittent. La production n'est donc pas fiable, et elle n'est pas prévisible ;
- La variation de la puissance injectée est très rapide et de grande amplitude. C'est la forme d'énergie renouvelable la plus fluctuante et donc difficile à intégrer dans un réseau ;
- A partir d'une certaine importance de puissance installée, la survenance de pics de production par fort vent conduit à des surproductions électriques difficiles à gérer pour les réseaux électriques et qui nécessitent le recours à l'export de courant (c'est le cas en Allemagne et au Danemark).
- En Suisse, l'éolien n'apporte aucune contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. A l'heure actuelle, le bilan CO₂ de la production électrique suisse est excellent, et une augmentation de la puissance installée éolienne en Suisse en substitution au nucléaire conduira très vraisemblablement à une augmentation des émissions de CO₂, soit par la mise en place de centrales thermiques indigènes, soit par le biais de courant importé, au bilan carbone nettement moins avantageux.

Pour toutes ces raisons, très brièvement abordées ici, l'électricité éolienne doit être considérée, à quantité équivalente de courant produit, de moindre intérêt public que d'autres formes de production électrique renouvelables, répondant mieux aux nécessités techniques de la production d'électricité.

¹⁵ Tribune de Genève, 26.10.2013

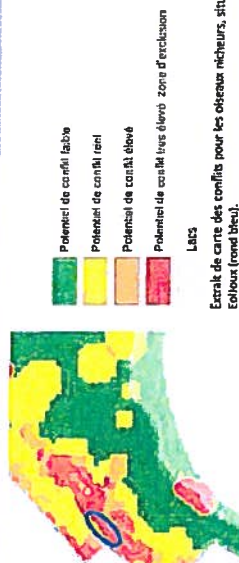
Ces éléments techniques, défavorables au courant d'origine éolienne et non abordés dans le dossier de la Requête, doivent être pris en considération lors de la pesée des intérêts du projet.

8. Impact sur la faune

Le site est reconnu par les spécialistes pour constituer un biotope de qualité exceptionnelle pour le Grand Tétras, espèce menacée (liste rouge). Le projet contesté est partiellement inclus dans le district franc fédéral (DF) du Nidmunt. L'Ordonnance concernant les districts francs fédéraux (ODF) prévoit à son article 5 toute une liste d'activités proscrites, comme par exemple le camping, le ski, la circulation routière, les tirs militaires, etc. De fait, cette ordonnance ne mentionne pas les éoliennes, inconnues à l'époque. Il est toutefois clair que les éoliennes sont de nature à générer des nuisances bien plus importantes (bruit, mouvement, lumière nocturne, ...) et ininterrompues que les activités proscrites par l'ordonnance, et engendreront une pression importante, dans un lieu aujourd'hui retiré et calme, et particulièrement important pour la faune.

Le site connaît également une importante présence de chauve-souris.

La préservation d'espèces protégées constitue un intérêt digne de protection. Les études présentées (chapitre 5.14 EE) minimisent les incidences sur la faune, alors qu'il conviendrait d'appliquer le principe de précaution sur un site d'aussi grande valeur faunistique, particulièrement digne de protection et qui est qualifié de zone d'exclusion et de zone de conflit élevé par la Station ornithologique suisse¹⁶.



9. Défrichements, impacts sur les pâturages boisés

Le projet contesté prévoit un important défrichement définitif de 49'574 m².

L'implantation d'une éolienne en forêt ou dans un pâturage boisé nécessite un défrichement que la loi fédérale interdit en règle générale. Cependant, des dérogations peuvent être accordées en vertu de l'art. 5 LPO lorsque toutes les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- le projet répond à de motifs prépondérants qui l'emportent sur la conservation de la forêt
- le projet qui exige le défrichement est imposé par sa destination
- le projet doit être conforme aux exigences de l'aménagement du territoire
- le défrichement ne doit pas présenter de danger notable pour l'environnement

¹⁶ Horch, P., H. Schmid, J. Guélat & F. Lechli (2013) : Carte suisse des conflits potentiels entre l'énergie éolienne et les oiseaux : partie oiseaux nicheurs, nids de passage et réserves naturelles OROEM. Rapport final.

- respect de la protection de la nature et du paysage.

Cet aspect rejoint la discussion menée plus haut quant à l'affectation de la zone (pesée des intérêts). Le projet tel que soumis actuellement à l'enquête ne respecte pas les différentes conditions posées par l'art 5 Lfco. Il doit dès lors être rejeté pour ce motif également.

10. Mesures de compensation

Les compensations de l'impact paysager ne répondent pas aux exigences usuelles en la matière. En effet, il n'y a pas de contrepartie suffisante sous forme de suppression d'infrastructures existantes impactant le paysage. Les compensations proposées sont essentiellement des mesures de gestion de la nature. Par ailleurs, le dossier (RIE) mentionne que « le propriétaire s'engage à réaliser les mesures qui seront définies dans le plan de gestion, dans la mesure de ses possibilités financières », ce qui revient à ne prendre aucun engagement quant à ces mesures, et qui ne peut être accepté.

Conclusions

Les principaux griefs et motifs d'opposition peuvent être résumés comme suit :

- Le projet contesté n'est pas valide au niveau de la planification directrice cantonale (projet retenu « sous réserve » au moment de la mise à l'enquête) ;
- Le statut du projet par rapport l'IFP (dans ou hors périmètre) n'est pas clarifié au moment de la mise à l'enquête du PPA, les décisions fédérales n'étant pas prises à ce stade. De plus, la pesée des intérêts à l'échelle cantonale, nécessaire pour justifier une atteinte importante au sein ou à proximité d'un périmètre inscrit à l'IFP, n'est pas documentée dans la requête ;
- Le projet, considéré à l'échelle cantonale, viendrait s'insérer dans une large région qui n'est par ailleurs pas touchée par d'autres projets éoliens, ceci contrairement à la partie Nord du Jura vaudois. Ce seul projet compromet la préservation paysagère sur un grand territoire supplémentaire ;
- Les études de vent et la prévision de production électrique se basent sur des données insuffisantes au regard des bonnes pratiques techniques et recommandations en vigueur ;
- La sensibilité faunistique des lieux est élevée. Si l'on s'en tient aux recommandations de la Station ornithologique suisse, le site est situé dans un périmètre d'exclusion, fait qui n'est pas mentionné dans l'étude d'impact sur l'environnement ;
- D'importants défrichements sont nécessaires ;
- Il existe des alternatives au projet, l'absence d'alternative n'est pas démontrée. Il y a manifestement disproportion entre l'électricité qui pourra raisonnablement être produite (de l'ordre de quelques milliers de personnes, sans garantie d'approvisionnement et intermittente), et l'incidence sur le paysage et la faune, tous deux particulièrement dignes de préservation dans le cas d'espèce.
- Le projet de Ecoloux est situé l'intérieur d'un périmètre de protection paysagère de niveau fédéral, donnant un poids particulièrement important à la valeur paysagère et à sa préservation. Tant et aussi longtemps que l'absence d'alternatives n'a pas été rigoureusement démontrée à l'échelon de la planification directrice cantonale, il est inconvénant de requérir une affectation spéciale dans une telle zone pour des constructions d'une telle ampleur.

L'analyse effectuée aboutit ainsi à la conclusion que le projet viole les grands principes du droit administratif tels que la légalité, la proportionnalité et l'intérêt public prédominant. En effet, le projet occasionnera des nuisances disproportionnées par rapport à la quantité et la qualité de la production électrique attendue. Au terme d'une appréciation qui évalue de façon optimiste la

production électrique alors qu'elle en occulte ou minimise les impacts, la Requérante tente de démontrer que la pesée des intérêts est favorable au projet contesté. Or, il n'en est rien. Les exigences fondamentales en matière d'aménagement du territoire ne sont pas remplies et le projet, de grande ampleur et prévu sur un site à la sensibilité paysagère et faunistique élevée, ne peut être accepté.

La pesée des intérêts entre d'une part la production d'électricité (qui est présentée sous un jour vraisemblablement trop optimiste) et d'autre part les impacts du projet est défavorable au projet. Un récent arrêt du Tribunal fédéral (ATF 283/2012) a notamment estimé qu'une production annuelle (d'une installation hydroélectrique produisant de manière continue au fil de l'eau) de 30,9 GWh contribuait faiblement à l'approvisionnement électrique (« Der Beitrag an die heimische Energieerzeugung ist somit eher gering ») et a donné la priorité à la préservation paysagère.

Le PPA n'est ainsi pas justifié par un intérêt public suffisant. Une pesée d'intérêts adéquate doit notamment inclure les intérêts relatifs à la protection de l'environnement, de la nature, etc. lesquels doivent être examinés en relation avec ceux relevant de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 25a LAT. Paysage-Libre Vaud dénonce aussi le défaut de pesée d'intérêts (article 3 OAT), l'oubli de certains intérêts et la prise en compte d'intérêts qui ne devraient pas l'être (article 3 al. 1 let. A OAT), l'erreur d'appréciation (article 3 al. 1 let. B OAT) et enfin, la disproportion dans la pesée des intérêts (article 3 al. 1 let. C OAT).

Vu les motifs exposés ci-dessus, Paysage-Libre Vaud conclut à ce que le projet de PPA soumis à enquête publique, tout comme les autres objets soumis à enquête publique portant sur ce projet, soient intégralement rejetés.

Bortens, le 22 décembre 2014

Pour Paysage-Libre Vaud,

Le Président

Bertrand Cloz

Un Membre du comité

Jürg Schweizer

Le Secrétaire général

Jean-Marc Blanc

8) FEDERATION DES SECTIONS VAUDOISES DE LA DIANA

Commune du Chenit
La Municipalité
Case Postale 127
1347 Le Chenit

Nyon le 23 décembre 2014

Finke pub. 29.12.2014



Mise à l'enquête de la pose d'éoliennes aux Grands Plats

Messieurs,

Dans le délai d'opposition, FSVD souhaite vous faire part de ses commentaires concernant l'implantation des éoliennes précitées :

La FSVD réalise que le choix de construire ces éoliennes, qui plus est le lieu déterminé pour celles-ci, ne relève pas de la seule compétence du canton de Vaud et de votre service. Nous réalisons le grand nombre d'intervenants dans ce dossier que nous devrions aisément complexe et parsemé de contraintes diverses.

- Les routes : il faudra agrandir, construire ou remettre en état bon nombre de routes pour construire, accéder et entretenir ces nouvelles installations. Il y a là au minimum risque pour la nature en général, la faune en particulier. La FSVD attend des constructeurs pour que ces nuisances soient les plus petites possibles
- Impact sur la faune/flore : les installations risquent d'être source de nuisance sur ce plan, notamment à cause du bruit et de l'acierage des pales. La FSVD attend qu'avant la réalisation des constructions envisagées, l'impact du dérangement soit établi de manière scientifique avec, pour conséquence, que s'il est important, il soit renoncé à la réalisation du projet
- Déforestation : une certaine surface forestière sera éliminée. Cette perte doit être compensée
- Infra-sons : peu d'études ont été faites à ce jour pour permettre de mesurer les conséquences de ces infra-sons. Les propos ci-dessus concernant l'impact sur la faune et la flore vaut aussi pour les infra-sons

- Selon les informations obtenues, une partie de l'implantation de ces éoliennes se fera sur le district franc fédéral du Noirmont. La FSVD attend que la réalisation envisagée, si elle a lieu, n'ait pas pour effet le déplacement géographique de la réserve.

Nous tenons à préciser que es éléments qui précèdent ne constituent pas une opposition. La FSVD vous prie cependant d'en tenir compte dans le cadre de l'évolution du dossier.

Nous vous adressons, Messieurs, nos salutations distinguées

Le Président de la FSVD

Charles-Henri de Luze

C.-H. de Luze

Le Secrétaire de la FSVD

Olivier de Mestral

Olivier de Mestral

9) Monsieur Jean-Jacques Meylan

JJ Meylan Collaborateur 7344 / 114624 1° Abbré de gdr de 2014	Recommandé Secrétaire de la Commune de Clénay 1349 de Sauter
--	---

Personnes

Par la présente elle je fais opposition
à l'enquête du 2000 au 10 déc. 2014
concernant les éoliennes

Après, Monsieur me salutation distinguée

JJM

Données

Reçu

10) Madame Danièle Meylan

Danièle Meylan Collaborateur 7344 / 114624 1° Abbré de gdr de 2014	Recommandé Secrétaire de la Commune de Clénay 1349 de Sauter
---	---

Personnes

Par la présente elle je fais opposition
à l'enquête du 2000 au 10 déc. 2014
concernant les éoliennes

Après, Monsieur me salutation distinguée

Deylan

Données

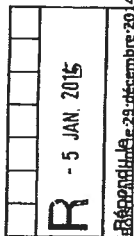
Reçu

11) Madame Christiane Gros

Mme GROS Christiane

1273, rue du vivier

39220 Bois d'amont



Municipalité du chenit

CASE POSTALE 128

CH 1347 LE SENTIER

Objet : parc éolien

Monsieur, Madame,

Habitante de Bois d'Amont, je m'interroge sur cette initiative de la part du canton de Vaud.

Après avoir pris connaissance du dossier mis à disposition et surtout la partie photomontage je ne peux que m'opposer à ces installations.

Je ne discuterai pas sur la rentabilité du projet, quoique le reste septique au moment des comptes de fin d'année après un hiver rigoureux où il faudra dépanner dégivrer (tout ceci à un coup).

Même si le site peut fournir à la vallée côté SUISSE uniquement son énergie, on ne peut pas stocker pour l'instant le surplus donc il sera revendu à d'autres localités. Et on importera toujours de l'électricité. Donc tromperie sur l'autonomie en énergie.

Ce parc éolien causera une nuisance visuelle et sonore, perturbera à coup sur l'environnement faune et flore.

Côté français nous n'aurons que les désagréments.

Il est dit dans le rapport que cette vallée est peu peuplée ce n'est pas une raison pour la défigurer. Cette vallée vit du tourisme je ne pense pas que ce parc soit un plus.

Veuillez agréer, Monsieur, Madame, mes salutations distinguées.

Christiane GROS

Annexe 4 : Résumé des arguments et réponses

Vous trouvez ci-dessous la liste compilée des arguments présentés dans les diverses oppositions, résumés et classés par thème :

1. PROCEDURE

a. Entrave à l'accès aux documents durant l'enquête publique

Réponse :

Le dossier officiel était consultable durant tout le délai d'enquête. Aucune disposition légale n'obligeait la Municipalité à mettre à disposition du public le dossier sous forme de fichiers informatiques.

b. La planification cantonale dit « sous réserve d'une modification de l'IFP » or cette modification n'est pas faite. Cette mise à l'enquête est donc non conforme au plan directeur cantonal.

Réponse :

Certains opposants estiment que le PPA « Eoljoux » ne pouvait pas être soumis à l'enquête publique, avant une modification éventuelle de l'IFP, soustrayant les emprises nécessaires du périmètre de l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale.

L'implantation d'un site éolien dans un périmètre figurant à l'IFP n'est pas proscrite par la loi. Il doit alors être procédé à une pesée des intérêts en présence, entre la règle de conservation de l'objet inscrit à l'IFP et la possibilité d'y procéder à de nouveaux aménagements, par exemple en lien avec l'approvisionnement énergétique. En soi donc, le fait de soumettre à enquête publique un projet de PPA compris dans un site IFP ne contrevient à aucune disposition légale.

Pour le surplus, le fait que le Département cantonal compétent envisage de n'approuver préalablement le PPA qu'après une modification du périmètre de l'IFP relève du pouvoir d'examen de ce Département cantonal, dans le cadre de l'application de l'art. 61 LATC. Un tel procédé ne contrevient à aucune disposition légale.

c. Remise en cause de la planification cantonale

Réponse :

Les plans directeurs ont force obligatoire pour les autorités (art. 9 LAT et 31 LATC). Il n'appartient pas aux autorités communales de remettre en cause, dans le cadre d'un projet concret de plan partiel d'affectation, les principes figurant dans la planification directrice de rang supérieur.

d. L'étude cantonale des impacts cumulés est en cours. Le dépôt de ce PPA est prématuré.

Réponse :

L'étude cantonale actuellement en cours, portant sur les impacts cumulés des installations éoliennes prévues dans le canton, ne correspond pas à un instrument juridique, défini par la législation. Il s'agira tout au plus d'un document devant être pris en compte, dans l'appréciation d'un dossier concret.

Sur le plan légal, il n'y a donc aucune obligation pour la commune ou pour le canton de suspendre ses décisions jusqu'à ce que les études actuellement en cours, portant sur les impacts cumulés, soient achevées.

Notons toutefois, s'agissant du projet Eoljoux et des aspects paysagers, que les éoliennes sont relativement éloignées des autres projets de parc. De ce fait, il n'y aura pas de co-visibilité entre Eoljoux et d'autres parcs éoliens.

e. Dossier incomplet, des documents sont mentionnés (Préavis divers) et non annexés.

Réponse :

Voir ci-dessus sous lettre « a ».

Certains opposants affirment que le dossier soumis à l'enquête publique n'aurait pas compris tous les documents nécessaires. Il y aurait par exemple manqué le préavis de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage, le préavis de la Commission cantonale pour la protection de la nature, le préavis de la Commission de coordination interdépartementale sur la protection de l'environnement et le préavis des autorités françaises suite aux informations transmises sur ce projet.

Selon l'art. 14 RLATC, le dossier d'enquête publique relatif à un plan partiel d'affectation doit comprendre les projets de plan et de règlement, ainsi que le rapport établi en application de l'art. 47 OAT. Dans le cas d'espèce, s'agissant d'une installation soumise à étude d'impact, celle-ci doit également faire partie du dossier d'enquête. Tous les documents précités ont été soumis à l'enquête publique, qui a eu lieu du 26 novembre 2014 au 26 décembre 2014, si bien qu'aucun grief d'ordre formel ne peut valablement être formulé à cet égard, par les opposants.

2. PAYSAGE

a. Impact paysager disproportionné dans un paysage d'exception.

Réponse :

Le document de l'OFEN / OFEV / ARE « Recommandations pour la planification d'installations éoliennes » paru en 2010, souligne, au chapitre 1.6, que l'intégration d'une installation éolienne dans un paysage est extrêmement difficile en raison de sa grande taille, et que toute installation éolienne va par essence modifier le paysage. Il est également relevé que la protection du paysage et l'exploitation de l'énergie éolienne représentent souvent des intérêts divergents, et qu'une pesée globale des intérêts, comme l'ont souligné les opposants, devra être effectuée par les autorités compétentes. Là où les projets d'éoliennes ne sont pas exclus, leur planification devra être envisagée comme un processus visant à recréer un nouveau paysage dont l'installation fera partie intégrante. Le canton de Vaud a d'ores et déjà effectué une pesée des intérêts, puisque de site d'Eoljoux est intégré depuis 2014 dans sa planification éolienne cantonale, sous réserve d'une

décision du Conseil fédéral portant sur le périmètre de l'IFP ; l'étude d'impact paysagère s'appuie sur cette hypothèse de travail.

En ce qui concerne plus spécifiquement les proportions des turbines du projet Eoljoux, les coupes et photomontages ont démontré qu'à l'échelle de l'unité paysagère dans laquelle s'insère le parc éolien, les 210m de hauteur des éoliennes sont adaptées aux proportions des reliefs avoisinants et que l'implantation des turbines respecte et souligne le rythme, les lignes de force du paysage ainsi que la structure paysagère.

Le document « Recommandations pour la planification d'installations éoliennes » relève également qu'« il convient d'observer que les éoliennes dotées de mâts très hauts, désormais réalisables grâce aux progrès technologiques, sont des ouvrages certes très visibles, mais qui, à puissance égale, ont un impact paysager nettement moindre et une rotation des pales plus basse que plusieurs petites installations ». Rappelons également que la durée d'exploitation des turbines est limitée dans le temps et que l'impact visuel des éoliennes est donc réversible.

b. Impact largement prépondérant à la faible production intermittente

Réponse :

Les grandes éoliennes de dernière génération produisent une quantité importante d'énergie. Le fait que seul 7 éoliennes permettent de produire plus d'énergie que la consommation de la Vallée de Joux regroupant plus de 6500 habitants et étant d'autre part très industrialisée le démontre.

c. Au vu des nombreux autres projets vaudois, il est primordial de préserver cette partie du territoire reconnue d'exception.

Réponse :

La protection du paysage et l'exploitation de l'énergie éolienne représentent souvent des intérêts divergents, et une pesée globale des intérêts, comme l'ont souligné les opposants, doit être effectuée par les autorités compétentes si cela est jugé nécessaire. Le canton de Vaud a d'ores et déjà effectué une pesée des intérêts, puisque le site d'Eoljoux est intégré depuis 2014, sous réserve (IFP) dans sa planification éolienne cantonale.

d. Le fait que les éoliennes soient en mouvement attire l'œil. Cet aspect n'est pas pris en compte dans l'étude, de même que l'effet du balisage lumineux la nuit.

Réponse :

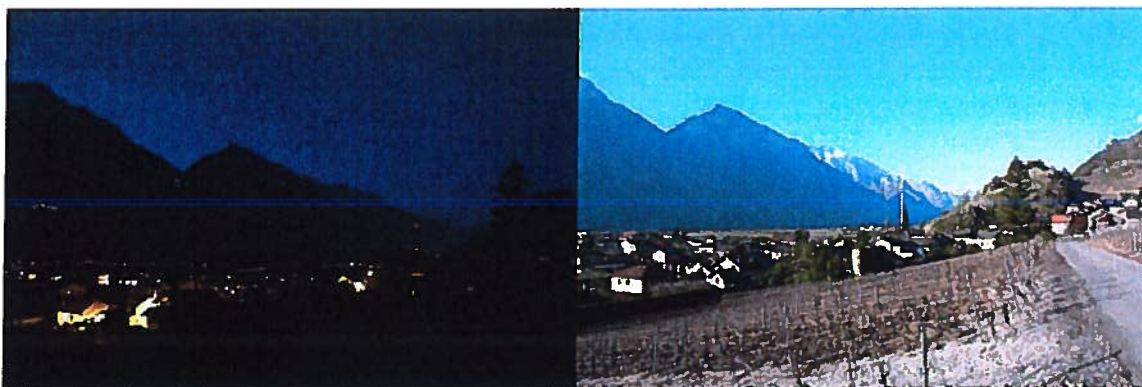
La vitesse de rotation des éoliennes planifiées (modèle E-115 / 3 MW) est particulièrement lente, avec un maximum de 12,8 tours/minute, ce qui représente une nette amélioration par rapport aux anciennes installations.

Le tableau suivant compare différents modèles du plus ancien au plus récent. La vitesse de rotation est passée de 34 tours/minute à 13 pour les modèles planifiés actuellement. La tendance est à l'installation d'éoliennes plus puissantes et plus lentes.

Parc éolien	Modèle d'éolienne	Date d'installation	Vitesse de rotation [tours/minute]
À titre comparatif	Enercon E44 / 0,9 MW	-	34,0
Mont Crosin	Vestas V66 / 1,75 MW	2004	21,3
Mont Crosin	Vestas V90 / 2 MW	2010	17,3
Le Peuchapatte	Enercon E-82 / 2,3 MW	2010	18,0
Charrat Adonis	Enercon E-101 / 3 MW	2012	14,5
Foljoux	Enercon E-115 / 3 MW	-	12,8

Le balisage lumineux nocturne est de faible intensité (86 candela) et le lent clignotement est synchronisé entre les éoliennes. Situé à une distance importante, il n'engendre aucune gêne pour la population.

Une photographie de la lumière nocturne émise a été réalisée pour l'éolienne 3 MW Adonis à Charrat. Elle montre la faible intensité des balisages utilisés.



e. Projet contraire au Concept d'énergie éolienne pour la Suisse.

Réponse :

Le concept d'énergie éolienne pour la Suisse ne correspond pas à un document ayant valeur légale. On peut lire dans ce document en page 10 : « *Le concept d'énergie éolienne pour la Suisse n'est pas une conception au sens de l'art. 13 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979* ». Les opposants ne peuvent rien tirer, sur le plan juridique, d'une éventuelle incompatibilité du projet au Concept précité.

f. Les zones IFP sont à exclure des planifications éoliennes cantonales.

Réponse :

Selon l'art. 5 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN), le Conseil fédéral établit, après avoir pris l'avis des cantons, les inventaires d'objets d'importance nationale. L'inscription d'un objet d'importance nationale dans un inventaire fédéral indique que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible, y compris au moyen de mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates (art. 6 al. 1er LPN).

Lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact dans les conditions fixées par l'inventaire ne souffre d'exception que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à

cette conservation (art. 6 al. 2 LPN).

L'inscription d'un site à l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) n'a pas pour objectif d'interdire toute intervention humaine sur celui-ci, mais d'examiner avec soin d'éventuelles interventions. En d'autres termes, les objets de l'IFP ne sont pas des zones absolument protégées, mais des zones pour lesquelles il convient de peser soigneusement les intérêts de protection et les intérêts d'utilisations légitimes. Pour établir si une exception à la règle de conserver intact un objet de l'IFP est admissible, l'autorité compétente doit recourir à une pesée des intérêts. S'agissant d'installations électriques à courant fort, leur mise en place n'est possible que moyennant approbation préalable par l'Inspection fédérale des installations à courant fort (art. 16 LIE). Par ailleurs, une autorisation de défrichement est requise (art. 6 LFo). Compte tenu de la nécessité de ces deux autorisations relevant de tâches fédérales, le projet « Eoljoux » entre dans l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, au sens des art. 2 et 6 LPN, ce qui nécessite l'expertise préalable de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP), ainsi que la démonstration d'un intérêt public national prépondérant, justifiant l'atteinte au site protégé par l'inventaire fédéral.

Le recours à l'énergie éolienne entre dans le cadre du développement durable, qui est un des buts de la Confédération, figurant à l'art. 2 Cst. féd. et qui est rappelé et développé à l'art. 73 Cst. féd., ainsi qu'aux articles suivants, notamment à l'art. 89 Cst. féd. relatif à la politique énergétique. Par conséquent, le développement de l'énergie éolienne peut constituer un intérêt public d'importance nationale au moins équivalent, quant à sa nature, à la protection de la nature et du patrimoine.

En espèce, les sept éoliennes permettraient de produire une quantité équivalente à la consommation de l'ensemble de la Vallée de Joux d'une énergie renouvelable, non polluante et respectueuse de l'environnement. Les inconvénients causés au paysage et à la faune paraissent faibles, au vu des éléments recueillis dans le cadre de l'étude d'impact sur l'environnement. Les surfaces concernées par l'implantation des éoliennes sont minimales, en comparaison avec la surface globale du périmètre figurant à l'IFP. Compte tenu de l'ensemble des circonstances du cas, le projet peut être implanté dans un IFP et est conforme à la LPN.

g. Eoljoux contrevient à la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) et à la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS).

Réponse :

Voir ci-dessus lettre « f ».

h. Incompatible avec un Parc naturel régional.

Réponse :

Un parc naturel régional (PNR) n'est pas une réserve et n'induit aucune contrainte si ce n'est la volonté de mettre en avant et promouvoir les qualités naturelles d'une région.

C'est parce que le PNR estime que l'énergie éolienne représente une preuve forte de notre engagement en faveur du développement durable que l'assemblée générale du PNR a adopté l'objectifs d'encourager les projets de production d'énergies renouvelables, pour autant qu'ils soient portés régionalement, ce qui est largement le cas d'Eoljoux.

3. BIODIVERSITE

- a. Les études réalisées minimisent les impacts. Elles traitent des problèmes de collisions mais ne traitent pas la disparition d'une avifaune qui devrait cohabiter avec les éoliennes (perte d'habitat)

Réponse :

Les études réalisées estiment les impacts réels d'un projet concret dans un cadre environnemental connu. Dans l'étude d'impact sur l'avifaune annexée au dossier, la perte d'habitat est traitée. L'expert a conclu que « dans le cadre du projet et au vu des espèces présentes, il ne devrait pas y avoir d'impact significatif en terme de perte d'habitat pour l'avifaune. »

- b. L'attrait touristique est incompatible avec une zone protégée. Dérangeant de la faune incompatible avec la zone (Grand-Tétras, DFF)

Réponse :

Le District franc fédéral du Noirmont se compose de plusieurs zones. Une zone de protection intégrale, deux zones de protection partielle et trois zones d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Notons que ces dernières ne font pas partie du District franc. Le parc éolien Eoljoux ne se situe pas dans la zone de protection intégrale, mais en bordure de la zone de protection partielle. Seules deux éoliennes sur les sept se trouvent à l'intérieur de la zone de protection partielle.

La réalisation de plusieurs parcs éoliens dans le Canton de Vaud ces prochaines années va fortement diluer « l'attrait touristique » que peut apporter un parc éolien. Si le parc du Mont Crosin a démontré un fort potentiel touristique, c'est parce que ce site a été pendant de nombreuses années le seul parc éolien de Suisse et qu'il a fait l'objet d'une promotion dans ce but.

Notons également que les pâturages des Grands-Plats ont toujours été et resteront toujours un lieu de promenade.

- c. L'étude d'impact sur l'avifaune est insuffisante et ne permet pas de mesurer l'impact sur l'avifaune (collisions et perte d'habitat)

Réponse :

Une étude de suivi a été menée dans le parc éolien du Peuchapatte (JU) en 2012 afin d'évaluer le risque réel des éoliennes sur l'avifaune migratrice. « Aucun cadavre d'oiseau n'a été retrouvé sous les éoliennes entre mi-mars et mi-mai 2012, ceci malgré le passage de centaines de milliers d'oiseaux dans la région du parc durant la migration. Il a été observé que les oiseaux ne traversent pas les surfaces balayées par les rotors des éoliennes. Dans l'ensemble, les impacts sur les oiseaux migrateurs et nicheurs du parc éolien du Peuchapatte sont considérés comme globalement négligeables. » Aucune diminution de l'activité des rapaces près des éoliennes du parc n'a été observée depuis leur mise en service.

Une recherche de cadavre intensive est actuellement réalisée au Peuchapatte par la station ornithologique suisse (Vogelwarte). Les premiers résultats de l'étude confirment le très faible impact sur la migration. Ces études de terrain viennent contredire les postulats avancés par la station ornithologique de Sempach décidant de l'incompatibilité des éoliennes avec la protection des oiseaux et démontre au contraire que les grandes éoliennes modernes ont un impact faible

sur les oiseaux.

De plus, le volume migratoire aux Grands Plats est faible par rapport au Peuchapatte.

- d. **La protection du Grand Tétrás est une priorité nationale, en particulier sur ce site. Les mesures de compensations ne donnent aucune garantie d'efficacité et il ferait bien mieux de préserver la population en ne construisant pas les éoliennes que de tabler sur des hypothétiques bienfaits de mesures de compensations.**

Réponse :

Selon l'étude d'impact annexée au dossier, « Le projet d'implantations d'éoliennes présenté ici ne devrait générer potentiellement que de très faibles impacts sur les populations de grands tétras à l'échelle locale et encore moins à l'échelle de la population régionale. » Le projet prévoit des mesures de compensation pour l'éventuelle gêne sur le Grand Tétrás qui ont pour objectif de « Permettre une amélioration de son habitat à long terme : gestion forestière plus extensive, lutte contre l'envahissement du hêtre et la fermeture du sous-étage, limitation de la fréquentation hivernale dans des secteurs sensibles. » Les mesures définies en collaboration avec la DGE-BIODIV dans le rapport d'impact (mesure C2) concernant en particulier la mise en place d'une gestion forestière particulière conforme aux directives de l'OFEV sur environ 80 ha pendant 50 ans.

De plus le risque de collision avec les éoliennes est en réalité très faible. Jamais à notre connaissance une collision entre un Grand Tétrás et une éolienne n'a été constatée.

- e. **Eoljoux n'a pas tenu compte du NO GO et des cartes d'exclusions de la station ornithologique de Sempach, référence suisse pour les oiseaux**

Réponse :

La Station ornithologique de Sempach n'a pas la compétence légale de définir des cartes d'exclusions. Par ailleurs, aucune législation ne donne valeur légale à ces zones d'exclusions.

On peut également lire dans l'arrêt de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal au sujet du parc de St-Croix qu'il ressort qu'un certain nombre de facteurs importants ont dû être fortement simplifiés et généralisés dans le cadre de l'élaboration de la carte des migrations si bien qu'elle ne remplace pas une appréciation locale.

D'autre part, la carte des conflits potentiels avec les oiseaux nicheurs ne fait que recenser la présence d'oiseaux sensibles sans toutefois analyser le risque réel de conflit. La station ornithologique de Sempach part du postulat que oiseaux et éoliennes ne sont pas compatibles hors les études de terrains menées en Suisse à ce jour démontrent l'inverse.

Les promoteurs du projet Eoljoux ont malgré tout tenu compte des cartes de conflits potentiels établies par Sempach, raison pour laquelle des études d'impacts spécifiques sur les oiseaux migrants, les oiseaux nicheurs et spécialement le Grand Tétrás ont été réalisées.

- f. **Pour la préservation des chiroptères, l'implantation d'éoliennes à proximité immédiate d'un site de swarming d'importance nationale est inacceptable et justifie le NO GO du CCO dont Eoljoux n'a pas tenu compte.**

Réponse :

Le statut de « NO GO » attribué en 2008 au site d'Eoljoux par le CCO repose sur la présence des sites d'essaimages du gouffre de la Pleine-Lune, situé à 890 m au sud du parc éolien, celui de la

Petite Chaux à 2km et celui du Creux de Croue, situé à 4 km. Les études menées sur le site des Grands Plats montrent « que la présence des gouffres pour l'hibernation et des sites d'essaimage ne semblent pas avoir d'influence importante sur le nombre et les espèces de chauves-souris qui fréquentent les pâturages des Grands Plats. »

L'étude d'impact sur la protection des chauves-souris annexée au dossier démontre le faible impact réel du projet sur les chauves-souris. L'exploitation des éoliennes sera effectuée de manière à garantir un très faible impact sur les chauves-souris.

g. Par ailleurs, l'étude sur les chiroptères est lacunaire puisque des investigations complémentaires sont nécessaires.

Réponse :

Le schéma prédéfini d'arrêt du fonctionnement des éoliennes selon les Directives de la DGE-BIODIV sera adopté. Des mesures de compensation de l'éventuel impact résiduel sont en outre prévues. Des mesures bioacoustiques et des recherches de cadavres seront menées durant la phase d'exploitation afin d'optimiser les paramètres d'arrêt des éoliennes et de garantir un faible impact sur les chauves-souris durant toute la durée d'exploitation.

h. Le District franc fédéral a été créé pour préserver la richesse de l'avifaune nicheuse et de la valeur des biotopes. Au vu des nombreux efforts entrepris sur le site pour la préservation des espèces, il est scandaleux de vouloir y implanter des éoliennes.

Réponse :

Le District franc fédéral du Noirmont se compose de plusieurs zones. Une zone de protection intégrale, deux zones de protection partielle et trois zones d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Notons que ces dernières ne font pas partie du District franc.

Le parc éolien Eoljoux ne se situe pas dans la zone de protection intégrale, mais en bordure de la zone de protection partielle. Seule deux éoliennes sur les sept se trouvent à l'intérieur de la zone de protection partielle.

Par ailleurs, les études d'impacts réalisées notamment sur l'avifaune et particulièrement le Grand Tétras démontrent un très faible impact sur ces espèces. L'implantation des éoliennes ne remet donc pas en cause les objectifs de protection du District franc fédéral du Noirmont.

4. TRAVAUX ET DEFRICHEMENTS LOURDS

a. Le site est actuellement très faiblement aménagé et proche de l'état naturel. Ces travaux lourds vont apporter des nuisances et des dégradations très importantes au site.

Réponse :

Il est faux de prétendre que le site des Grands Plats est proche de l'état naturel. N'oublions pas que si la forêt entourant le pâturage est si belle, c'est parce qu'elle est exploitée et jardinée par l'homme ! D'autre part, sans l'entretien du pâturage et la pâture du bétail, la forêt aurait repris ses droits sur ce plateau depuis longtemps ! Si l'homme n'y était pas intervenu, le paysage de ce territoire serait très différent.

La modification de la route du Biblanc permettant l'accès des transports des éoliennes est limitée

et n'engendrera pas de forte modification du site. Par ailleurs, les travaux de construction n'apporteront de réelles nuisances que lors de l'excavation des matériaux nécessaires à la réalisation des fondations des éoliennes. En dehors de cette opération, les travaux n'engendreront que des nuisances faibles.

Notons que les nuisances des travaux de réalisation du parc éolien ne seront pas très différentes de celles liées aux travaux d'exploitation forestière apportant beaucoup de bruit en pleine forêt, un trafic d'engins de débardage et de camions non négligeables et en plus une forte modification de l'habitat de nombreuses espèces.

- b. Défrichement définitif de 43'574 m² !! Le projet ne répond pas aux critères définis dans l'art. 5 de la LFo permettant de justifier ce défrichement.**

Réponse :

Il convient au préalable de préciser que dans notre cas, le mot « défricher » ne signifie pas « couper des arbres » mais bien « changer d'affectation une zone sylvo-pastorale ». Si la surface mentionnée est effectivement importante, le nombre d'arbres réellement abattus sera très faible.

Le défrichement est un objet de compétence cantonale. Les oppositions liées au défrichement seront traitées par la Direction générale de l'environnement Section forêts (DGE-FORET).

5. MESURES DE COMPENSATIONS

- a. Les mesures de compensations sont trop axées sur les aspects naturels et pas assez paysagers. Il faudrait accentuer les compensations paysagères comme l'enterrement des lignes électriques.**

Réponse :

Dans le catalogue de mesures proposées en compensation, la déconstruction de lignes électriques aériennes n'a pas été retenue par la Direction générale de l'environnement (DGE). Les coûts très élevés de ce type d'intervention étaient jugés trop importants par rapport à l'enveloppe budgétaire définie pour les compensations. Seule une mesure forte de réhabilitation a été conservée dans le catalogue de compensations, soit la déconstruction de la piste de réception du tremplin de la Chirurgienne. Le reste de l'enveloppe budgétaire a été consacré à des compensations axées sur la biodiversité, dont certaines contribuent néanmoins à la valorisation du paysage (par exemple : régénération d'îlots boisés).

- b. Il n'y a pas de garanties que les mesures définies dans le plan de gestion de la nouvelle réserve forestière seront financées et donc réalisées !**

Réponse :

La création de cette grande réserve constitue en elle-même une compensation importante. Seules des mesures particulières conformes au plan de gestion seront dès lors possibles dans cette réserve, aucune autre intervention ne sera possible.

La non réalisation des mesures reviendrait donc à transformer cette grande réserve sous gestion particulière en une grande réserve forestière intégrale sans intervention humaine, soit un pas encore plus grand dans la direction de la protection de la nature et de la biodiversité.

Notons que la Commune du Chenit, propriétaire de cette portion de territoire, a toujours eu la

volonté d'entretenir et de respecter son patrimoine, il n'y a dès lors pas de raison de penser que la réalisation d'Eoljoux change cet état de fait.

6. PRODUCTION D'ELECTRICITE

a. Remise en cause de la fiabilité des mesures de vent, et des méthodes utilisées.

Réponse :

La fiabilité de la mesure SODAR a été vérifiée grâce à une campagne de mesure anémométrique comparative menée sur un site à proximité. En ce qui concerne la prévision de production, les deux mesures ont fourni les mêmes résultats pour une hauteur de mesure identique, soit à 70 m, confirmant ainsi la validité de la mesure SODAR. Ceci permet d'utiliser les valeurs du SODAR à la hauteur de la nacelle des éoliennes pour calculer directement la prévision énergétique, sans extrapolation en altitude des données de l'anémomètre.

b. Les risques sur la prévision de production sont sous-estimés

Réponse :

Au vu de l'excellent potentiel énergétique du parc éolien, les risques de prévision, considérés dans l'étude de vent, ne remettent pas en question la qualité du site éolien ou la rentabilité du projet. La prévision énergétique nette contient une marge de sécurité de 10 %.

c. Le facteur de charge annoncé pour Eoljoux paraît hautement invraisemblable

Réponse :

Les facteurs de charge des éoliennes planifiées par KohleNusbaumer SA en Suisse, les éoliennes de la plaine du Rhône (VS) et le parc éolien du Peuchapatte (JU), sont excellents. Ils se situent entre 22 % et 29 %, ce qui correspond à 2'000 – 2'500 heures équivalent pleine charge. Par rapport aux éoliennes du Peuchapatte et de la plaine du Rhône, les éoliennes prévues pour le site « Eoljoux » sont du type E-115. Elles représentent le dernier développement technique et sont nettement plus productives pour plusieurs raisons : hauteur de mat, diamètre de rotor. L'utilisation de ce modèle sur d'autres sites, tel que celui du Peuchapatte, permettrait d'atteindre un nombre d'heures équivalent pleine charge similaire à celui de la prévision énergétique des Grands Plats de Bise.

Les facteurs de charge moyens pour l'ensemble du parc éolien allemand incluent de très nombreuses installations de petite taille et peu efficaces, installées durant les années 90. Pour des éoliennes modernes, du type E-115, les facteurs de charge pour l'Allemagne, on-shore et off-shore, sont nettement plus élevés. Les progrès techniques des dernières années sont considérables.

Le parc éolien de Juvent au Mont-Crosin fournit un exemple concret illustrant l'évolution technique des éoliennes. Alors que le facteur de charge était de 11% en 1997 avec des éoliennes Vestas V44, il est passé à 13% en 2002 lors de l'ajout de Vestas V52, puis se situe à 20% depuis 2011, suite à la mise en service d'éoliennes Vestas V90.

- d. La production estimée pour Eoljoux est surévaluée en comparaison des études des parcs voisins

Réponse :

Le tableau suivant donne une comparaison du productible et du rendement de différents projets de parcs éoliens dans la région. Le productible par MW est semblable pour tous ces sites.

Parc éolien	Puissance	Hauteur de mât	Production GWh/MW
Sur Grati	3 MW	150 m	2,7
Bel Coster	3 MW	150 m	2,5
Mollendruz	3 MW	150 m	2,3
Eoljoux	3 MW	150 m	2,6

- e. L'intérêt et l'utilité de produire de l'électricité d'origine éolienne ne sont pas démontrés. Il y a disproportion entre l'électricité qui pourra raisonnablement être produite et les impacts et l'absence d'alternative n'est pas démontrée.

Réponse :

Le « Concept énergétique 2050 » du Conseil fédéral confère à la production d'énergie renouvelable un enjeu d'importance nationale. Par ailleurs, les scénarios étudiés démontrent que nous aurons besoin de toutes les ressources renouvelables à disposition pour nous permettre d'abandonner à moyen terme l'électricité d'origine nucléaire.

Les autorités cantonales ont adapté le Plan directeur cantonal afin d'intégrer la volonté de produire de l'énergie éolienne dans le Canton et ont d'ores et déjà intégré les sites d'implantation sélectionnés. Le canton de Vaud a donc déjà effectué une pesée des intérêts liés au recours à la technologie éolienne et a intégré le site d'Eoljoux dans sa planification cantonale.

Les plans directeurs ont force obligatoire pour les autorités (art. 9 LAT et 31 LATC). Il n'appartient pas aux autorités communales de remettre en cause, dans le cadre d'un projet concret de plan partiel d'affectation, les principes figurant dans la planification directrice de rang supérieur.

7. NUISANCES POUR L'HOMME ET LA FAUNE

- a. L'éolienne la plus au sud-ouest se trouve à moins de 1000 mètres des premières maisons de Bois-d'Amont ce qui est contraire à la législation.

Réponse :

Aucune législation applicable en Suisse ne définit une distance minimale devant être respectée entre une éolienne et une maison d'habitation.

La référence à une distance éventuelle de 1'000 mètres correspondait à un projet de loi récemment en discussion auprès du Sénat et de l'Assemblée nationale, en France. Notons que l'Assemblée

nationale lors du vote solennel du 26 mai 2015 a fixé la limite minimum à 500 mètres.

b. Les nuisances dues aux infrasons sont mondialement reconnues pour être néfastes à l'homme et à la faune.

Réponse :

Contrairement à ce que certains opposants affirment, il n'a jamais été démontré, ni même rendu vraisemblable que les infrasons produits par des éoliennes pourraient être néfastes à l'homme et à la faune.

Annexe 5 : Projet de décision finale

Vous trouvez ci-après le projet de décision finale mentionné dans les conclusions 2 et 3 de ce préavis.

[Cliquez ici pour ouvrir le projet de décision finale](#)